

# VALDĪBAS VĒSTNESIS

Maksa par „Valdības Vēstnesi”:	
ar piesūtīšanu	bez piesūtīšanas
par: Ls	(saņemot ekspedicijā)
1 gadu . . . . . 22,—	1 gadu . . . . . 18,—
1/2 gadu . . . . . 12,—	1/2 gadu . . . . . 10,—
3 mēn. . . . . 6,—	3 mēn. . . . . 5,—
1 . . . . . 2,—	1 . . . . . 1,70
Piesūtīt pa pastu	Par atsevišķu
un pie atkalpār-	numuru . . . . .
devējiem . . . . .	numuru . . . . .
—,12	—,10

## Latvijas valdības

Iznāk katru dienu, izņemot

Redakcija:

Rīgā, pili № 2. Tālrunis 20032  
Runas stundas no 11—12



## oficiāls laikraksts

svētdienas un svētku dienas

Kantoris un ekspedicija:

Rīgā, pili № 1. Tālrunis 20031  
Atvērts no pulksten 9—3

Studinājumu maksa:	
a) tiesu studinājumi līdz 30 vienslejiņām rindiņām . . . . .	Ls 4,—
par katru tālāku rindiņu . . . . .	—,15
b) citu iestāžu studinājumi par katru vienslejiņu rindiņu . . . . .	—,20
c) no privātiem par katru viensl. rindiņu (par obligāt. studin.) . . . . .	—,25
d) par dokumentu pazaudēšanu no katras personas . . . . .	—,80

Nr. 57

Ceturtdien, 12. martā 1931. g.

Četrpadsmitais gads

Saeima ir pieņēmusi un Valsts Prezidents izsludina šādu likumu:

## LIKUMS

par

### konvenciju par ieroču, municijas un kaļa materiālu starptautiskās tirdzniecības uzraudzību.

1925. gada 17. jūnijā Ženēvā parakstītā konvencija par ieroču, municijas un kaļa materiālu starptautiskās tirdzniecības uzraudzību ar šo likumu pieņemta un apstiprināta.
- Likums stājas spēkā izsludināšanas dienā. Līdz ar likumu izsludināma 1. pantā minētā konvencija un tās tulkojums latviešu valodā.
- Konvencija stājas spēkā konvencijas 41. pantā paredzētā kārtībā.

Likums Saeimā pieņemts 1930. g. 16. decembrī.

Rīgā, 1931. g. 12. martā.

Valsts Prezidents A. Kviesis.

## CONVENTION

### concernant le Contrôle du Commerce international des Armes et Munitions et des Matériels de Guerre.

L'Allemagne, les États-Unis d'Amérique, l'Autriche, la Belgique, le Brésil, l'Empire Britannique, le Canada, l'État Libre d'Irlande et l'Inde, la Bulgarie, le Chili, la Chine, la Colombie, le Danemark, l'Espagne, l'Égypte, l'Éthiopie, l'Estonie, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Italie, le Japon, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, le Nicaragua, la Norvège, Panama, les Pays-Bas, la Perse, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, le Salvador, le Siam, la Suède, la Suisse, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, la Tchécoslovaquie, la Turquie, l'Uruguay et le Venezuela,

Considérant que le commerce international des armes et munitions et des matériels de guerre doit être soumis à un régime général et efficace de contrôle et de publicité;

Considérant qu'un tel régime ne résulte pas des traités et conventions existants;

Considérant qu'un contrôle spécial de ce commerce dans certaines régions du monde est nécessaire pour rendre plus efficaces les mesures adoptées par les divers Gouvernements, tant en ce qui concerne les importations dans ces régions que les exportations vers ces régions;

Considérant que les armes, munitions et matériels dont l'emploi à la guerre est prohibé par le droit international ne peuvent faire l'objet ni d'une importation ni d'une exportation aux fins d'un tel emploi;

Ont décidé de conclure une Convention et ont désigné pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

(Suivent les noms des plénipotentiaires.)

Lesquels, après avoir exhibé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes:

#### Chapitre I.

#### Catégories.

#### Article premier.

Aux fins de la présente Convention, il est prévu cinq catégories d'armes, munitions et matériels:

#### Catégorie I.

Armes, munitions et matériels de guerre, exclusivement conçus pour et destinés à la guerre terrestre, navale ou aérienne.

A.— Armes, munitions et matériels exclusivement conçus pour et destinés à la guerre terrestre, navale ou aérienne, tant ceux qui entrent ou entreront dans l'armement des forces armées de tout État, que ceux qui, ayant cessé de faire partie de cet armement, restent susceptibles d'utilisation militaire à l'exclusion de toute autre utilisation. Sont exceptés les armes, munitions et matériels qui, tout en répondant à la définition ci-dessus, rentrent dans une autre catégorie.

Ces armes, munitions et matériels sont réparties sous les douze rubriques suivantes:

1. Fusils, mousquetons, carabines.
2. a) Mitrailleuses, fusils-mitrailleurs, pistolets-mitrailleurs de tous calibres; b) Affûts pour mitrailleuses; c) Dispositifs permettant le tir à travers l'hélice.
3. Projectiles et munitions pour les armes énumérées aux numéros 1 et 2 ci-dessus.
4. Appareils de pointage y compris les appareils de visée aériens pour le tir et le lancement de bombes, et les appareils de réglage de tir.
5. a) Canons longs et courts et obusiers de calibre inférieur à 15 centimètres (5,9 pouces); b) Canons longs et courts et obusiers de calibre égal ou supérieur à 15 centimètres (5,9 pouces); c) Mortiers de tous modèles; d) Voitures-canons, affûts, récupérateurs, accessoires de montage.
6. Projectiles et munitions pour les armes énumérées au numéro 5 ci-dessus.
7. Appareils et engins servant au lancement de bombes, torpilles, grenades sous-marines et autres sortes de projectiles.
8. a) Grenades; b) Bombes; c) Mines de terre, mines sous-marines fixes et dérivantes et grenades sous-marines; d) Torpilles automobiles.
9. Artifices pour les armes, appareils et engins ci-dessus.
10. Ballochettes.
11. Chars de combats (tanks) et automobiles blindées.
12. Armes et munitions non énumérées ci-dessus.

B.— Pièces détachées des articles rentrant dans le paragraphe A ci-dessus, entièrement finies, et utilisables exclusivement pour le montage et la réparation desdits articles ou comme pièces de rechange.

#### Catégorie II.

Armes et munitions pouvant être utilisées à la guerre ou à d'autres usages.

- A.— 1. Pistolets et revolvers automatiques ou à chargement automatique, et leurs modèles perfectionnés, se tirant en s'épaulant ou d'une seule main, d'un calibre supérieur à 6 millimètres 5 et d'une longueur de canon supérieure à 10 centimètres.
2. Armes à feu, conçues pour, destinées ou adaptées à des usages non militaires, telles que les armes de sport ou de défense personnelle, mais qui peuvent utiliser les mêmes munitions que les armes à feu désignées dans la Catégorie I; autres armes à feu rayées, se tirant en s'épaulant, dont le calibre est égal ou supérieur à 6 millimètres et qui ne figurent pas dans la Catégorie I, à l'exception des armes à feu rayées à canon basculant.
3. Munitions pour les armes énumérées sous les deux numéros ci-dessus, à l'exception des munitions rentrant dans la Catégorie I.
4. Sabres et lances.

B.— Pièces détachées des articles rentrant dans le paragraphe A ci-dessus, entièrement finies, et utilisables exclusivement pour le montage et la réparation desdits articles ou comme pièces de rechange.

#### Catégorie III.

Navires de guerre et leur armement.

1. Navires de guerre de toute espèce.
2. Armes, munitions et matériels de guerre installés à bord des navires de guerre et faisant partie de leur armement normal.

#### Catégorie IV.

1. Aéronefs montés ou non montés.
2. Moteurs d'aéronefs.

#### Catégorie V.

1. Poudres et explosifs, à l'exception de la poudre noire ordinaire.
2. Armes et munitions autres que celles rentrant dans les Catégories I et II, telles que: pistolets et revolvers de tous modèles; armes à feu rayées à canon basculant; autres armes à feu rayées se tirant en s'épaulant, d'un calibre inférieur à 6 millimètres; fusils à canons lisses; fusils à plusieurs canons, dont au moins un lisse; armes à feu utilisant des cartouches à percussion périphérique; armes à feu se chargeant par la bouche.

## Chapitre II.

### Contrôle et Publicité.

#### Article 2.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à n'exporter d'articles rentrant dans la Catégorie I et à n'en permettre l'exportation, que si les conditions suivantes sont remplies:

1. L'exportation sera faite en vue d'une fourniture directe au Gouvernement de l'État importateur ou, avec le consentement dudit Gouvernement, à telle autorité publique qui lui est subordonnée;
2. Une demande écrite, qui sera signée ou visée par un représentant du Gouvernement importateur dûment autorisé à cet effet, aura été présentée aux autorités compétentes du pays d'exportation. Elle indiquera que les articles dont l'exportation est envisagée sont destinés à être livrés au Gouvernement importateur ou à l'autorité publique prévue au paragraphe 1.

#### Article 3.

Toutefois, l'exportation en vue de fourniture à des particuliers pourra être permise dans les cas suivants:

1. Articles rentrant dans la Catégorie I exportés directement, pour les besoins de son industrie, à l'adresse d'un fabricant de matériel de guerre dûment autorisé à les importer par le Gouvernement du pays d'importation;
2. Fusils, mousquetons, carabines et leurs munitions qui sont exportés pour être fournis à des Sociétés de tir pour l'encouragement du sport individuel, dûment autorisées par leur Gouvernement à en faire usage, et dont l'importation n'est pas contraire à toute autre stipulation de la présente Convention; ces armes et munitions seront adressées directement au Gouvernement du pays d'importation pour être transmises par lui aux Sociétés destinataires;
3. Échantillons d'articles rentrant dans la Catégorie I, exportés pour servir à des démonstrations, directement à l'adresse d'un représentant commercial du fabricant exportateur, ce représentant, étant dûment autorisé à les recevoir par le Gouvernement du pays d'importation.

Dans les cas ci-dessus, une demande écrite, visée par le Gouvernement du pays d'importation ou par un représentant dudit Gouvernement dûment autorisé à cet effet, devra avoir été présentée aux autorités du pays d'exportation; elle contiendra toutes indications nécessaires pour la justifier.

#### Article 4.

La permission d'exporter conformément aux Articles 2 et 3 sera constatée par une licence. Une déclaration d'exportation, remise aux autorités compétentes du pays d'exportation et approuvée par elles, pourra tenir lieu de licence.

Cette licence ou cette déclaration devra contenir:

- a) Une description permettant d'identifier les articles auxquels elle s'applique, et comprenant la désignation de ces articles suivant les rubriques de la Catégorie I, ainsi que leur nombre ou leur poids;
- b) La désignation de l'exportateur;
- c) La désignation du destinataire importateur;
- d) La désignation du Gouvernement qui a autorisé l'importation.

Chaque expédition séparée, franchissant la frontière du pays d'exportation par voie terrestre, maritime ou aérienne, devra être accompagnée d'un document contenant les indications ci-dessus. Ce document sera soit la licence ou la déclaration d'exportation, original ou copie certifiée conforme, soit un certificat délivré par les autorités douanières du pays d'exportation, spécifiant que l'envoi est fait sous le couvert d'une licence ou d'une déclaration d'exportation conformément aux stipulations de la présente Convention.

## Article 5.

Les articles rentrant dans la Catégorie II ne seront exportés que sous le couvert d'un document d'exportation, qui pourra être soit une licence émise par les autorités compétentes du pays d'exportation, soit une déclaration visée ou enregistrée par elles. Si la législation du pays d'importation exige le visa d'un représentant dûment autorisé du Gouvernement de ce pays et lorsque ce dernier a fait une notification à ce sujet au Gouvernement du pays d'exportation, un tel visa devra avoir été obtenu et être soumis aux autorités compétentes du pays d'exportation pour que celle-ci puisse avoir lieu.

Ni la licence ni la déclaration d'exportation n'engageront la responsabilité du Gouvernement du pays d'exportation, quant à la destination ou l'usage ultérieurs de chaque expédition.

Néanmoins, si les Hautes Parties Contractantes estiment, d'après l'importance, la destination et les autres circonstances d'une expédition, que les armes et munitions expédiées sont destinées à des usages de guerre, elles s'engagent à appliquer à cette expédition les stipulations des Articles 2, 3 et 4.

## Article 6.

Comme préparation à un régime général de publicité des armements quelle que soit leur origine, les Hautes Parties Contractantes s'engagent à publier, dans les deux mois qui suivent l'expiration de chaque trimestre, un relevé statistique de leur commerce extérieur pendant ce trimestre des articles rentrant dans les Catégories I et II; ce relevé, qui sera établi conformément aux modèles figurant à l'Annexe I à la présente Convention, indiquera, pour chaque rubrique prévue à l'Article 1-er pour lesdites Catégories, la valeur et le poids ou le nombre des articles exportés ou importés sous couvert d'une licence ou d'une déclaration d'exportation, ainsi que la répartition des quantités par pays d'origine ou de destination.

Dans tous les cas où l'expédition est en provenance ou à destination d'un territoire à système douanier autonome, ce territoire sera indiqué comme pays d'origine ou de destination.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent, en outre, chacune en ce qui la concerne, à publier dans les mêmes délais un relevé contenant des indications analogues pour les expéditions d'articles rentrant dans les Catégories I et II à destination d'autres territoires placés sous leur souveraineté, juridiction, protection ou tutelle ou sous la même souveraineté, juridiction, protection ou tutelle.

Le premier relevé statistique sera publié par chacune des Hautes Parties Contractantes pour le trimestre commençant le 1-er janvier, le 1-er avril, le 1-er juillet ou le 1-er octobre qui suivra la date de la mise en vigueur de la Convention à son égard.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à publier comme annexe à ce premier relevé le texte des dispositions des lois, décrets et règlements en vigueur sur leur territoire concernant les exportations et les importations des articles visés à l'Article 1-er, y compris toutes dispositions qui seraient établies en vue d'appliquer la présente Convention. Les modifications et additions apportées à ces dispositions seront également publiées en annexe aux relevés trimestriels ultérieurs.

## Article 7.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent, en ce qui concerne la Catégorie III, à publier, dans les deux mois qui suivent la fin de chaque trimestre, un état contenant pour ce trimestre les renseignements suivants, relatifs à tout navire de guerre construit, en construction ou à construire sur le territoire soumis à leur juridiction pour le compte du Gouvernement d'un autre État:

- La date de la signature du contrat de construction, la désignation du Gouvernement pour lequel le navire est commandé, ainsi que les spécifications ci-après:
    - Déplacement-type en tonnes anglaises et en tonnes métriques;
    - Principales dimensions, à savoir: longueur à la ligne de flottaison, largeur maximum à ou sous la ligne de flottaison, tirant d'eau moyen correspondant au déplacement-type;
  - La date de la mise sur cale, la désignation du Gouvernement pour lequel le navire est construit, ainsi que les spécifications ci-après:
    - Déplacement-type en tonnes anglaises et en tonnes métriques;
    - Principales dimensions, à savoir: longueur à la ligne de flottaison, largeur maximum à ou sous la ligne de flottaison, tirant d'eau moyen correspondant au déplacement-type;
  - La date de la livraison, la désignation du Gouvernement auquel le navire est livré, ainsi que les spécifications ci-après à la date de livraison:
    - Déplacement-type en tonnes anglaises et en tonnes métriques;
    - Principales dimensions, à savoir: longueur à la ligne de flottaison, largeur maximum à ou sous la ligne de flottaison, tirant d'eau moyen correspondant au déplacement-type;
- Et, en outre, les renseignements ci-après sur l'armement installé à bord à la date de livraison et faisant partie de l'équipement normal du navire:
- Nombre et calibre des canons;
  - Nombre et calibre des tubes lance-torpilles;
  - Nombre des lance-bombes;
  - Nombre des mitrailleuses.

Les renseignements ci-dessus concernant l'armement du navire seront fournis d'après un relevé signé par le constructeur et visé par le commandant du bord ou tout autre représentant dûment autorisé à cet effet par le Gouvernement de l'État auquel le navire est livré, ce relevé étant remis aux autorités compétentes du Gouvernement du pays de construction.

Pour tout transfert au Gouvernement d'un autre État d'un navire de guerre appartenant à une des Hautes Parties Contractantes, effectué à titre gratuit, à titre onéreux ou autrement, celle-ci s'engage à publier, dans les deux mois qui suivront la fin du trimestre où ce transfert aura eu lieu, les renseignements suivants:

La date du transfert, la désignation du Gouvernement auquel le navire a été transféré et les spécifications et renseignements prévus à l'alinéa c) ci-dessus.

Le déplacement-type visé au présent Article doit être entendu comme le déplacement du navire achevé, avec son équipage complet, ses machines et chaudières, prêt à prendre la mer, ayant tout son armement et toutes ses munitions, ses installations, équipements, vivres, eau douce pour l'équipage, approvisionnements divers, outillages et rechanges de toute nature qu'il doit importer en temps de guerre, mais sans combustible et sans eau de réserve pour l'alimentation des machines et chaudières.

## Article 8.

Sans préjudice des stipulations de l'Article 7, au cas où un navire de guerre rejoindrait sa destination autrement que par ses propres moyens ou par remorquage, ce navire, qu'il soit en une ou plusieurs parties, ainsi que son armement, sera soumis, en outre, aux stipulations de la Convention relatives à la Catégorie I.

## Article 9.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à publier, dans les six mois qui suivent la fin de chaque trimestre, un relevé, pour ce trimestre, des exportations des aéronefs et moteurs d'aéronefs indiquant les quantités exportées et la répartition par pays de destination.

## Article 10.

Les articles rentrant dans les Catégories IV et V peuvent être exportés sans formalités, ni restrictions, sous réserve des stipulations du Chapitre III.

## Article 11.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à ne pas appliquer aux importations d'articles, visés à l'Article 1-er, en provenance de territoires d'États non contractants,

un régime plus favorable qu'à de telles importations en provenance de territoires d'États contractants, et à soumettre ces importations, sans distinction de provenance, aux mêmes conditions d'autorisation et, autant que possible, de publicité.

## Chapitre III.

## Zones spéciales.

## Article 12.

Les Hautes Parties Contractantes conviennent que les stipulations du présent Chapitre s'appliquent aux zones terrestre et maritime ci-après définies et désignées dans la présente Convention sous le nom de „zones spéciales”:

## 1. Zone terrestre.

a) La totalité du continent africain, à l'exclusion des territoires de l'Égypte, de la Libye, de la Tunisie, de l'Algérie, des places espagnoles de l'Afrique du Nord, de l'Éthiopie, de l'Union sud-africaine y compris le territoire placé sous son mandat, et de la Rhodésie du Sud.

Sont comprises dans cette zone: les îles adjacentes situées à moins de 100 milles marins de la côte ainsi définie, ainsi que les îles du Prince (Principe) dans le golfe de Biafra, de Saint Thomé (São Thomé), d'Annobon et de Socotra, à l'exclusion des îles espagnoles situées au nord du 26° de latitude Nord.

b) La péninsule arabique, le Gwadar, la Syrie et le Liban, la Palestine et la Transjordanie, et l'Irak.

## 2. Zone maritime.

Une zone maritime comprenant la Mer Rouge, le Golfe d'Aden, le Golfe Persique et le Golfe d'Oman, et limitée par une ligne qui, partant du Cap Guardafui, suivra le parallèle de ce cap jusqu'à sa rencontre avec le 57° de longitude Est de Greenwich et, de là, gagnera directement le point où la frontière orientale du Gwadar rencontre la mer.

## Article 13.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à n'exporter et à ne permettre l'exportation d'articles rentrant dans les Catégories I, II, IV et V, à destination des zones spéciales, que si une licence a été délivrée aux conditions définies à l'Article 14.

Une déclaration d'exportation, remise aux autorités compétentes du pays d'exportation et approuvée par elles, pourra tenir lieu de licence.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent également, chacune en ce qui concerne les territoires soumis à sa souveraineté, juridiction, protection ou tutelle et situés dans les zones spéciales, à ne permettre l'importation, en ces territoires, des articles ci-dessus visés, que si cette importation a été autorisée par les autorités desdits territoires. Ces articles ne pourront être admis dans les zones spéciales que par tels ports ou autres points que désigneront à cet effet les autorités de l'État, colonie, protectorat ou pays sous mandat.

## Article 14.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à n'accorder les licences d'exportation et à n'approuver les déclarations d'exportation visées à l'Article 13 qu'après s'être assurées que les conditions définies aux paragraphes a) et b) ci-après sont remplies, les conditions prévues aux Articles 2, 3, 4 et 5 étant déjà satisfaites en ce qui concerne les articles rentrant dans les Catégories I et II:

- Dans le cas d'exportation à destination de territoires placés sous la souveraineté, juridiction, protection ou tutelle d'une des Hautes Parties Contractantes, les articles rentrant dans les Catégories I, II et IV, auxquels s'applique la licence ou déclaration d'exportation, sont destinés à des fins licites et les autorités du pays d'importation sont disposées à admettre leur entrée; toutefois, pour les articles rentrant dans la Catégorie V, il suffira qu'avant l'exportation, copie de la licence ou déclaration d'exportation soit envoyée auxdites autorités.
- Dans le cas d'exportation à destination de territoires qui ne sont pas placés sous la souveraineté, juridiction, protection ou tutelle d'une Haute Partie Contractante, les articles rentrant dans les Catégories I, II, IV et V sont destinés à des fins licites.

## Article 15.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à publier, outre les relevés prévus aux Articles 6 et 9 pour les articles rentrant dans les Catégories I, II et IV, un relevé concernant les exportations, à destination des territoires situés dans les zones spéciales, d'articles rentrant dans la Catégorie V. Ce relevé sera publié dans les mêmes conditions de délai et de périodicité que celui visé à l'alinéa 1 de l'Article 6 et contiendra, autant que possible, les mêmes indications.

## Article 16.

Le Commerce des articles rentrant dans les Catégories I, II, IV et V sera placé dans les zones spéciales sous le contrôle d'agents des autorités de l'État, colonie, protectorat ou pays sous mandat.

L'admission, la circulation et le commerce dans lesdites zones de ces articles font, en outre, l'objet des prescriptions contenues dans la Section I, §§ 1 et 2, de l'Annexe II à la présente Convention, auxquelles les Hautes Parties Contractantes s'engagent à se conformer.

Une autorisation préalable donnée dans chaque cas par un représentant dûment qualifié de ces autorités sera nécessaire pour la réexpédition de ces articles hors du territoire où ils avaient été admis.

## Article 17.

La fabrication, l'ajustage et la réparation dans les zones spéciales d'articles rentrant dans les Catégories I, II, IV et V seront soumis aux prescriptions de la Section I, § 3, de l'Annexe II à la présente Convention, auxquelles les Hautes Parties Contractantes s'engagent à se conformer.

## Article 18.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent, chacune en ce qui concerne les territoires placés sous sa souveraineté, juridiction, protection ou tutelle et situés dans les zones spéciales, à ne permettre le transit par voie terrestre, à travers ces territoires, d'articles rentrant dans les Catégories I, II, IV et V, à destination d'un autre territoire également situé dans lesdites zones spéciales, que si le transport peut être assuré jusqu'à destination et si l'importation a été autorisée par les autorités de ce dernier territoire.

La prohibition visée au paragraphe ci-dessus ne s'applique pas au transit à travers des territoires situés dans les zones spéciales de tels articles à destination d'un territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes, non situé dans lesdites zones, à condition que ce transport puisse être assuré jusqu'à sa destination.

Si un transport à destination d'un territoire situé dans les zones spéciales doit emprunter un territoire limitrophe également situé dans ces zones, la permission de transit, déjà soumise aux conditions prévues au premier alinéa du présent Article, sera accordée, sur la demande des autorités du pays de destination, si celles-ci garantissent que les articles auxquels s'applique la demande ne seront à aucun moment transférés à titre gratuit ou onéreux, contrairement aux stipulations de la présente Convention. Toutefois, si l'attitude ou la situation troublée de l'État destinataire menace la paix ou la tranquillité publique, l'autorisation de transit devra être refusée à cet État par les autorités ci-dessus visées de tous les territoires limitrophes, jusqu'à ce que cette menace ait cessé d'exister.

## Article 19.

Sous réserve des dispositions contraires contenus dans les accords spéciaux actuellement en vigueur ou dans ceux qui pourraient être ultérieurement conclus, ces accords devant en tout cas satisfaire sur tous les autres points aux stipulations de la présente Convention, les Hautes Parties Contractantes conviennent que, dans les zones spéciales, les autorités de l'État, colonie, protectorat ou pays sous mandat intéressés exerceront, dans leurs eaux territoriales, la surveillance et la police nécessaires à l'application de la présente Convention.

## Article 20.

Les Hautes Parties Contractantes conviennent que, dans les zones spéciales, aucun navire indigène répondant à la définition ci-dessous, et ayant un tonnage inférieur à 500 tonnes (tonnage net), ne sera autorisé à embarquer, décharger ou transborder des articles rentrant dans les Catégories I, II, IV et V.

Sera considéré comme indigène, tout navire possédé, armé ou commandé par un indigène originaire d'un pays riverain de l'Océan indien, à l'ouest du 95<sup>e</sup> de longitude Est de Greenwich, et au nord du 11<sup>e</sup> de latitude Sud, de la Mer Rouge, du Golfe Persique et du Golfe d'Oman, ainsi que tout navire dont la moitié au moins de l'équipage est composée d'indigènes originaires de ces pays.

Les stipulations du premier alinéa du présent Article ne s'appliquent ni aux allèges ou chalands ni aux navires qui se livrent exclusivement au cabotage entre différents ports du même Etat, colonie, protectorat ou territoire sous mandat, où se trouvent des dépôts. Les conditions auxquelles les articles rentrant dans les Catégories I, II, IV et V peuvent être transportés par des navires ce genre sont définies au § 1 de la Section II de l'Annexe II à la présente Convention, aux stipulations duquel les Hautes Parties Contractantes s'engagent à se conformer.

Les stipulations du présent Article, ainsi que du § 1 de la Section II de l'Annexe II, ne sont pas applicables:

- Aux armes, munitions et matériels transportés pour le compte d'un Gouvernement, soit avec son autorisation, soit convoyés par un fonctionnaire dûment qualifié dudit Gouvernement;
- Aux armes et munitions en la possession de personnes munies d'un permis de port d'armes, à condition que ces armes soient destinées à l'usage personnel de leur détenteur et soient exactement décrites dans le permis de ce dernier.

## Article 21.

Les Hautes Parties Contractantes conviennent que, pour prévenir tout transport illicite dans les zones spéciales d'articles rentrant dans les Catégories I, II, IV et V, tous les navires indigènes répondant à la définition donnée à l'Article 20 doivent être munis d'un manifeste de cargaison ou d'un document similaire spécifiant la quantité et la nature des marchandises qu'ils transportent, leur provenance et leur destination. Cette pièce continuera à être couverte par le secret qui lui est assuré en vertu de la loi de l'Etat auquel le navire ressortit et ne devra pas être examinée au cours des opérations de vérification de pavillon, à moins que l'intéressé n'y consente.

Les stipulations du présent Article ne seront pas applicables:

- Aux navires qui se livrent exclusivement au cabotage entre les différents ports du même Etat, colonie, protectorat ou pays sous mandat;
- Aux navires qui se livrent au transport des armes, munitions et matériels pour le compte d'un Gouvernement dans les conditions prévues à l'Article 20 a), qui sont en provenance ou à destination d'un point quelconque compris dans lesdites zones;
- Aux bateaux qui ne sont pas entièrement pontés, qui n'ont pas plus de dix hommes d'équipage et qui se livrent exclusivement à la pêche dans les eaux territoriales.

## Article 22.

Les Hautes Parties Contractantes conviennent de n'accorder aux navires indigènes de moins de 500 tonnes (tonnage net), définis à l'Article 20, l'autorisation d'arborer le pavillon d'une des Hautes Parties Contractantes qu'aux conditions fixées aux §§ 3 et 4 de la Section II de l'Annexe II à la présente Convention. Cette autorisation écrite devra être renouvelée chaque année; elle devra contenir les indications nécessaires pour établir l'identité du navire, nom, tonnage, grément, dimensions principales, numéro d'inscription et lettres signalétiques s'il en est. Elle portera la date à laquelle elle aura été délivrée et la qualité du fonctionnaire qui l'aura délivrée.

## Article 23.

Les Hautes Parties Contractantes conviennent de communiquer à celles d'entre elles qui en feront la demande les modèles des documents qui devront être établis par elles, en vertu des Articles 20 a), 21 et 22, et du § 1 de la Section II de l'Annexe II à la présente Convention.

Les Hautes Parties Contractantes conviennent, en outre, de prendre toutes les mesures nécessaires pour que les documents ci-après soient communiqués dans le plus bref délai possible à celles d'entre elles qui en feront la demande:

- Copies certifiées conformes de toutes les autorisations d'arborer le pavillon accordées en vertu des stipulations de l'Article 22;
- Avis de retrait des autorisations ci-dessus;
- Copies des autorisations accordées conformément au § 1 de la Section II de l'Annexe II.

## Article 24.

Les Hautes Parties Contractantes conviennent d'appliquer, dans la zone maritime, les règles fixées au § 5 de la Section II de l'Annexe II à la présente Convention.

## Article 25.

Les Hautes Parties Contractantes conviennent que tout transport ou tentative de transport irrégulier, qui serait légalement constaté à la charge du capitaine ou du propriétaire d'un navire autorisé à arborer le pavillon de l'une d'entre elles ou titulaire de l'autorisation prévue au § 1 de la Section II de l'Annexe II à la présente Convention, entraînera le retrait immédiat de ladite autorisation.

## Article 26.

Les Hautes Parties Contractantes qui ont sous leur souveraineté, juridiction, protection ou tutelle des territoires situés dans les zones spéciales s'engagent, chacune en ce qui la concerne, à prendre les mesures propres à assurer l'application de la présente Convention, notamment la poursuite et la répression des contraventions aux stipulations qui y sont contenues, et à désigner les agents territoriaux et consulaires indispensables ou des représentants spéciaux compétents à cet effet.

Elles feront connaître ces mesures à celles des Hautes Parties Contractantes qui auront exprimé le désir d'en être informées.

## Article 27.

Les Hautes Parties Contractantes conviennent que les stipulations des Articles 16 à 26 inclus de la présente Convention et de l'Annexe II, établissant un certain régime de contrôle dans les zones spéciales, ne pourront pas être interprétées comme impliquant, pour celles d'entre elles dont aucun territoire sous leur souveraineté, juridiction, protection ou tutelle n'est ni situé dans lesdites zones spéciales ni immédiatement limitrophe de ces zones, une obligation d'appliquer le régime défini dans les stipulations ci-dessus mentionnées, ou comme engageant leur responsabilité au sujet de l'application de ce régime.

Toutefois, lesdites Hautes Parties Contractantes devront se conformer aux stipulations des Articles 22, 23 et 25, relatives aux conditions auxquelles les navires indigènes de moins de 500 tonnes (tonnage net) pourront être autorisés à arborer le pavillon de ces Hautes Parties Contractantes.

## Chapitre IV.

## Dispositions particulières.

## Article 28.

L'Ethiopie désireuse de rendre aussi effectif que possible le contrôle du commerce des armes et munitions et des matériels de guerre, qui fait l'objet de la présente Convention, déclare s'engager, dans le libre exercice de ses droits souverains, à mettre en vigueur, en ce qui concerne son propre territoire, tous les règlements qui seront nécessaires pour

se conformer aux stipulations des Articles 12 à 18 inclus de ladite Convention relatives aux exportations, aux importations et au transport des armes et munitions et des matériels de guerre.

Les Hautes Parties Contractantes, prenant acte de l'engagement ci-dessus et en complet accord avec le désir de l'Ethiopie de rendre aussi effectif que possible le contrôle du commerce des armes et munitions et des matériels de guerre, déclarent s'engager à se conformer aux stipulations des Articles susmentionnés en ce qui concerne le territoire éthiopien, et à respecter les règlements mis en vigueur, conformément audit engagement, par l'Ethiopie en tant qu'Etat souverain.

Si un Etat actuellement inclus dans les zones spéciales venait, au moment de son adhésion à la présente Convention, à prendre, en ce qui concerne son propre territoire, les mêmes engagements que ceux prévus au premier paragraphe du présent Article, ainsi que, dans le cas où ledit Etat possède une frontière maritime, les engagements contenus dans les Articles 19 à 26 inclus en tant qu'ils sont applicables, les Hautes Parties Contractantes déclarent dès à présent qu'elles considéreront cet Etat comme exclu desdites zones dès que cette adhésion sera entrée en vigueur conformément à l'Article 41, et qu'elles accepteront au regard de cet Etat les obligations prévues au deuxième paragraphe du présent Article, ainsi que, dans le cas où ledit Etat exclu possède une frontière maritime les obligations des articles 19 à 27 inclus en tant qu'elles sont applicables.

## Article 29.

Les Hautes Parties Contractantes conviennent de reconnaître les réserves qui pourraient être faites par l'Esthonie, la Finlande, la Lettonie, la Pologne et la Roumanie, au moment où celles-ci signeront la présente Convention, et qui seraient de nature à assurer à leur égard, jusqu'à la date de l'adhésion de la Russie à la présente Convention, la suspension de l'application des Articles 6 et 9, tant en ce qui concerne les exportations faites à destination de ces pays que les importations faites en ces pays par les Hautes Parties Contractantes. Ces réserves ne pourront être interprétées comme empêchant la publication de statistiques faite en conformité des lois et règlements en vigueur sur les territoires des Hautes Parties Contractantes.

## Article 30.

Les Hautes Parties Contractantes qui possèdent une juridiction extraterritoriale sur le territoire d'un autre Etat partie à la présente Convention s'engagent, si les règles consacrées par cette Convention ne peuvent être sanctionnées par les tribunaux locaux en ce qui concerne leurs ressortissants sur ce territoire, à prohiber à ceux-ci tout acte contraire aux stipulations de la présente Convention.

## Chapitre V.

## Dispositions générales.

## Article 31.

Les stipulations de la présente Convention sont complétées par celles des Annexes I et II, qui ont la même valeur et entreront en vigueur en même temps que la Convention elle-même.

## Article 32.

Les Hautes Parties Contractantes conviennent que les stipulations de la présente Convention ne s'appliquent:

- Ni aux armes et munitions ni aux matériels de guerre expédiés d'un territoire placé sous la souveraineté, juridiction, protection ou tutelle de l'une d'entre elles à l'usage de ses forces armées, en quelque lieu qu'elles se trouvent;
- Ni aux armes et munitions transportées, soit par des personnes faisant partie de ces forces, soit par d'autres personnes au service d'une Haute Partie Contractante, et nécessaires à ces personnes en raison de leurs fonctions;
- Ni aux fusils, mousquetons et carabines transportés exclusivement pour leur usage individuel, par des membres de sociétés de tir se rendant à des concours internationaux de tir, ni aux munitions nécessaires à cet effet.

## Article 33.

En temps de guerre, et sous réserve des règles de la neutralité, les stipulations du Chapitre II seront suspendues jusqu'au rétablissement de la paix en ce qui concerne les expéditions d'armes et munitions et de matériels de guerre, à destination ou pour le compte de l'un quelconque des belligérants.

## Article 34.

Toutes les stipulations des conventions internationales d'ordre général, antérieures à la date de la présente Convention, telles que la Convention relative au contrôle du commerce des armes et des munitions et le Protocole, signés à Saint-Germain-en-Laye, le 10 septembre 1919, seront considérées comme abrogées en tant qu'elles concernent les matières faisant l'objet de la présente Convention et qu'elles lient entre elles les Puissances qui y sont Parties.

La présente Convention ne porte en rien atteinte aux droits et obligations qui résultent des dispositions, soit du Pacte de la Société des Nations, soit des Traités de Paix signés en 1919 et 1920 à Versailles, Neuilly, Saint-Germain et Trianon, soit du Traité relatif à la limitation des armements navals signé à Washington le 6 février 1922, soit de tout autre traité, convention, accord ou engagement, concernant l'interdiction de l'importation, de l'exportation et du transit des armes et munitions et des matériels de guerre, soit encore, et sans préjudice des stipulations de la présente Convention, de tout autre traité, convention, accord ou engagement autres que ceux qui sont visés à l'alinéa ci-dessus ayant pour objet le contrôle de l'importation, de l'exportation et du transit des armes et munitions et des matériels de guerre.

## Article 35.

Les Hautes Parties Contractantes conviennent que tous les différends qui pourraient s'élever entre elles au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention seront, s'ils ne peuvent être réglés par des négociations directes, envoyés pour décision à la Cour permanente de Justice internationale. Si les Etats entre lesquels surgit un différend, ou l'un d'entre eux, n'étaient pas Parties au Protocole du 16 décembre 1920 relatif à la Cour permanente de Justice internationale, ce différend sera soumis, à leur gré et conformément aux règles constitutionnelles de chacun d'eux soit à la Cour permanente de Justice internationale, soit à un tribunal d'arbitrage constitué conformément à la Convention de la Haye du 18 octobre 1907, soit à tout autre tribunal d'arbitrage.

## Article 36.

Toute Haute Partie Contractante pourra déclarer que sa signature, ratification ou adhésion n'engage pas, en ce qui concerne l'application des stipulations du Chapitre II et des Articles 13, 14 et 15 de la présente Convention, soit l'ensemble, soit tel des territoires placés sous leur souveraineté, juridiction ou protection, étant entendu que de tels territoires ne seront pas situés dans les zones spéciales prévues à l'Article 12.

Toute Haute Partie Contractante qui aura fait une telle déclaration pourra ultérieurement, et conformément aux stipulations de l'Article 37, adhérer entièrement à la présente Convention pour tels des territoires exclus; elle fera tous ses efforts pour assurer, dans le plus court délai possible, cette adhésion pour tous les territoires exclus.

Toute Haute Partie Contractante pourra également dénoncer la présente Convention en ce qui concerne l'application des stipulations du Chapitre II et des Articles 13, 14 et 15 de celle-ci, séparément pour tel des territoires ci-dessus visés, et conformément à la procédure prévue à l'Article 38.

Toute Haute Partie Contractante qui aura usé de la faculté d'exclusion ou de dénonciation prévue aux alinéas précédents s'engage à appliquer les stipulations du Chapitre II aux expéditions faites à destination des territoires exclus.

Article 37.

Les Hautes Parties Contractantes feront tous leurs efforts pour amener les autres Etats à adhérer à la présente Convention.

Cette adhésion sera notifiée au Gouvernement de la République française et, par celui-ci, à tous les Etats signataires ou adhérents.

Les instruments d'adhésion resteront déposés dans les archives du Gouvernement de la République française.

Article 38.

La présente Convention peut être dénoncée par l'une quelconque des Hautes Parties Contractantes, après l'expiration d'un délai de quatre ans à partir de la date de son entrée en vigueur pour ladite Partie. La dénonciation sera notifiée par écrit au Gouvernement de la République française, qui en donnera immédiatement communication aux autres Parties Contractantes, en les informant de la date à laquelle la notification a été reçue.

La dénonciation prendra effet un an après la date à laquelle elle aura été reçue par le Gouvernement de la République française et ne sera opérante qu'au regard de l'Etat qui l'aura notifiée.

Dans le cas où une dénonciation aurait pour effet de ramener au-dessous de quatorze le nombre des Etats Parties à la Convention, toute autre Haute Partie Contractante pourra également, dans le délai d'un an à partir de la date de cette dénonciation, dénoncer ladite Convention sans attendre l'expiration du délai de quatre ans ci-dessus mentionné, et spécifier que cette dénonciation prendra effet à la même date que la dénonciation ci-dessus visée.

Article 39.

Les Hautes Parties Contractantes conviennent qu'à l'expiration d'une période de trois ans à dater de l'entrée en vigueur de la présente Convention prévue à l'Article 41, celle-ci pourra être révisée à la demande d'un tiers d'entre elles adressée au Gouvernement de la République française.

Article 40.

La présente Convention, dont les textes français et anglais feront également foi, sera ratifiée. Elle portera la date de ce jour.

Chaque Puissance adressera sa ratification au Gouvernement de la République française, qui en notifiera immédiatement le dépôt à chacune des autres Puissances signataires.

Les instruments de ratification resteront déposés dans les archives du Gouvernement de la République française.

Article 41.

Un premier procès-verbal de dépôt de ratifications sera dressé par les soins du Gouvernement de la République française, dès que la présente Convention aura été ratifiée par quatorze Puissances.

La Convention entrera en vigueur quatre mois après la date de notification de ce procès-verbal par le Gouvernement de la République française à toutes les Puissances signataires.

Ultérieurement, la Convention prendra effet, à l'égard de chacune des Hautes Parties Contractantes, quatre mois après la date à laquelle sa ratification ou son adhésion aura été notifiée par le Gouvernement de la République française à tous les Etats signataires ou adhérents.

EN FOI DE QUOI les Plénipotentiaires susmentionnés ont signé la présente Convention.

FAIT à Genève, en un seul exemplaire, le dix-sept juin mil neuf cent vingt-cinq.

- Pour l'Allemagne  
H. VON ECKARDT
- Pour les Etats-Unis d'Amérique  
Theodore E. BURTON  
Hugh S. GIBSON
- Pour l'Autriche  
E. PFLÜGL
- Pour la Belgique
- Pour le Brésil  
Contre-Amiral  
A. C. DE SOUZA E SILVA  
Major Estevao LEITAO DE CARVALHO  
Le Brésil se réserve, pendant toute la période d'application de la présente Convention, le droit de l'exécuter, pour la part qui lui incombe, conformément à l'esprit des dispositions ayant pour objet la généralisation du contrôle tant en ce qui concerne le commerce qu'en ce qui concerne la fabrication des armements.
- Pour l'Empire Britannique  
Je déclare que ma signature ne lie pas l'Inde ni aucun Dominion britannique, Membre distinct de la Société des Nations, qui n'a pas séparément signé la Convention ou qui n'y a pas adhéré.  
ONSLow
- Pour le Canada
- Pour l'Etat Libre d'Irlande
- Pour l'Inde  
P. Z. COX.
- Pour la Bulgarie
- Pour le Chili  
Général de Division Luis CABRERA
- Pour la Chine
- Pour la Colombie
- Pour le Danemark
- Pour l'Égypte
- Pour l'Espagne  
Emilio DE PALACIOS
- Pour l'Esthonie  
Sous réserve de la suspension de l'application des articles 6 et 9 en vertu du droit reconnu à l'Esthonie par l'article 29.  
J. LAIDONER

- Pour l'Éthiopie  
GUÉTATCHOU  
BLATA HEROUY Herouy  
A. TASFAE
- Pour la Finlande  
Sous réserve de la suspension de l'application des articles 6 et 9 en vertu du droit reconnu à la Finlande par l'article 29.  
O. ENCKELL
- Pour la France  
B. CLAUZEL
- Pour la Grèce
- Pour la Hongrie  
Dr. BARANYAI Zoltán
- Pour l'Italie  
Pietro CHIMIENTI  
Alberto DE MARINIS-STENDARDO
- Pour le Japon  
M. MATSUDA
- Pour la Lettonie  
Sous réserve de la suspension de l'application des articles 6 et 9 en vertu du droit reconnu à la Lettonie par l'article 29.  
Colonel HARTMANIS
- Pour la Lithuanie
- Pour le Luxembourg  
Ch. G. VERMAIRE
- Pour le Nicaragua
- Pour la Norvège
- Pour le Panama
- Pour les Pays-Bas
- Pour le Perse
- Pour la Pologne  
Sous réserve de la suspension de l'application des articles 6 et 9 en vertu du droit reconnu à la Pologne par l'article 29.  
Général Casimir SOSNKOWSKI  
G. D. MORAWSKI
- Pour le Portugal

Pour la Roumanie

Ad referendum avec la réserve conventionnelle prévue à l'art. 29 de la Convention en vertu de laquelle l'application des art. 6 et 9 tant en ce qui concerne les exportations faites à destination de la Roumanie par les H. P. C. que en ce qui concerne les importations faites en Roumanie, sera suspendue jusqu'à la date de l'adhésion de la Russie à la présente convention ainsi qu'aux annexes.

N. P. COMNENE  
Général T. DUMITRESCU

Pour le Salvador

J. Gustavo GUERRERO

Pour le Siam

Pour la Suède

Pour la Suisse

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes

J. DOUTCHITCH  
Général KALAFATOVITCH  
Capt. d. frég. MARIASEVITCH

Pour la Tchécoslovaquie

Dr. VEVERKA, Ferdinand

Pour la Turquie

Pour l'Uruguay

Pour le Venezuela

Annexe I.

Modèles d'états statistiques.

Modèle I.

Importations<sup>1</sup>

en

..... (nom du pays d'importation)  
pendant le ..... trimestre de 19...

Désignation des armes et munitions et des matériels de guerre, conformément aux rubriques de la liste jointe <sup>2</sup>	Pays de provenance						Total		
	A <sup>3</sup>			Z <sup>3</sup>			Nombre d'objets	Poids	Valeur déclarée <sup>4</sup>
	Nombre d'objets	Poids	Valeur déclarée <sup>4</sup>	Nombre d'objets	Poids	Valeur déclarée <sup>4</sup>			
Totaux:									

Notes explicatives.

<sup>1</sup> Doit figurer au présent état le commerce général d'importation d'armes, de munitions et de matériels de guerre désignés dans la liste jointe et venant de l'extérieur, c'est-à-dire la totalité des articles déclarés pour être utilisés dans le pays, pour l'entrée dans les entrepôts, zones franches, ports francs et tous autres lieux exclus du territoire douanier, ainsi que pour l'admission temporaire, pour le commerce de perfectionnement, mais à l'exclusion des marchandises destinées à être transportées en transit ou à être transbordées.

Lorsque l'entrée temporaire en entrepôt pour rupture de charge provisoire est permise, les armes et munitions, et les matériels de guerre introduits dans ces conditions ne seront pas considérés comme importés, pourvu qu'il s'agisse d'expéditions accompagnées d'une licence régulière ou d'un document analogue mentionné à l'Article 4 de la présente Convention établi à destination d'un autre pays.

<sup>2</sup> Les armes, et munitions et les matériels de guerre de la Catégorie I et ceux de la Catégorie II seront mentionnés séparément.

<sup>3</sup> Nom du pays qui a accordé la licence ou un document analogue mentionné à l'Article 4 de la présente Convention. Mais, lorsque les marchandises proviennent d'une colonie ou dépendance ne délivrant pas de licence en son propre nom et possédant un système douanier autonome, cette colonie ou dépendance devra être indiquée comme pays de provenance.

<sup>4</sup> En monnaie légale du pays d'importation. Au cas où les valeurs indiquées seraient le résultat d'une conversion sur la base de l'étalon-or, le titre de cette colonne devrait le mentionner expressément. Dans tous les cas, les valeurs doivent être indiquées, sauf dans le cas des échantillons mentionnés à l'Article 3, paragraphe 3 de la Convention, pour lesquels cette obligation n'existe pas.

Modele II.

Exportations et réexportations<sup>1</sup>

de

..... (nom du pays d'exportation)  
pendant le ..... trimestre de 19...

Désignation des armes et munitions et des matériels de guerre, conformément aux rubriques de la liste jointe <sup>2</sup>	Pays de destination						Total		
	A <sup>3</sup>			Z <sup>3</sup>			Nombre d'objets	Poids	Valeur déclarée <sup>4</sup>
	Nombre d'objets	Poids	Valeur déclarée <sup>4</sup>	Nombre d'objets	Poids	Valeur déclarée <sup>4</sup>			
Totaux:									

Notes explicatives.

<sup>1</sup> Doit figurer au présent état le commerce général d'exportation et de réexportation des armes, des munitions et des matériels de guerre, désignés dans la liste jointe, expédiés à l'extérieur, c'est-à-dire la totalité des articles extraits, pour exportation et réexportation soit du marché intérieur, soit des entrepôts, zones franches, ports francs et tous autres lieux exclus du territoire douanier, ainsi que des marchandises exportées ou réexportées temporairement, réexportées après perfectionnement, etc., mais à l'exclusion des marchandises destinées au transit ou à être transbordées.

Lorsque l'entrée en entrepôt pour rupture de charge provisoire est permise, les armes, munitions et matériels de guerre, expédiés dans ces conditions, ne sont pas considérés comme importés, pourvu qu'il s'agisse d'expéditions accompagnées d'une licence régulière ou d'un document analogue, mentionné à l'Article 4 de la présente Convention, établi à destination d'un autre pays.

<sup>2</sup> Les armes et munitions et les matériels de guerre de la Catégorie I et ceux de la Catégorie II seront mentionnés séparément.

<sup>3</sup> Nom du pays en faveur duquel une licence ou un document analogue, mentionné à l'Article 4 de la présente Convention a été accordé. Dans le cas où une métropole fait une demande de licence pour le compte d'une colonie ou dépendance, possédant un système douanier autonome, cette colonie ou dépendance devra être indiquée comme étant le pays de destination.

<sup>4</sup> En monnaie légale du pays d'exportation. Au cas où les valeurs indiquées seraient le résultat d'une conversion sur la base de l'étalon-or, le titre de cette colonne devrait le mentionner expressément. Dans tous les cas, les valeurs doivent être indiquées, sauf dans le cas des échantillons mentionnés à l'Article 3, paragraphe 3 de la Convention, pour lesquels cette obligation n'existe pas.

## Liste.

## Catégorie I.

Armes, munitions et matériels de guerre, exclusivement conçus pour et destinés à la guerre terrestre, navale ou aérienne.

Armes, munitions et matériels exclusivement conçus pour et destinés à la guerre terrestre, navale ou aérienne, tant ceux qui entrent ou entreront dans l'armement des forces armées de tout Etat, que ceux qui, ayant cessé de faire partie de cet armement, restent susceptibles d'utilisation militaire, à l'exclusion de toute autre utilisation. Sont exceptés les: armes, munitions et matériels qui, tout en répondant à la définition ci-dessus, rentrent dans une autre catégorie.

Ces armes, munitions et matériels sont répartis sous les douze rubriques suivantes:

1. Fusils, mousquetons, carabines (nombre).
2. a) Mitrailleuses, fusils-mitrailleurs, pistolets-mitrailleurs de tous calibres (nombre);  
b) Affûts pour mitrailleuses (nombre);  
c) Dispositifs permettant le tir à travers l'hélice (nombre).
3. Projectiles et munitions pour les armes énumérées aux numéros 1 et 2 ci-dessus (nombre).
4. Appareils de pointage, y compris les appareils de visée aériens pour le tir et le lancement de bombes, et les appareils de réglage de tir (nombre).
5. a) Canons longs et courts et obusiers de calibre inférieur à 15 centimètres (5,9 pouces) (nombre);  
b) Canons longs et courts et obusiers de calibre égal ou supérieur à 15 centimètres (5,9 pouces) (nombre);  
c) Mortiers de tous modèles (nombre);  
d) Voitures-cannos (nombre), affûts (nombre), récupérateurs (nombre), accessoires de montage (poids).
6. Projectiles et munitions pour les armes énumérées au numéro 5 ci-dessus (nombre).
7. Appareils et engins servant au lancement de bombes, torpilles, grenades sous-marines et autres sortes de projectiles (nombre).
8. a) Grenades (nombre);  
b) Bombes (nombre);  
c) Mines de terre, mines sous-marines fixes et dérivantes, et grenades sous-marines (nombre);  
d) Torpilles automobiles (nombre).
9. Artifices pour les armes, appareils et engins ci-dessus (nombre).
10. Baïonnettes (nombre).
11. Chars de combats (tanks) et automobiles blindées (nombre).
12. Armes et munitions non énumérées ci-dessus (nombre ou poids).

Les pièces détachées des articles rentrant dans les rubriques ci-dessus, entièrement finies, et utilisables exclusivement pour le montage et la réparation desdits articles ou comme pièces de rechange doivent être indiquées séparément par leur poids sous chacune des rubriques ci-dessus ou dans les subdivisions de la catégorie à laquelle elles appartiennent.

## Catégorie II.

Armes et munitions pouvant être utilisées à la guerre et à d'autres usages.

1. Pistolets et revolvers automatiques ou à chargement automatique et leurs modèles perfectionnés, se tirant en s'épaulant ou d'une seule main, d'un calibre supérieur à 6,5 millimètres et d'une longueur de canon supérieure à 10 centimètres (nombre).
2. Armes à feu, conçues pour, destinées ou adaptées à des usages non militaires, telles que les armes de sport ou de défense personnelle, mais qui peuvent utiliser les mêmes munitions que les armes à feu désignées dans la Catégorie I; autres armes à feu rayées, se tirant en s'épaulant, dont le calibre est égal ou supérieur à 6 millimètres et qui ne figurent pas dans la Catégorie I, à l'exception des armes à feu rayées à canon basculant (nombre).
3. Munitions pour les armes énumérées sous les deux numéros ci-dessus, à l'exception des munitions rentrant dans la Catégorie I (nombre).
4. Sabres et lances (nombre).

Les pièces détachées des articles rentrant dans les rubriques ci-dessus, entièrement finies, et utilisables exclusivement pour le montage et la réparation desdits articles ou comme pièces de rechange doivent être indiquées séparément par leur poids sous chacune des rubriques ci-dessus ou dans les subdivisions de la catégorie à laquelle elles appartiennent.

## Annexe II.

## Contrôle dans les zones spéciales.

## Section I.

## Contrôle à terre.

## § 1.

Les articles rentrant dans les Catégories I, II, IV et V, admis sur le territoire d'un Etat, colonie, protectorat ou pays sous mandat, situé dans les zones spéciales, à l'exception desdits articles importés par des particuliers pour leur usage personnel en vertu d'une autorisation accordée par les autorités de ce territoire, seront déposés par l'importateur à ses frais et risques dans un dépôt public placé sous la garde exclusive et le contrôle permanent desdites autorités ou de leurs agents, dont un au moins devra appartenir à la force armée, et qui en constateront officiellement l'entrée.

La sortie du dépôt public devra être préalablement autorisée par ces autorités. Cette autorisation ne pourra être donnée que pour un transport à destination d'un autre dépôt public ou d'un dépôt privé dûment agréé par lesdites autorités, ou pour une livraison à des particuliers ayant prouvé à la satisfaction de ces autorités que les articles leur sont nécessaires pour leur usage personnel.

Sont exceptés de toute formalité à l'entrée et à la sortie des dépôts publics les articles destinés à l'armement de la force publique ou à la défense du territoire.

## § 2.

Aucun dépôt privé d'articles rentrant dans les Catégories I, II, IV et V ne pourra exister dans les zones spéciales sans une autorisation des autorités de l'Etat, colonie, protectorat ou pays sous mandat. Un tel dépôt devra être un local spécialement clos et ne possédant qu'une entrée qui sera pourvue de deux serrures, dont l'une ne pourra être ouverte que par un agent des autorités.

Le dépositaire sera responsable des quantités d'articles introduites dans son dépôt; il devra en justifier à toute réquisition des autorités.

Ces articles ne pourront sortir du dépôt, ni être transportés ou cédés sans une autorisation spéciale. Les détails portés sur ces autorisations seront notés sur un registre spécial coté et paraphé.

Toute arme, importée en vertu des stipulations du § 1 par un particulier pour son usage personnel, ou transportée en vertu des stipulations dudit § d'un dépôt public dans un dépôt privé ou chez un particulier, doit être enregistrée. Cette arme sera estampillée si elle ne porte pas déjà une autre marque ou un numéro permettant de l'identifier. La marque ou le numéro sera indiqué sur le permis de port d'armes délivré par les autorités.

## § 3.

La fabrication et l'ajustage des articles rentrant dans les Catégories I, II, IV et V sont interdits en dehors des établissements installés dans l'intérêt de la défense du territoire ou pour le maintien de l'ordre public par les autorités du territoire ou, dans les pays placés sous mandat, par les autorités sous le contrôle de la Puissance mandataire.

La réparation de ces articles ne pourra être effectuée que dans les établissements installés par les autorités ou dans les établissements privés qui auraient reçu, à cet effet, une autorisation desdites autorités; cette autorisation ne sera accordée que moyennant des garanties assurant l'observation des règles posées par la présente Convention.

## Section II.

## Contrôle en mer.

## § 1.

Les cargaisons d'articles rentrant dans les Catégories I, II, IV et V et embarquées sur des allèges, chalands ou navires visés à l'alinéa 3 de l'Article 20, devront faire l'objet d'une autorisation spéciale délivrée par les autorités de l'Etat, colonie, protectorat ou pays sous mandat dans lequel a lieu l'embarquement; cette autorisation spéciale devra contenir les indications spécifiées au § 2 ci-après. Les articles ainsi transportés seront, en outre, assujettis aux stipulations de la présente Convention.

## § 2.

Les autorisations spéciales prévues au § 1 de la Section II de la présente Annexe devront contenir les indications suivantes:

- a) Nature et quantité des articles qui font l'objet de la cargaison;
- b) Nom du navire sur lequel la cargaison doit être chargée;
- c) Nom du destinataire définitif;
- d) Port d'embarquement et de débarquement.

Il devra être certifié sur ces autorisations qu'elles ont été délivrées conformément aux stipulations de la présente Convention.

## § 3.

L'autorisation d'arborer le pavillon d'une Haute Partie Contractante ne peut être accordée par les autorités spécifiées à l'alinéa b) ci-dessus qu'aux trois conditions suivantes:

- a) Les propriétaires doivent être ou des ressortissants de la Puissance dont ils demandent à arborer le pavillon, ou des sociétés qui ont la nationalité de ladite Puissance d'après sa législation;
- b) Lesdits propriétaires seront tenus d'établir qu'ils possèdent bona fide des biens-fonds dans la circonscription des autorités à qui est adressée la demande, ou de fournir auxdites autorités une caution solvable pour la garantie de toutes amendes qu'ils pourraient encourir;
- c) Lesdits propriétaires, ainsi que le capitaine du navire, doivent fournir la preuve qu'ils jouissent d'une bonne réputation, et notamment qu'ils n'ont jamais été condamnés pour transport irrégulier d'armes, de munitions ou de matériels de guerre.

## § 4.

Tout navire indigène, pour être autorisé à arborer le pavillon d'une Haute Partie Contractante, devra s'être conformé aux dispositions ci-dessus, en vue de son identification en mer:

- a) Les lettres initiales du port d'attache du navire indigène, suivies de son numéro d'enregistrement dans la série des numéros de ce port, devront être gravées et peintes en blanc sur fond noir, sur le franc-bord et à l'arrière de chaque bord, et placées de manière à pouvoir être aisément distinguées de loin;
- b) L'indication du tonnage net du navire indigène devra également, si possible, être gravée et peinte à l'intérieur de la coque, à un emplacement bien visible.

## § 5.

Les règles visées à l'Article 24 de la présente Convention sont les suivantes:  
1. Lorsqu'un bâtiment de guerre appartenant à une des Hautes Parties Contractantes rencontre, dans la zone maritime, mais en dehors des eaux territoriales, un navire présumé indigène, de moins de 500 tonnes (tonnage net),

- a) arborant le pavillon de l'une des Hautes Parties Contractantes, ou
- b) n'arborant pas de pavillon,

le commandant du bâtiment de guerre, s'il a de bonnes raisons de croire que ledit navire arbore le pavillon d'une des Hautes Parties Contractantes sans en avoir le droit, ou transporte irrégulièrement des articles rentrant dans les Catégories I, II, IV et V, pourra arrêter ce navire en vue de procéder à la vérification de la nationalité dudit par l'examen du titre autorisant le port du pavillon, à l'exclusion de tout autre document.

2. Sera présumé indigène tout navire qui présente l'apparence d'un navire indigène d'après sa construction et son grément.

3. A l'effet de vérifier la nationalité du navire suspect, un canot commandé par un officier en uniforme pourra être envoyé à bord de ce navire après qu'on l'aura hélé pour lui donner avis de cette intention. L'officier envoyé à bord du navire devra procéder avec tous les égards et tous les ménagements possibles. Avant de quitter le navire, il dressera un procès-verbal suivant la forme et dans la langue en usage dans le pays auquel il appartient. Ce procès-verbal, qui constatera les faits, sera daté et signé par l'officier.

Au cas où il n'y aurait à bord du bâtiment de guerre d'autre officier que le commandant, les opérations ci-dessus prévues pourront être accomplies par un sous-officier que désignera le commandant.

Le capitaine ou patron du navire arrêté, ainsi que les témoins, seront invités à signer le procès-verbal et auront le droit d'y ajouter toutes explications qu'ils pourront juger utiles.

4. Dans les cas prévus au paragraphe 1 a) ci-dessus, si le droit d'arborer le pavillon ne peut être établi, le navire pourra être conduit dans le port de la zone maritime le plus proche où se trouve une autorité compétente de la Puissance dont le pavillon a été arboré, et sera remis à cette autorité. Toutefois, au cas où ce port serait à une distance telle du lieu de la détention que le bâtiment de guerre soit obligé de sortir de son secteur de stationnement ou de patrouille pour escorter jusqu'à ce port le navire détenu, ledit navire pourra être conduit au port le plus proche où se trouve une autorité compétente de l'une des Hautes Parties Contractantes autre que celle à laquelle ressortit le bâtiment de guerre, pour y être remis à ladite autorité. Des dispositions seront prises immédiatement pour aviser de la détention l'autorité compétente représentant la Puissance intéressée.

Aucune procédure ne sera engagée contre le navire ou son équipage avant l'arrivée du représentant de la Puissance dont le navire arborait le pavillon, ou sans autorisation dudit représentant.

Au lieu de conduire le navire suspect à un port ainsi qu'il est prescrit ci-dessus, le commandant du bâtiment de guerre qui détient le navire pourra le remettre à un bâtiment de guerre de la nation dont le pavillon a été arboré, si ce dernier consent à en prendre la charge.

5. La procédure définie au paragraphe 4 ci-dessus pourra également être suivie si, après vérification du pavillon et malgré la présentation bénévole du manifeste, le commandant du bâtiment de guerre persiste à considérer le navire comme suspect de transport irrégulier d'articles rentrant dans les catégories I, II, IV et V.

6. Dans les cas prévus au paragraphe 1 b) ci-dessus, s'il est établi, au cours de la visite faite à bord du navire que, si ce dernier n'a pas arboré de pavillon, il n'a pas non plus le droit d'arborer le pavillon d'un Etat reconnu, le navire — à moins que le caractère licite de sa cargaison ne soit dûment établi et ne soit reconnu par l'officier commandant le bâtiment de guerre — pourra être conduit au point de la zone maritime la plus proche où se trouve une autorité compétente de la Puissance à laquelle ressortit le bâtiment de guerre qui a opéré l'arrestation pour y être remis à ladite autorité.

7. L'autorité devant laquelle le navire suspect aura été conduit procédera à une enquête complète selon ses lois et règlements nationaux, et conformément à la procédure prévue au paragraphe 8 ci-dessus.

Cette enquête aura lieu en présence d'un officier du bâtiment qui a détenu le navire. Toutefois, au cas où, en raison de la mission confiée au bâtiment de guerre, il ne serait pas pratiquement possible qu'un officier de ce bâtiment assistât à l'enquête, un affidavit délivré sous serment par le commandant du bâtiment de guerre pourra exceptionnellement être accepté par l'autorité qui conduit l'enquête au lieu et place du témoignage oral d'un officier de ce bâtiment.

8. a) Dans le cas des navires visés au paragraphe 1 a) ci-dessus, si l'enquête établit que le pavillon a été illégalement arboré, mais que le navire a le droit d'arborer le pavillon d'un État reconnu, ce navire sera, si l'État en question est une des Hautes Parties Contractantes, remis à l'autorité la plus proche de cet État; si l'État en question n'est pas une des Hautes Parties Contractantes, l'affectation à donner au navire sera réglée par un accord entre l'État responsable de la détention du navire et l'État dont le navire a le droit d'arborer le pavillon. En attendant la conclusion de cet accord, le navire restera confié à la garde des autorités de la nationalité à laquelle appartient le bâtiment de guerre qui a détenu le navire.
- b) S'il est établi que le navire détenu arborait régulièrement son pavillon, mais qu'il se livrait à un transport irrégulier d'articles rentrant dans les catégories I, II, IV et V, les responsables seront déférés aux tribunaux de l'État dont le navire arborait le pavillon. Le navire lui-même demeurera, avec sa cargaison, sous la garde de l'autorité qui conduit l'enquête. La cargaison illicite pourra être détruite, selon les lois et règlements établis à cet égard.
- c) Dans le cas des navires visés au paragraphe 1 b) ci-dessus, s'il est établi que le navire a le droit d'arborer le pavillon d'une des Hautes Parties Contractantes, mais qu'il se livrait à un transport irrégulier d'articles rentrant dans les Catégories I, II, IV et V, la procédure définie au paragraphe précédent devra être suivie.
- d) Dans le cas de navires visés au paragraphe 1 b) ci-dessus, s'il est établi que le navire n'a le droit d'arborer aucun pavillon et qu'il se livrait à un transport irrégulier d'articles rentrant dans les Catégories I, II, IV et V, le navire et toute la cargaison portée en plus de ces articles seront saisis par l'autorité devant laquelle le navire a été conduit, et qui en disposera selon ses lois et règlements nationaux. La destruction de la cargaison illicite pourra être ordonnée selon les mêmes lois et règlements.
- e) Si l'autorité chargée de l'enquête conclut à l'irrégularité de la détention et du déroutement du navire ou de toutes autres mesures prises contre le navire arrêté, elle fixera le chiffre des indemnités dues.

9. Si l'officier qui a détenu le navire, ou les autorités dont relève cet officier acceptent la décision de ladite autorité, le montant de l'indemnité fixée par elle sera versé à l'intéressé dans un délai de six mois à dater du jour où elle aura été fixée.

10. Si l'officier qui a arrêté le navire ou les autorités dont relève cet officier contestent la décision ou le montant de l'indemnité fixée, cette contestation sera soumise à un tribunal arbitral composé d'un arbitre désigné par le Gouvernement dont le navire arborait le pavillon, d'un arbitre désigné par le Gouvernement auquel ressortit l'officier qui a détenu le navire et d'un surarbitre choisi par les deux arbitres ainsi désignés. Les deux arbitres seront choisis autant que possible parmi les fonctionnaires diplomatiques, consulaires ou judiciaires des Hautes Parties Contractantes. Ces désignations devront être faites dans le plus court délai possible. Toute indemnité accordée sera versée aux intéressés dans le délai maximum de six mois à dater de la décision du tribunal.

11. Le commandant d'un bâtiment de guerre qui aurait arrêté un navire battant pavillon étranger doit, dans tous les cas, faire un rapport à son Gouvernement, en indiquant les motifs qui l'ont fait agir. Un extrait de ce rapport et une copie du procès-verbal dressé par l'officier ou le sous-officier envoyé à bord du navire arrêté seront le plus tôt possible expédiés au Gouvernement dont le navire détenu arborait le pavillon, ainsi qu'aux Hautes Parties Contractantes qui auraient exprimé le désir de recevoir ces documents.

## KONVENCIJA

### par starptautiskās ieroču, municijas un kaļa materiālu tirdzniecības uzraudzību.

Vācija, Ziemeļamerikas Savienotās valstis, Austrija, Beļģija, Brazīlija, Britānijas Imperija, Kanada, Irijas brīvvalsts un Indija, Bulgārija, Čīle, Ķīna, Kolumbija, Dānija, Ēģipte, Spānija, Igaunija, Etiopija, Somija, Francija, Grieķija, Ungārija, Itālija, Japana, Latvija, Lietuva, Luksemburga, Nikaragva, Norvēģija, Panama, Holande, Persija, Polija, Portugāle, Rumanija, Salvadora, Siama, Zviedrija, Šveice, Serbu, Kroatu un Sloveņu Karaliste, Čehoslovākija, Turcija, Urugvaja un Venecuēla,

Tā kā starptautiskai ieroču, municijas un kaļa materiālu tirdzniecībai jābūt padotai vispārējai stingrai uzraudzības un atklātības kārtībai;

Tā kā tāda kārtība neizriet no pastāvošiem līgumiem un konvencijām;

Tā kā īpaša tādas tirdzniecības uzraudzība atsevišķās pasaules daļās nepieciešama dažādu valdību pieņemto lēmumu nodrošināšanai kā attiecībā uz ievēdumiem šajos novados, tā arī izveidumiem uz šiem novadiem;

Tā kā ieročus, municiju un kaļa materiālus, kuļu pielietošana kaļā starptautisko tiesību ceļā aizliegta, nevar ne ievest, ne izvest tādām vajadzībām;

Nolēmušas noslēgt konvenciju un nozīmējušas kā savus pilnvarotos, proti:

(Seko pilnvaroto vārdi.)

Kuļi pēc savu pilnvaru uzrādīšanas, kas atrastas labā un pienācīgā formā, vienojušies par sekošiem noteikumiem:

#### I nodaļa.

##### Katēgorijas.

##### 1. pants.

Šīs konvencijas vajadzībām noteiktas piecas ieroču, municijas un materiālu katēgorijas:

##### I katēgorija.

Ieroči, municija un kaļa materiāli, kas pagatavoti un lemti tikai sauszemes, jūras vai gaisa kaļam.

A. Ieroči, municija un materiāli, kas pagatavoti un lemti tikai sauszemes, jūras vai gaisa kaļam, tiklab tie, kas ietilpst vai ietilps ikkuras valsts bruņoto spēku apbruņojumā, kā arī tie, kas bijuši šī apbruņojuma sastāvdaļa, un ko var izlietot militāriem nolūkiem, un kas citur nav lietojami, izņemot tādus ieročus, municiju un materiālus, kas, atbilstot augšminētiem apzīmējumiem, ietilpst kādā citā katēgorijā.

Šie ieroči, municija un materiāli sadalīti sekošās 12 rubrikās:

1. Šautenes, musketes, karabīni.
2. a) Ložmetēji, sautenes-ložmetēji, visādu kalibru pistoles-ložmetēji; b) Ložmetēju lafetes; c) Aparāti šaušanai caur propelleru.
3. Šāviņi un municijas augšējās 1. un 2. punktā uzskaitītiem ieročiem.
4. Mērķēšanas aparāti, ieskaitot lidmašīnu mērķēšanas aparātus šaušanai un bumbu mešanai un aparātus šaušanas regulēšanai.
5. a) Gaļie un isie lielgabali un haubices mazāka kalibra par 15 centimetriem (5,9 collas);

- b) Gaļie un isie lielgabali un haubices 15 centimetru kalibra vai kalibra pāri par 15 centimetriem (5,9 collas);
  - c) Visāda veida mortīras;
  - d) Lielgabali uz ratiem, lafetes, rekuperatori, montāžas piederumi.
  6. Lādiņi un municija augšējā 5. punktā uzskaitītiem ieročiem.
  7. Aparāti bumbu, torpēdu, zemūdeņu granātu un citu šāviņu ražošanai.
  8. a) Granātas; b) Bumbas; c) Sauszemes minas, zemūdeņu piestiprināmās un peldošās minas un zemūdeņu granātas; d) Torpēdas.
  9. Augšminēto ieroču un aparātu lietošanas piederumi.
  10. Durkļi.
  11. Tanki un bruņotie automobiļi.
  12. Še neminētie ieroči un municija.
- B. Augšējā A paragrafā ietilpstošo priekšmetu atsevišķās daļas, pilnīgi gatavas un lietojamas tikai montēšanai un minēto priekšmetu izlabošanai vai arī kā rezerves daļas.

#### II katēgorija.

Ieroči un municija, ko var izlietot kaļa vai citām vajadzībām.

- A. 1. Pistoles un automatiskie revolveri vai pistoles un revolveri ar automātisko pielādēšanu, viņu pārlobotie modeļi, no kuriem šauj pielikot pie pleca vai tikai ar vienu roku, lielāka kalibra par 6,5 milimetriem un ar stobru garāku par 10 centimetriem.
2. Šaujāmie ieroči, kas pagatavoti un lemti vai piemēroti nemilitārām vajadzībām, kā sporta vai personīgas aizsardzības ieroči, bet kuriem var lietot to pašu municiju, kā I katēgorijā apzīmētiem šaujāmiem ieročiem, citi rievotu stobru no pleca šaujāmie ieroči, 6 milimetru vai lielāka kalibra, bet kas nav minēti I katēgorijā, izņemot rievota stobra šaujāmos ieročus ar saliecamu stobru.
3. Municija augšējās divos punktos minētiem ieročiem, izņemot to, kas ietilpst I katēgorijā.
4. Zobeni un šķēpi.
- B. Augšējā A paragrafā ietilpstošo priekšmetu atsevišķās daļas, pilnīgi gatavas un lietojamas tikai montēšanai un minēto priekšmetu izlabošanai vai arī kā rezerves daļas.

#### III katēgorija.

Kaļa kuļi un viņu apbruņojums.

1. Katra veida kaļakuļi.
2. Ieroči, municija un kaļa materiāli, kas novietoti uz kaļa kuļiem un pieder pie viņu normālā apbruņojuma.

#### IV katēgorija.

1. Samontētas vai nemontētas lidmašīnas.
2. Lidmašīnu motori.

#### V katēgorija.

1. Šaujāmais pulveris un sprāgstvielas, izņemot parasto melno pulveri.
2. Ieroči un municija, citi nekā I un II katēgorijā ietilpstošie, kā: visādu modeļu pistoles un revolveri; rievotu stobru šaujāmie ieroči ar salokamo stobru; citi rievoti no pleca šaujāmie ieroči, mazāka kalibra par 6 milimetriem; šautenes ar gludu stobru; šautenes ar vairāk stobriem, no kuriem gluds mazākais viens; šaujāmie ieroči priekš lādiņiem ar riņķveidīgu aizdedzināšanu; no priekšas lādējamie šaujāmie ieroči.

#### II nodaļa.

Uzraudzība un publicitāte.

##### 2. pants.

Augstās Līdzības puses apņemas neizvest I katēgorijā ietilpstošos priekšmetus un neatļaut to izvešanu, kā vienīgi, ja izpildīti sekošie nosacījumi:

1. Izvešanu izdarīs kā tiešu piegādi ievēdējas valsts valdībai vai, ar minētās valdības piekrišanu, tai publiskai iestādei, kas viņai padota;
2. Rakstītam lūgumam, parakstītam vai apliecinātam no ievēdējas valdības šim nolūkam pienācīgi pilnvarotā pārstāvja, jābūt bijušam uzrādītam izvešanas valsts piekritīgām iestādēm. Šis lūgums norādīs, ka izvešamie priekšmeti lemti nodošanai ievēdējai valdībai vai I paragrafā minētai publiskai iestādei.

##### 3. pants.

Tomēr izvešanu piegādes nolūkos privātpersonām varēs atļaut sekošos gadījumos:

1. I katēgorijā ietilpstošos priekšmetus, ko tieši izved kādam kaļa materiālu fabrikantam viņa rūpniecības vajadzībām, ja viņam pienācīgu atļauju devusi ievēdējas valsts valdība;
2. Šautenes, musketes, karabīnus un municiju, ko izved piegādāšanai šaušanas biedrībām individuālā sporta veicināšanai, kas no viņu valdības pienācīgi pilnvarotās to izlietošanai, un kuļu ievēšana nerunā pretim jebkuļam citam šīs konvencijas noteikumam; šos ieročus un municiju adresēs tieši ievēdējas valsts valdībai nodošanai saņēmējām biedrībām;
3. I katēgorijā ietilpstošo priekšmetu paraugus, ko izved demonstrēšanai tieši uz kāda eksportiera-rūpnieka tirdznieciskā pārstāvja vārdu, ja šis pārstāvis pienācīgi pilnvarots to saņemšanai no ievēdējas valsts valdības.

Augšminētos gadījumos ievēdējas valsts iestādēm ir bijis jāuzrāda rakstītais lūgums, kas apliecināts no ievēdējas valsts valdības, vai no šīs valdības pienācīgi pilnvarotā pārstāvja. Šim lūgumam jāsaturs visi nepieciešamie norādījumi ievēduma attaisnošanai.

##### 4. pants.

Saskaņā ar 2. un 3. pantu izvešanas atļaujas pierādīšanai vajadzīga licence. Licences vietā var uzrādīt eksporta deklarāciju, kas izsniegta ievēdējas valsts kompetentām iestādēm un no pēdējām apstiprināta.

Šai licencei vai šai deklarācijai jāsaturs:

- a) Apraksts, kas atļauj identificēt priekšmetus, uz ko tā zīmējas, un kuļā ietilpst šo priekšmetu apzīmēšana saskaņā ar I katēgorijas rubrikām, kā arī to skaits un svars;
- b) Izvešēja vārds un adrese;
- c) Saņēmēja-ievēdēja vārds un adrese;
- d) Valdības nosaukums, kas atļāvusi ievēdumu.

Katram atsevišķam sūtījumam, ko pārsūta pār robežu zemes, jūras vai gaisa ceļā, jābūt ar dokumentu, kas satur augšminētos norādījumus. Šis dokuments var būt licence, eksporta deklarācija, oriģinālā vai apliecinātā norakstā, vai arī ievēdējas valsts muiņas iestādes izdota apliecinība par to, ka sūtījumu izved uz licences, vai uz eksporta deklarācijas pamata, saskaņā ar šīs konvencijas noteikumiem.

##### 5. pants.

II katēgorijā ietilpstošos priekšmetus nevarēs izvest citādi, kā tikai uz eksporta dokumenta pamata, kas varētu būt ievēdējas valsts kompetentās iestādes izdota licence, vai no tās apliecināta un reģistrēta deklarācija. Lai izvešana varētu notikt gadījumā, kad ievēdējas valsts likumi prasa pienācīgi pilnvarota šīs valsts pārstāvja vīzu, un ja pēdējais par to paziņojis ievēdējas valsts valdībai, tad tāda vīza jāizgādā un jāuzrāda ievēdējas valsts piekritīgām iestādēm.

Ne licence, ne eksporta deklarācija neuzliek nekādu atbildību izvedējas valsts valdībai par jebkura sūtījuma tālākiem saņēmējiem vai izlietošanu.

Tomēr, ja Augstās Līdzējas puses atrod sakarā ar sūtījuma lielumu, saņēmēju vai citiem apstākļiem, ka nosūtītie ieroči un municija lemti kara vajadzībām, viņas apņemas piemērot sūtījumam 2., 3. un 4. panta noteikumus.

## 6. pants.

Kā sagatavošanos vispārējai bruņojuma publicitātei, neskatoties uz tā izcelšanās iedziņu, Augstās Līdzējas puses apņemas izsludināt divus mēnešus pēc katra trimestra beigšanās statistisku pārskatu par ārējo tirdzniecību šī trimestra laikā ar I un II kategorijā ietilpstošiem priekšmetiem; šis ziņojums, kas sastādīts saskaņā ar šīs konvencijas pielikuma noteikumiem paraugiem, rādīs par katrā no I. panta rubrikām apzīmēto izveidoto licenci vai eksporta deklarācijas pamata izvesto vai ievesto priekšmetu vērtību, aru vai skaitu, kā arī kvantuma sadalīšanu pēc izcelšanās vai saņēmējām valstīm.

Visos gadījumos, kad sūtījums nāk vai iet uz kādu teritoriju ar autonomu muitas sistēmu, šī teritorija jāapzīmē kā izcelšanās vai saņēmēja valsts.

Bez tam Augstās Līdzējas puses apņemas, ciktāl tas attiecas uz katru no tām, publicēt tajos pašos termiņos pārskatus, kas satur līdzīgas ziņas par I un II kategorijā ietilpstošo priekšmetu izvedumiem uz citām teritorijām, kas atrodas zem to suverēnitātes, jurisdikcijas, aizsardzības vai aizgādības vai zem tās pašas suverēnitātes, jurisdikcijas, aizsardzības vai aizgādības.

Pirmo statistisko pārskatu katra Augstā Līdzēja puse publicēs par trimestri, kas sākas ar 1. janvāri, 1. aprīli, 1. jūliju vai 1. oktobri, kas seko konvencijas spēkā stāšanās dienai attiecībā uz katru Augsto Līdzēju pusi.

Augstās Līdzējas puses apņemas publicēt kā pielikumu šim pirmam pārskatam likumu, rīkojumu un noteikumu tekstus, kas spēkā tās teritorijā attiecībā uz I. pantā minēto priekšmetu izvešanu un ieviešanu, ieskaitot visus noteikumus, kas izdoti šīs konvencijas piemērošanai. Tāpat šo noteikumu grozījumus un papildinājumus publicēs kā pielikumu vēlākiem trīsmēnešu pārskatiem.

## 7. pants.

Attiecībā uz III kategoriju Augstās Līdzējas puses apņemas divu mēnešu laikā pēc katra trimestra beigām publicēt pārskatu ar sekošām ziņām par katru zem viņu jurisdikcijas esošā teritorijā uz kādas citas valsts valdības rēķina uzbūvētu, būvējamu vai būvei nodomātu kara kuģi:

a) Būves kontrakta parakstīšanas datumu, kuģa pasūtītājas valdības nosaukumu, kā arī sekošus datus:

standarta tilpumu angļu un metriskās tonnās;  
galvenos apmērus, kā: garumu gar iegrimes līniju, maksimālo platumu pie vai zem iegrimes līnijas, standarta tilpumam atbilstošo vidējo iegrimi;

b) Krišanas datumu, pasūtītājas valdības nosaukumu, kā arī sekojošus datus: standarta tilpumu angļu un metriskās tonnās; galvenos apmērus, kā: garumu gar iegrimes līniju, maksimālo platumu pie vai zem iegrimes līnijas, standarta tilpumam atbilstošo vidējo iegrimi;

c) Nodrošanas datumu, kuģa saņēmējas valdības nosaukumu, kā arī sekošus datus pēc nodošanas dienas stāvokļa:

standarta tilpumu angļu un metriskās tonnās;  
galvenos apmērus, kā: garumu gar iegrimes līniju, maksimālo platumu pie vai zem iegrimes līnijas, standarta tilpumam atbilstošo vidējo iegrimi;

Bez tam sekošās ziņas par ieročiem, kas uz kuģa novietoti nodošanas datumā, kas pieder pie kuģa normālās iekārtas:

Lielgabalu skaitu un kalibru;  
Minu aparātu skaitu un kalibru;  
Bumbu metēju skaitu un kalibru;  
Ložmetēju skaitu.

Augšminētās ziņas, attiecībā uz kuģa apbruņojumu, sniegs saskaņā ar būvētāja rakstītu un kuģa kapteiņa vai saņēmējas valsts valdības jebkura cita šim nolūkam pienācīgi pilnvarota apliecināto pārskatu. Šāds pārskats jāiesniedz tās valsts valdības kompetentām iestādēm, kur kuģis būvēts.

Kādai no Augstām Līdzējām pusēm piederošā kara kuģa pāriešanas gadījumā tās valsts valdības īpašumā, bez maksas, pret samaksu vai citādā kārtā, šī puse apņemas publicēt divu mēnešu laikā pēc tā trimestra beigām, kad nodošana notikusi, sekošās ziņas:

Pāriešanas datumu, tās valdības nosaukumu, kuģa kuģi pārņēmusi un augšminētā c) punktā minētos apzīmējumus un datus.

Zem šai pantā minētā standarta tilpuma jāsaprot gatava kuģa tilpums ar pilnu apbruņojumu, mašīnām un katliem darba kārtībā izbraukšanai jūrā, ar visu tā apbruņojumu municiju, iekārtu, ierīci, proviantu, dzeramo ūdeni jūrniekiem, dažādiem rezerves priekšmetiem, instrumentiem un tādām rezerves daļām, kas jāņem līdz kara laikā, bet kurināmā un bez rezerves ūdens krājuma mašīnu un katlu vajadzībām.

## 8. pants.

Neaizkarot 7. panta noteikumus, gadījumos, kad kara kuģi pārsūta citādā ceļā, ar tā paša dzinējspēku, vai ar velkoņa palīdzību, tad šis kuģis, vai tas būtu veselā vai izjauktā veidā, tāpat tā apbruņojums ir padots bez tam vēl šīs konvencijas noteikumiem attiecībā uz I kategoriju.

## 9. pants.

Augstās Līdzējas puses apņemas publicēt sešus mēnešus pēc katra trimestra beigām pārskatu par izveidtiem gaiskuģiem un gaiskuģa motoriem, uzrādot izveidotos datus un sadalot tos pēc saņēmējām valstīm.

## 10. pants.

Ievērojot III nodaļas noteikumus, IV un V kategorijā ietilpstošos priekšmetus izvest bez formālītātēm un ierobežojumiem.

## 11. pants.

Augstās Līdzējas puses apņemas I. pantā apzīmēto priekšmetu ievēdumiem, nāktu no tādu valstu teritorijām, kas nepiedalās šai konvencijā, nepiemērot labīgāku kārtību, kā ievēdumiem no Līdzēju valstu teritorijām un attiecināt uz šiem ievēdumiem bez izcelšanās vietas izšķirības, tos pašus nosacījumus par atļaujām un, iespējams, arī par publicēšanu.

## III nodaļa.

## Speciālās zonas.

## 12. pants.

Augstās Līdzējas puses vienojas, ka šīs nodaļas noteikumi piemērojami turpmāki minētām sauszemes un jūras zonām, ko šai konvencijā apzīmēs par „speciālām zonām”:

## 1. Sauszemes zona.

a) Viss Afrikas kontinents, izņemot Eģiptes, Lībijas, Tunisas, Alžīras, Ziemeļafrikas Spānijai piederošo apgabalu, Etiopijas, Dienvidafrikas Ūnijas, kopā ar tās mandātu teritoriju un Dienvidrodēzijas teritorijas.

Šai zonā ietilpst: pieguļošās daļas, kas atrodas tuvāk par 100 jūras jūdžēm no tādā kārtā apzīmētā krasta, kā arī Prinča salas Biafrā līcī, Svētā Toma, Annobona un Sokotra, izņemot Spānijas salas, kas atrodas uz ziemeļiem no 26° ziemeļu platumā.

b) Arābijas pussala, Gvadara, Sīrija un Lībana, Palestīna un Aizjardāna un Iraka.

## 2. Jūras zona.

Jūras zona, kurā ietilpst Sarkanā jūra, Adenas līcis, Persijas līcis un Omāna līcis, un kas norobežota ar līniju no Gvardafui raga gar šī raga paralēli līdz sastapšanās vietai ar Austrumu Grīnvičas 57. garuma gradu un no turienes tieši tālāk uz punktu, kur Gvadaras austrumu robeža sastopas ar jūru.

## 13. pants.

Augstās Līdzējas puses apņemas neizvest un neatļaut izvest I, II, IV un V kategorijā ietilpstošos uz speciālām zonām adresētos priekšmetus, kā vienīgi, ja izdota licence saskaņā ar 14. pantā minētiem noteikumiem.

Licences vietā var būt izveidējas valsts kompetentām iestādēm iesniegta un no tām apstiprināta eksporta deklarācija.

Augstās Līdzējas puses līdzīgi apņemas, katrā attiecībā uz teritorijām, kas atrodas zem viņu suverēnitātes, jurisdikcijas, aizsardzības vai aizgādības un ietilpst speciālās zonās, atļaut augšminētos pantos minēto priekšmetu ieviešanu vienīgi ar nosacījumu, ka šo ieviešanu atļāvušas runā esošo teritoriju iestādes. Šos priekšmetus speciālās zonās ielaidīs tikai caur tām ostām vai citiem punktiem, ko tādām nolūkam nozīmējušas attiecīgās valsts kolonijas, protektorāta vai mandata teritorijas iestādes.

## 14. pants.

Augstās Līdzējas puses apņemas izsniegt eksporta licences un apstiprināt 13. pantā minētās eksporta deklarācijas tikai pēc tam, kad tās būs pārliecinājušās, ka izpildīti sekojošie a un b punktu nosacījumi, pie kam jābūt jau izpildītiem 2., 3., 4. un 5. panta nosacījumiem attiecībā uz I un II kategorijā ietilpstošiem priekšmetiem.

a) Ja uz teritoriju, kas atrodas zem vienas Augstās Līdzējas puses suverēnitātes, jurisdikcijas, aizsardzības vai aizgādības izved I, II un IV kategorijā ietilpstošos priekšmetus, uz kuriem attiecas licence vai eksporta deklarācija, un kas lemti likumīgām vajadzībām, un ievēdējas teritorijas iestādes ir ar mieru tos ielaist; tomēr priekš V kategorijā ietilpstošiem priekšmetiem pietiek, ja pirms ieviešanas minētām iestādēm piesūta licences vai eksporta deklarācijas norakstu.

b) Ja uz teritoriju, kas neatrodas zem vienas Augstās Līdzējas puses suverēnitātes, jurisdikcijas, aizsardzības vai aizgādības, I, II, IV un V kategorijās ietilpstošos priekšmetus izved likumīgām vajadzībām.

## 15. pants.

Augstās Līdzējas puses apņemas publicēt bez 6. un 9. pantā paredzētiem pārskatiem par I, II un IV kategorijā ietilpstošiem priekšmetiem, arī pārskatu par V kategorijā ietilpstošo priekšmetu izvedumiem uz speciālās zonās atrodošām teritorijām. Šo pārskatu publicēs tādos pat termiņos, kā tās minēts 6. panta I rindkopā un, cik iespējams, ar tādiem pat datiem.

## 16. pants.

Tirdzniecību speciālās zonās ar I, II, IV un V kategorijā ietilpstošiem priekšmetiem uzraudzīs valsts, kolonijas, protektorāta vai mandata teritorijas iestādes.

Bez tam šo priekšmetu ielašanu, apgrozību un tirdzniecību ar tiem minētās zonās noteic šīs konvencijas II pielikuma I nodaļuma 1. un 2. paragrafs, ko katra no Augstām Līdzējām pusēm arī apņemas piemērot.

Šo priekšmetu atkalizvešanai no teritorijas, kur tie ielaisti, katrreiz vajadzīga iepriekšēja atļauja, ko izdod minēto iestāžu pienācīgi pilnvarotais pārstāvis.

## 17. pants.

I, II, IV un V kategorijā ietilpstošo priekšmetu izgatavošana, pielāgošana un izlabošana speciālās zonās padota šīs konvencijas II pielikuma I nodaļuma 3. paragrafa priekšrakstiem, ko Augstās Līdzējas puses arī apņemas ievērot.

## 18. pants.

Augstās Līdzējas puses apņemas katrā attiecībā uz speciālās zonās ietilpstošām teritorijām, kas atrodas zem viņu suverēnitātes, jurisdikcijas, aizsardzības vai aizgādības, atļaut tranzītēt caur šīm teritorijām pa zemesceļiem I, II, IV un V kategorijā ietilpstošos priekšmetus uz citām teritorijām, kas tāpat atrodas minētās speciālās zonās, vienīgi gadījumos, kad transports nodrošināts līdz ceļa galam, un ja ieviešana bijusi atļauta no attiecīgās teritorijas iestādēm.

Augšminētā rindkopā aprādītais aizliegums nav piemērojams tādu priekšmetu tranzītam caur speciālās zonās ietilpstošām teritorijām, ko sūta uz vienas Augstās Līdzējas puses teritoriju, kas neatrodas minētās zonās, ar nosacījumu, ka šis transports nodrošināts līdz ceļa galam.

Ja kādam transportam uz speciālā zonā atrodošos teritoriju jāiet caur blakus teritoriju, kas līdzīgi atrodas šādā zonā, tad tranzīta atļauja, kurā padota šī panta pirmās rindkopas nosacījumiem, izsniegs uz saņēmējas valsts iestāžu pieprasījumu, ja tās garantē, ka pieprasījumā minētos priekšmetus nekādā gadījumā nenodos tālāk kā bez maksas, tā pret maksu pretēji šīs konvencijas noteikumiem. Tomēr, ja saņēmējas valsts izturēšanās vai satricinātais stāvoklis apdraud mieru vai sabiedrisko kārtību, tad visu augšminēto blakus teritoriju iestādēm jāliedz tranzīta atļauja, līdz kamēr draudošais stāvoklis izbeidzies.

## 19. pants.

Augstās Līdzējas puses vienojas, ka speciālās zonās valsts kolonijas, protektorāta vai attiecīgās mandata teritorijas iestādes uzraudzīs kārtīgu šīs konvencijas piemērošanu savos teritoriālos ūdeņos, neaizkarot spēkā esošo vai vēlāk noslēdzamo vienošanos pretējus noteikumus. Tādu vienošanos noteikumiem katrā gadījumā arī visos citos punktos jāapmierina šīs konvencijas prasības.

## 20. pants.

Augstās Līdzējas puses vienojas, ka speciālās zonās nevienam iedzimto kuģim, kas atbilst zemāk pievestiem apzīmējumiem, ar mazāk par 500 tonnām tilpuma (neto tonnāža) neatļaus iekraut, izkraut vai pārkraut I, II, IV un V kategorijā ietilpstošos priekšmetus.

Par iedzimto uzskatīs katru kuģi, kas pieder un ko uztur un vada kāds iedzimtais no Indijas okeana piekrastes, uz rietumiem no 95. Austrumu Grīnvičas platumā grāda un uz ziemeļiem no 11. dienvidu garuma grāda, vai arī Sarkanās jūras, Persijas līča vai Omāna līča piekrastes, un katrs kuģis, no kuģa ekipāžas mazākais puse ir iedzimto, kas cēlušies no šīm zemēm.

Šī panta pirmās rindkopas noteikumus nepiemēros liellaiwām vai baržām, kā arī kuģiem, kas brauc vienīgi kabotāzā starp vairākām tās pašas valsts, kolonijas, protektorāta vai mandata teritorijas ostām, kur atrodas noliktavas. Nosacījumi, zem kādiem I, II, IV un V kategorijā ietilpstošos priekšmetus var pārvadāt ar šāda veida kuģiem, aprādīti šīs konvencijas II pielikuma II nodaļuma 1. paragrafā, un kuģa noteikumus Augstās Līdzējas puses arī apņemas izpildīt.

Šī panta, kā arī II pielikuma II nodaļuma 1. panta noteikumus nepiemēros:

a) ieročiem, municijai un materiāliem, ko pārvadā uz kādas valdības rēķina vai ar tās atļauju vai pārvadā šīs valdības pienācīgi pilnvarotās personas pavadībā; b) ieročiem un municijai, kas atrodas tādas personas valdīšanā, kam izsniegta ieroču nēsāšanas atļauja, ar nosacījumu, ka šie ieroči lemti to īpašnieka personīgām vajadzībām un sīki aprakstīti minētā atļaujā.

## 21. pants.

Lai izslēgtu katru I, II, IV un V kategorijā ietilpstošo priekšmetu nelikumīgu transportu speciālās zonās, Augstās Līdzējas puses vienojas, ka visiem 20. pantā aprādītiem iedzimto kuģiem jābūt ar kravas manifestu vai līdzīgu dokumentu, kurā atzīmēts transportējamo preču daudzums, veids, izcelšanās un nosūtīšanas vieta. Šis dokuments paliks slēpens saskaņā ar tās valsts likumiem, pie kuras kuģis pieder, un šo dokumentu pie flagas apskates nav vajadzīgs pārbaudīt, ja vien interesents tam nepiekrīt.

Ši panta noteikumi nav piemērojami:

- kuģiem, kas brauc vienīgi kabotāžā starp vairākām tās pašas valsts, kolonijas, protektorāta vai mandāta teritorijas ostām;
- kuģiem, kas pārvadā ieročus, municiju un materiālus uz kādas valdības rēķina zem 20. panta a punktā minētiem nosacījumiem, un kas brauc no vai uz kādu šo zonu punktu;
- kuģiem, kam nav pilnīga klāja, kuģu ekipāžā mazāk par desmit cilvēku, un kas nodarbojas vienīgi ar zveju teritoriālos ūdeņos.

22. pants.

Augstās Līdzējas puses vienojas neatļaut 20. pantā apzīmētiem iedzīmo kuģiem, mazākiem par 500 tonnām (neto tonnāžu), uzvilkt kādas Augstās Līdzējas puses flagu, kā tikai ievērojot šīs konvencijas II pielikuma II nodaļuma 3. un 4. paragrafu nosacījumus. Ši rakstītā atļauja jāatjauno katru gadu; tai jāsaturs visi vajadzīgie norādījumi kuģa indentificēšanai, tā vārds, tonnāža, takelāžas tips, galvenie apmēri, reģistrācijas numurs un signālu burti, ja tādi pastāv. Tani jāatzīmē arī izsniegšanas datums un izsniedzēja ierēdņa amata nosaukums.

23. pants.

Augstās Līdzējas puses apņemas paziņot tām pusēm, kas to pieprasa, dokumentu paraugus, kas viņām jāizdod uz šīs konvencijas 20. a), 21. un 22. panta un uz II pielikuma II nodaļuma 1. paragrafa pamata.

Bez tam Augstās Līdzējas puses vienojas spert visus nepieciešamos soļus, lai zemāk minētos dokumentus paziņotu pēc iespējas isākā laikā tām pusēm, kas tos pieprasa:

- Apliecinātus norakstus no visām flagas uzvilšanas atļaujām, kas izsniegtas uz 22. panta noteikumu pamata;
- Paziņojumus par minēto atļauju atcelšanu;
- Apliecinātus norakstus no visām atļaujām, kas izsniegtas saskaņā ar II pielikuma II nodaļuma 1. paragrafu.

24. pants.

Augstās Līdzējas puses vienojas piemērot jūras zonā šīs konvencijas II pielikuma II nodaļuma 5. paragrafā uzstādītos noteikumus.

25. pants.

Augstās Līdzējas puses vienojas, ka katra nelikumīga transporta vai transporta mēģinājuma sekas būs minētas atļaujas nekavējoties atcelšanā, ja nelikumīgs transports vai transporta mēģinājums likumīgi pierādīts kapteinim vai kuģa īpašniekam, kam atļauts uzvilkt vienas Augstās Līdzējas puses flagu, vai kam būs šīs konvencijas II pielikuma II nodaļuma 1. paragrafā paredzētā atļauja.

26. pants.

Augstās Līdzējas puses, zem kuģu suverēnitātes, jurisdikcijas, aizsardzības vai aizgādības atrodas kāda speciālās zonās ietilpstoša teritorija, apņemas katra, ciktāl tas attiecas uz viņu, spert vajadzīgos soļus šīs konvencijas piemērošanas nodrošināšanai, it īpaši vajājot un sodot šīs konvencijas noteikumu pārkāpšanu, un apņemas iecelt teritoriālos konsulāros agentus vai speciālus šim nolūkam pilnvarotus pārstāvjus.

Par šiem soļiem jāpaziņo tām Augstām Līdzējām pusēm, kas izteiktu vēlēšanos saņemt šādu informāciju.

27. pants.

Augstās Līdzējas puses vienojas, ka 16. līdz 26. (ieskaitot) pantu un šīs konvencijas II pielikumā minētie noteikumi, kas ievēro zināmu kontroles kārtību speciālās zonās, nav tulkojami tā, ka tie uzliktu tām Augstām Līdzējām pusēm, zem kuģu suverēnitātes, jurisdikcijas, aizsardzības vai aizgādības nav nevienas speciālās zonās ietilpstošas vai tām tieši blakus atrodošās teritorijas, kādu pienākumu piemērot augšminētos noteikumus aprādīto kārtību vai uzliktu tām atbildību par šīs kārtības piemērošanu.

Tomēr, minētām Augstām Līdzējām pusēm jāievēro 22., 23. un 25. panta noteikumi attiecībā uz nosacījumiem, zem kādiem iedzīmo kuģiem, mazākiem par 500 tonnām (neto tonnāža) var atļaut uzvilkt šo Augsto Līdzēju pusu flagu.

IV nodaļa.

Speciāli noteikumi.

28. pants.

Etiopija, vēlēdamās pēc iespējas veicināt ieroču, municijas un kara materiālu tirdzniecības uzraudzību, par ko runā šī konvencija, deklarē, ka viņa apņemas, brīvi izmantojot savas suverēnās tiesības, ievest spēkā, ciktāl tas attiecas uz viņas pašas teritoriju, visus noteikumus, kas būs nepieciešami, lai izpildītu šīs konvencijas 12. līdz 18. (ieskaitot) pantu noteikumus attiecībā uz ieroču, municijas un kara materiālu ieviešanu, izvešanu un pārvadāšanu.

Augstās Līdzējas puses, ņemot vērā augšminēto saistību un pilnīgi piekritot Etiopijas vēlējumies pēc iespējas veicināt ieroču, municijas un kara materiālu tirdzniecības uzraudzību, deklarē, ka tās apņemas ievērot augšminēto pantu noteikumus, ciktāl tas attiecas uz Etiopijas teritoriju un izpildīt spēkā esošos noteikumus, ko Etiopija kā suverēna valsts ievēdusi spēkā saskaņā ar šo apņēmumus.

Ja kāda patlaban speciālās zonās ietilpstoša valsts, pievienojoties šai konvencijai, apņemas ciktāl tas attiecas uz viņas pašas teritoriju, pildīt tādas pat saistības, kā paredzēts šī panta 1. paragrafā, kā arī, gadījumā, ja šai valstij būtu jūras robežas, tad 19. līdz 26. (ieskaitot) pantos minētās saistības, ciktāl tās piemērojamas, Augstās Līdzējas puses deklarē, ka viņas uzskatīs šo valsti kā izslēgtu no minētām zonām, tiklīdz pievienošanās būs stājusies spēkā, saskaņā ar 41. pantu un ka tās, attiecībā uz šo valsti, pieņems šī panta 2. paragrafa paredzētos pienākumus un gadījumā, ja no speciālām zonām izslēgtai valstij ir jūras robežas, tad arī 19. līdz 27. (ieskaitot) pantos paredzētās saistības, ciktālu tās piemērojamas.

29. pants.

Augstās Līdzējas puses vienojas pieņemt rezervācijas, kādas varētu uzstādīt Igaunija, Somija, Latvija, Polija un Rumānija pie šīs konvencijas parakstīšanas un kas attiecībā uz šīm valstīm, līdz Krievijas pievienošanās laikā šai konvencijai, atceltu 6. un 9. panta piemērošanu, zīmējoties kā uz eksportu uz šīm valstīm, tā arī importu no Augstām Līdzējām pusēm. Šīs rezervācijas nevarēs tulkot tā, it kā viņas neatļautu publicēt statistiskus ziņojumus saskaņā ar katras Augstās Līdzējas puses teritorijā pastāvošiem likumiem un noteikumiem.

30. pants.

Augstās Līdzējas puses, kam būtu ekstra-teritoriāla jurisdikcija, kādā šīs konvencijas parakstītājas valsts teritorijā, apņemas tanis gadījumos, kad šīs konvencijas noteikumus nevarēs uzturēt spēkā caur vietējām tiesām attiecībā uz Augsto Līdzēju pusu pilsoņiem minētās teritorijās, aizliegt viņiem katru rīcību, kas runātu pretim šīs konvencijas noteikumiem.

V nodaļa.

Vispārīgie noteikumi.

31. pants.

Šīs konvencijas noteikumus papildina I un II pielikuma noteikumi, kam tāda pat nozīme, un kas stājas spēkā vienā laikā ar pašu konvenciju.

32. pants.

Augstās Līdzējas puses vienojas, ka šīs konvencijas noteikumi neattiecas uz:

- Ieročiem, municiju un kara materiāliem, ko sūta no kādas zem vienas Augstās Līdzējas puses suverēnitātes, jurisdikcijas, aizsardzības vai aizgādības atrodošās teritorijas jebkurā vietā atrodošos bruņoto spēku lietošanai;
- Ieročiem un municiju, ko pārvadā kā šiem bruņotiem spēkiem piederošas personas, tā arī citas personas, kas atrodas kādas Augstās Līdzējas puses dienestā, un kas šīm personām nepieciešami sakarā ar viņu amatu,

- Šautenēm, musketēm un karabiniem, ko pārvadā vienīgi personigai lietošanai, šaušanas biedrību locekļi, kas dodas uz starptautiskām šaušanas sacīkstēm, kā arī uz šim nolūkam nepieciešamo municiju.

33. pants.

Kaža laikā un neaizkarot neitralitātes noteikumus, II nodaļas noteikumi nav piemērojami līdz miera atjaunošanai, ciktāl tas attiecas uz ieroču, municijas un kara materiālu sūtījumiem karojošiem vai uz kāda karojošā rēķina.

34. pants.

Visus vispārēja rakstura starptautisku konvenciju noteikumus, kas noslēgtas pirms šīs konvencijas, kā konvenciju un protokolu par ieroču un municijas tirdzniecības uzraudzību, kas parakstīti 1919. gada 10. septembrī Sen-Žermenā-en-Laye, uzskatīs kā atceltus, ciktāl tie zīmējas uz šai konvencijā paredzētiem jautājumiem, un ciktāl tie saista dalībnieces valstis.

Šī konvencija neaizkar pienākumus un tiesības, kas izriet kā no Tautu Savienības pakta, 1919. un 1920. g. Versajā, Neuilly, Sen-Žermenā un Trianonā parakstītiem miera līgumiem, 1922. gada 6. februārī Vašingtonā parakstītā līguma attiecībā uz jūras bruņošanās ierobežošanu, vai no katra cita līguma, konvencijas vienošanās vai apņēmumies attiecībā uz ieroču, municijas un kara materiālu ieviešanu, izvešanu un tranzītu, vai arī, neaizkarot šīs konvencijas noteikumus, no katra cita līguma, konvencijas, vienošanās vai apņēmumies, nekā tas minēts iepriekšējā rindkopā, un kur iet runa par ieroču, municijas un kara materiālu ieviešanas, izvešanas un tranzīta uzraudzību.

35. pants.

Augstās Līdzējas puses vienojas, ka visus strīdus, kas varētu celties starp tām attiecībā uz šīs konvencijas iztulkošanu vai piemērošanu, un ko nevarēs nokārtot tiešās sarunās, nodos izšķiršanai Pastāvīgai Starptautiskai Tiesai. Ja valstis, kuģu starp strīds izcēlies, vai viena no tām, nav pievienojušās 1920. gada 16. decembra protokolam par Pastāvīgo Starptautisko Tiesu, tad šo strīdu nodos, pēc viņu izvēles, vai nu Pastāvīgai Starptautiskai Tiesai vai kādai šķirējtiesai, kas nodibināta saskaņā ar Hāgas 1907. gada 18. oktobra konvenciju, vai arī kādai citai šķirējtiesai.

36. pants.

Katra Augstā Līdzēja puse var deklarēt, ka tās paraksts, ratifikācija vai pievienošanās, ciktāl tas zīmējas uz šīs konvencijas II nodaļas un 13., 14. un 15. panta noteikumu piemērošanu, nesaista vai nu visas teritorijas, vai kādu zem viņas suverēnitātes, jurisdikcijas vai aizsardzības esošu teritoriju, ja tikai šīs teritorijas neatrodas 12. pantā apzīmētās speciālās zonās.

Katra Augstā Līdzēja puse, kas sniegusi šādu deklarāciju, varēs vēlāk saskaņā ar 37. panta noteikumiem, pievienoties pilnīgi šai konvencijai, zīmējoties uz šādām izslēgtām teritorijām. Tāda Augstā Līdzēja puse spers visus soļus, lai nodrošinātu visu izslēgtu teritoriju pievienošanu pēc iespējas visdrīzākā laikā.

Katra Augstā Līdzēja puse varēs tāpat uzteikt šo konvenciju attiecībā uz tās II nodaļas un 13., 14. un 15. pantu noteikumu piemērošanu 38. pantā paredzētā kārtībā, īpaši zīmējoties uz katru augšminēto teritoriju.

Katra Augstā Līdzēja puse, kas saskaņā ar iepriekšējām rindkopām izlietojusi izslēgšanas vai uzteikšanas iespēju, apņemas sūtījumiem uz izslēgtām teritorijām piemērot II nodaļas noteikumus.

37. pants.

Augstās Līdzējas puses spers visus soļus, lai veicinātu citu valstu pievienošanu šai konvencijai.

Pievienošanās notificējama Francijas republikas valdībai, un pēdējā par to paziņos visām parakstītājām vai pievienojamajām valstīm.

Pievienošanās dokumenti deponējami un uzglabājami Francijas republikas valdības arhīvā.

38. pants.

Katra Augstā Līdzēja puse var šo konvenciju uzteikt pēc četriem gadiem, skaitot no tās spēkā stāšanās dienas attiecībā uz šo pusi. Uzteikšanu paziņos ar rakstu Francijas republikas valdībai, kas to nekavējoties darīs zināmu pārējām Līdzējām pusēm, paziņojot notifikācijas saņemšanas dienu.

Uzteikšana stāsies spēkā vienu gadu pēc tās saņemšanas dienas no Francijas republikas valdības un attieksies tikai uz valsti, kas to notificējusi.

Gadījumā, ja ar uzteikšanu šajā konvencijā dalību ņemošo valstu skaits kļūtu mazāks par četrpadsmit, tad katra Augstā Līdzēja puse varēs tāpat viena gada laikā, skaitot no šīs uzteikšanas, uzteikt šo konvenciju, nenogaidot augšminētā četru gadu termiņa notecēšanu, un pieprasīt, lai uzteikšana stājas spēkā tanī pašā dienā, kā augšminētā uzteikšana.

39. pants.

Augstās Līdzējas puses vienojas, ka pēc triju gadu laika notecēšanas, kā tas paredzēts šīs konvencijas 41. pantā, konvenciju varēs revidēt uz vienas trešdaļas Augsto Līdzēju pusu pieprasījumu, ko adresēs Francijas republikas valdībai.

40. pants.

Šo konvenciju, kuģas franču un angļu teksti abi autentiski, ratificēs. To datēs ar šo dienu.

Katra valsts nosūtīs savu ratifikāciju Francijas republikas valdībai, kas nekavējoties paziņos par deponēšanu ikkatrai parakstītājai valstij.

Ratifikācijas dokumenti paliks deponēti Francijas republikas valdības arhīvā.

41. pants.

Pirmo protokolu par ratifikācijas dokumentu deponēšanu, tiklīdz šo konvenciju būs ratificējušas 14 valstis, sastādīs ar Francijas republikas valdības gādību.

Šī konvencija stāsies spēkā četrus mēnešus pēc tam, kad Francijas republikas valdība būs notificējusi šo protokolu visām parakstītājām valstīm.

Vēlāk šī konvencija attiecībā uz katru Augsto Līdzēju pusi stāsies spēkā četrus mēnešus, skaitot no dienas, kad Francijas republikas valdība būs par ratifikāciju vai pievienošanu notificējusi visām parakstītājām vai pievienojamajām valstīm.

TO APLIECINOT, augšminētie pilnvarotie parakstījuši šo konvenciju.

Izgatavots Ženēvā, vienā eksemplārā, tūkstots deviņi simti divdesmit piektā gada septiņpadsmitā jūnijā.

Vācijas vārdā

H. VON ECKARDT.

Amerikas Savienoto Valstu vārdā

Theodore E. BURTON

Hugh. S. GIBSON

Austrijas vārdā

E. PFLÜGL

Beļģijas vārdā

Brazīlijas vārdā

Kontradmirāls

A. C. DE SOUZA E SILVA

Majors Estevo LEITAO DE CARVALHO

Brazīlija, pa visu šīs konvencijas pastāvēšanas laiku, patur sev tiesību, ciktāl tas ir viņas pienākums, to piemērot noteikumu garā, kuģu nolūks ir kontroles vispārīnāšana kā ieroču tirdzniecībā, tā arī ieroču izgatavošanā.

Britānijas Imperijas vārdā

Deklarēju, ka māns paraksts nesaista Indiju vai kādu citu Britānijas dominiju, kas ir atsevišķs Tautu Savienības loceklis un šo konvenciju atsevišķi neparaksta vai tai nepievienojas.

ONSLOW

Kanādas vārdā

Irijas brīvvalsts vārdā

Indijas vārdā

P. Z. COX.

Bulgārijas vārdā

Čīles vārdā

Divīzijas ģenerālis Luis CARBERA



- Kīnas vārdā**
- Kolumbijas vārdā**
- Dānijas vārdā**
- Eģiptes vārdā**
- Spānijas vārdā**  
Emilio DE PALACIOS
- Igaunijas vārdā**  
Ar rezervi nepiemērot 6. un 9. pantu pamatojoties uz 29. pantā Igaunijai paredzēto tiesību.  
J. LAIDONER.
- Etiopijas vārdā**  
GUÉTATCHOU  
BLATA HEROUY Herouy  
A. TASFAE
- Somijas vārdā**  
Ar rezervi nepiemērot 6. un 9. pantu, pamatojoties uz 29. panta Somijai paredzēto tiesību.  
O. ENCKELL
- Francijas vārdā**  
B. CLAUZEL
- Grieķijas vārdā**
- Ungārijas vārdā**  
Dr. BARANYAI Zoltán
- Itālijas vārdā**  
Pietro CHIMIENTI  
Alberto DE MARINIS-STENDARDO
- Japanas vārdā**  
M. MATSUDA
- Latvijas vārdā**  
Ar rezervi nepiemērot 6. un 9. pantu, pamatojoties uz 29. pantā Latvijai paredzēto tiesību.  
Pulkvedis HARTMANIS
- Lietavas vārdā**
- Luksemburgas vārdā**  
Ch. G. VERMAIRE
- Nikaragvas vārdā**

- Norvēģijas vārdā**
- Panamas vārdā**
- Holandes vārdā**
- Persijas vārdā**
- Polijas vārdā**  
Ar rezervi nepiemērot 6. un 9. pantu, pamatojoties uz 29. pantā Polijai paredzēto tiesību.  
Generālis Casimir SOSNKOWSKI  
G. D. MORAWSKI
- Portugales vārdā**
- Rumanijas vārdā**  
Ad referendum un ar Konvencijas 29. pantā paredzēto nosacīto rezervāciju, saskaņā ar kuŗu 6. un 9. panta piemērošana Augsto līdzējo psu izveidumiem uz Rumaniju, kā arī ievēdumiem Rumanijā atcelta, kamēr Krievija nav pievienojusies šai konvencijai, kā arī tās pielikumiem.  
N. P. COMNEENE  
Generālis T. DUMITRESCU
- Salvadoras vārdā**  
J. Gustavo GUERRERO
- Siamas vārdā**
- Zviedrijas vārdā**
- Šveices vārdā**
- Serbu, Kroātu un Sloveņu karālistes vārdā**  
J. DOUTCHITCH  
Generālis KALAFATOVITCH  
Freg. kapt. MARIASEVITCH
- Čehoslovākijas vārdā**  
Dr. VEVERKA, Ferdinand
- Turcijas vārdā**
- Urugvajas vārdā**
- Venecuēlas vārdā**

**I pielikums.**  
**Statistisko pārskatu paraugi.**

I paraugs.  
Ievēdumi.<sup>1</sup>

..... (ievēdējas valsts nosaukums).  
19... g. .... trimestri.

Ieroču, municijas un kara materiālu nosaukums, saskaņā ar pievienotā saraksta ailēm <sup>2</sup>	Izcelšanās valsts						Kopā		
	A <sup>3</sup>			Z <sup>3</sup>			Priekšmetu skaits	Svars	Uzraudzības vērtība <sup>4</sup>
	Priekšmetu skaits	Svars	Uzraudzības vērtība <sup>4</sup>	Priekšmetu skaits	Svars	Uzraudzības vērtība <sup>4</sup>			
Kopā									

**Paskaidrojumi.**

<sup>1</sup> Šajā pārskatā jānorāda vispārējie ieroču, municijas un kara materiālu ievēdumi, kas aprāditi šē klāt pievienotā sarakstā, un kas nāk no citurienes, tas ir, uzdoto priekšmetu kopskaits, kas ievesti vietējam patēriņam, noliktavās, brīvjoslās, brīvostās un visās citās no muitas teritorijas izslēgtās vietās, kā arī pagaidu ievēdumi, uzlabošanai ievestās preces u. t. t., bet izslēdzot tranzitējamās vai pārkrājamās preces.  
Ja atļauta pagaidu ievēšana vēlākai tranzitēšanai vai pārkrāšanai, tad ieročus, municiju un kara materiālus, kas ievesti ar tādiem nosacījumiem, neuzskatīs kā ievēdumus, ja tikai runa iet par sūtījumiem ar licenci vai šīs konvencijas 4. pantā minētu līdzīgu dokumentu, kuŗā uzraudzīta kāda cita saņēmēja valsts.  
<sup>2</sup> I kategorijā ietilpstošie ieroči, municija un kara materiāli jāuzrāda atsevišķi no II kategorijā ietilpstošiem.  
<sup>3</sup> Valsts nosaukums, kas izvedusi šīs konvencijas 4. pantā minēto licenci vai līdzīgu dokumentu. Bet ja preces nāk no kādas kolonijas vai padotas teritorijas, kas neizdod licences ar savu vārdu, bet kam ir autonoma muitas iekārta, tad tāda kolonija vai padota teritorija apzīmējama kā izcelšanās valsts.  
<sup>4</sup> Ievēdējas valsts likumīgā naudā. Gadījumos, kad vērtības apzīmējums būtu radies pārrēķinot to uz zelta standarta pamata, tad šīs ailes virsrakstā tas īpaši jāatzīmē. Vērtība jāuzrāda visos gadījumos, izņemot gadījumus, kad runa iet par šīs konvencijas 3. panta 3. paragrafā minētiem paraugiem, kad tas nav nepieciešams.

**II paraugs.**

Izvedumi un izvedumi atpakaļ<sup>1</sup>  
no  
..... (izvedējas valsts nosaukums)  
19... g. .... trimestri.

Ieroču, municijas un kara materiālu nosaukums, saskaņā ar pievienotā saraksta ailēm <sup>2</sup>	Saņēmēja valsts						Kopā		
	A <sup>3</sup>			Z <sup>3</sup>			Priekšmetu skaits	Svars	Uzraudzības vērtība <sup>4</sup>
	Priekšmetu skaits	Svars	Uzraudzības vērtība <sup>4</sup>	Priekšmetu skaits	Svars	Uzraudzības vērtība <sup>4</sup>			
Kopā									

**Paskaidrojumi.**

<sup>1</sup> Šajā pārskatā jāuzrāda vispārējie ieroču, municijas un kara materiālu izvedumi un izvedumi atpakaļ, kas aprāditi šē klāt pievienotā sarakstā, un kas izsūtīti uz citurieni, tas ir to priekšmetu kopskaits, kas ievesti vai izvesti atpakaļ no iekšējā tirgus noliktavām, brīvjoslām, brīvostām vai visām citām no muitas teritorijas izslēgtām vietām, kā arī pagaidu izvedumi, uzlabošanai ievestās preces, bet izslēdzot tranzitējamās vai pārkrājamās preces.  
Ja atļauta pagaidu ievēšana vēlākai tranzitēšanai vai pārkrāšanai, tad ieročus, municiju un kara materiālus, kas ievesti ar tādiem nosacījumiem neuzskatīs kā ievēdumus, ja tikai runa iet par sūtījumiem ar licenci vai šīs konvencijas 4. pantā minētu līdzīgu dokumentu, kuŗā uzraudzīta kāda cita saņēmēja valsts.  
<sup>2</sup> I kategorijā ietilpstošie ieroči, municija un kara materiāli jāuzrāda atsevišķi no II kategorijā ietilpstošiem.  
<sup>3</sup> Valsts nosaukums, kuŗai par labu izsniegta šīs konvencijas 4. pantā minētā licence vai līdzīgs dokuments. Gadījumā, ja metropole pieprasa licenci priekš kādas kolonijas vai padotas teritorijas, kuŗai autonoma muitas iekārta, tad tāda kolonija vai padota teritorija apzīmējama kā saņēmēja valsts.  
<sup>4</sup> Izvedējas valsts likumīgā naudā. Gadījumos, kad vērtības apzīmējums būtu radies pārrēķinot to uz zelta standarta pamata, tad šīs ailes virsrakstā tas īpaši jāatzīmē. Vērtība jāuzrāda visos gadījumos, izņemot gadījumus, kad runa iet par šīs konvencijas 3. panta 3. paragrafā minētiem paraugiem, kad tas nav nepieciešams.

**Saraksts.**

**I kategorija.**

- Ieroči, municija un kara materiāli, kas pagatavoti un lemti tikai sauszemes, jūras vai gaisa kuŗam.
- Ieroči, municija un kara materiāli, kas pagatavoti un lemti tikai sauszemes, jūras vai gaisa kuŗam, tiklab tie, kas ietilpst vai ietilps ikkuŗas valsts bruņoto spēku apbruņojumā, kā arī tie, kas bijuši šī apbruņojuma sastāvdaļa, un tos var izlietot militāriem nolūkiem, un kas citur nav lietojami, izņemot tādus ieročus, municiju un materiālus, kas, atbilstot augšminētiem apzīmējumiem, ietilpst kādā citā kategorijā.
- Šie ieroči, municija un materiāli sadalīti sekojošās divpadsmit rubrikās:
- Šautenes, musketes, karabīni (skaits).
  - a) ložmetēji, šautenes-ložmetēji, visāda kalibra pistoles-ložmetēji (skaits);  
b) ložmetēju lafetes (skaits);  
c) aparāti šaušanai caur propelleru (skaits).
  - Šāviņi un municija augšējos 1. un 2. punktus uzskaitītiem ieročiem (skaits).
  - Mērķēšanas aparāti, ieskaitot lidmašīnu mērķēšanas aparātus šaušanai un bumbu mešanai un aparātus šaušanas regulēšanai (skaits).
  - a) garie un īsie lielgabali un haubices mazāka kalibra par 15 centimetriem (5,9 collas) (skaits);  
b) garie un īsie lielgabali, haubices 15 centimetru kalibra vai pāri par 15 centimetriem (5,9 collas) (skaits);  
c) visādu veidu mortīras (skaits);  
d) lielgabali uz ratiem (skaits), lafetes (skaits), rekuperatori (skaits), montāžas piederumi (skaits).
  - Šāviņi un municija augšējā 5. punktā uzskaitītiem ieročiem (skaits).
  - Aparāti bumbu, torpedu, zemūdeņu granātu un citu šāviņu raidīšanai (skaits).
  - a) granātas (skaits);  
b) bumbas (skaits);  
c) sauszemes mīnas, zemūdeņu piestiprināmās un peldošās mīnas un zemūdeņu granātas (skaits);  
d) torpedas (skaits).
  - Augšminēto ieroču un aparātu lietošanas piederumi (skaits).
  - Durkļi (skaits).
  - Tanki un bruņotie automobiļi (skaits).
  - Šē neminētie ieroči un municija (skaits vai svars).

Augšminētās rubrikās ietilpstošo priekšmetu atsevišķas daļas, kas pilnīgi gatavas un lietojamas tikai montēšanai un minēto priekšmetu izlabošanai vai arī kā rezerves daļas, jāatzīmē īpaši katrā norādītā rubrikā un zem tās kategorijas nodalījuma, pie kuŗas viņas pieder.

**II kategorija.**

- Ieroči un municija, ko var izlietot kuŗa vai citām vajadzībām.
- Pistoles un automātiskie revolveri vai pistoles un revolveri ar automātisko pielādēšanu, viņu pārļabotie modeļi, no kuŗiem šauj, pieliekot pie pleca vai tikai ar vienu roku, lielāka kalibra par 6,5 milimetriem un stobru garāku par 10 centimetriem (skaits).
  - Šaujāmie ieroči, kas pagatavoti un lemti vai piemēroti nemilitārām vajadzībām, kā sporta vai personīgās aizsardzības ieroči, bet kuŗiem var lietot to pašu municiju, kā I kategorijā apzīmētiem šaujāmiem ieročiem; citi rievotu stobru no pleca šaujāmie ieroči 6 milimetru vai lielāka kalibra, bet kas nav minēti I kategorijā, izņemot rievotu stobru šaujamos ieročus ar saliecamu stobru (skaits).
  - Municija augšējos divos punktos minētiem ieročiem, izņemot I kategorijā ietilpstošo (skaits).
  - Zobeni un šķēpi (skaits).
- Augšminētās rubrikās ietilpstošo priekšmetu atsevišķas daļas, pilnīgi gatavas un lietojamas tikai montēšanai un minēto priekšmetu izlabošanai vai arī kā rezerves daļas, jāatzīmē īpaši katrā norādītā rubrikā un zem tās kategorijas nodalījuma, pie kuŗas viņas pieder.

**III pielikums.**

**Uzraudzība speciālās zonās.**

**I nodalījums.**

**Uzraudzība uz sauszemes.**

**§ 1.**

I, II, IV un V kategorijā ietilpstošie priekšmeti, kas pielaisti kādā speciālās zonās atrodošās valsts, kolonijas, protektorāta vai mandāta teritorijā izņemot minētos priekšmetus, kas ievesti no privātām personām personīgai lietošanai uz šo teritoriju iestāžu izdotās atļaujas pamata, jānovieto uz ievēdēja rēķina un riska kādā kontrolējamā noliktavā, kas atrodas minēto iestāžu vai to ierēdņu sevišķā apsardzībā un pastāvīgā uzraudzībā, pie kam mazākais vienam no ierēdņiem jāpieder pie bruņotiem spēkiem. Šim iestādēm oficiāli jāapstiprina novietošana noliktavā.

Katrai izņemšanai no kontrolējamās noliktavas vajadzīga šo iestāžu iepriekšēja atļauja. Tādu atļauju varēs izdot tikai pārvešanai uz kādu citu kontrolējamu noliktavu vai privātu noliktavu, kas pienācīgi atzīta no minētām iestādēm, vai arī nodošanai privātpersonām, kas pēc šo iestāžu ieskatiem pietiekoši pierādījušas, ka šie priekšmeti tām vajadzīgi personīgai lietošanai.

Priekšmeti, kas domāti nacionālo spēku apbruņošanai vai teritorijas aizsardzībai, izlaižami un ielaižami no kontrolējamām noliktavām bez jebkādam formālītātēm.

**§ 2.**

Speciālās zonās nevar pastāvēt neviena privāta I, II, IV un V kategorijā ietilpstošo priekšmetu noliktava bez valsts, kolonijas, protektorāta vai mandāta teritorijas iestāžu atļaujas. Šādai noliktavai jābūt speciāli slēgtās telpās tikai ar vienu ieeju ar divām atslēgām, pie kam vienu no tām varēs atvērt tikai iestāžu ierēdnis.

Noliktavas pārzinis atbildīgs par visiem tādiem noliktavā nodotiem priekšmetiem, un viņam par tiem jāsniedz norēķins uz iestāžu pieprasījumu.

Šos priekšmetus nevarēs izņemt no noliktavas, pārvest vai cedēt bez sevišķas atļaujas. Sīkākas atļaujās ievestās ziņas atzīmēs sevišķā reģistrā pēc numuriem parafējot atzīmes.

Katram uz 1. paragrafa noteikumu pamata no privātpersonas tādai personīgai lietošanai ievestam vai uz šī paragrafa noteikumu pamata no kontrolējamās noliktavas uz privātu noliktavu pārvestam vai pie kādas privātpersonas novietotam ierocim jābūt reģistrētam. Šim ierocim, ja tam nav apzīmēta marka vai numurs, jāuzspiež zīme, pēc kā to varētu identificēt. Marka vai numurs jāatzīmē iestāžu izdotā ieroču nesāšanas atļaujā.

### § 3.

I, II, IV un V kategorijā ietilpstošo priekšmetu izgatavošana un salikšana aizliegta ārpus darbnīcām, kas ierīkotas no teritorijas iestādēm teritorijas aizsardzībai vai sabiedriskās kārtības uzturēšanai, un mandātu zemēs no iestādēm, kas atrodas zem galvenās valsts uzraudzības.

Šo priekšmetu izlabošanu izdarīs vienīgi darbnīcās, kas ierīkotas no oficiālām iestādēm, vai privātās darbnīcās, kam minētās iestādes izsniegušas atļauju; šo atļauju neizsniegs bez garantijas par šīs konvencijas noteikumu ievērošanu.

### II nodaļums.

#### Uzraudzība uz jūras.

### § 1.

I, II, IV un V kategorijā ietilpstošo priekšmetu kravām liellaiivās, baržās vai 20. pantā 3. rindkopā minētos kuģos jābūt īpašai tās valsts, kolonijas, protektorāta vai mandāta teritorijas iestāžu atļaujai, kur iekraušana notiek; šai īpašai atļaujai jāsaturs sekojošā 2. paragrafā minētie norādījumi. Bez tam tādā kārtā pārvadājamiem priekšmetiem jāpiemēro šīs konvencijas noteikumi.

### § 2.

Šī pielikuma II nodaļuma 1. paragrafā minētām īpašām atļaujām jāsaturs sekojošie norādījumi:

- iekraujamo priekšmetu veids un daudzums;
- kravas uzņēmēja kuģa nosaukums;
- gala adresāta vārds;
- iekraušanas un izkraušanas osta.

Šajās atļaujās jāapliecina, ka tās izsniegtas saskaņā ar šīs konvencijas noteikumiem.

### § 3.

Atļaujas kādas Augstās Līdzējas puses flagas uzvilksnānai varēs izsniegt vienīgi sekojošā b) rindkopā minētās iestādes tikai ar sekojošiem trim nosacījumiem:

- īpašniekiem jābūt vai tās valsts pavalstniekiem, kuģas flagu viņi lūdz uzvilkt, vai arī biedrībām, kas pieder pie minētās valsts saskaņā ar viņas likumdošanu;
- minētiem īpašniekiem jāpierāda, ka viņiem bona fide pieder nekustams īpašums lūguma saņēmēja iestādes darbības iecirknī, vai jādod pietiekoša garantija par varbūtēji uzliktās soda naudas samaksu;
- minētiem īpašniekiem, kā arī kuģa kapteinim jāpierāda viņu labā slava, it īpaši, ka viņi nekad nav sodīti par nelikumīgu ieroču, municijas vai kara materiālu pārvadāšanu.

### § 4.

Katram iedzimto kuģim, pirms tas saņem atļauju uzvilkt kādas Augstās Līdzējas puses flagu, jāizpilda sekojošie noteikumi, lai to uz jūras varētu identificēt:

- iedzimto kuģa piederības ostas nosaukuma pirmiem burtiem ar sekojošu viņa šīs ostas reģistra kārtības numuru jābūt iegravētiem un balti uz melna fona nokrāsotiem augšējā sānu malā un katra borta pakalpusē; tiem jābūt tā novietotiem, lai tos varētu no tālienes atšķirt;
- iedzimto kuģa netto tonnažas apzīmējumam pēc iespējas jābūt nokrāsotam un iegravētam kuģa iekšienē, labi redzamā vietā.

### § 5.

Šīs konvencijas 24. pantā minētie noteikumi ir sekojošie:

1. Ja kādas Augstās Līdzējas puses karakuģi sastop jūras zonā, bet ārpus teritoriāliem ūdeņiem, kādu domājami iedzimto kuģi, mazāku par 500 tonnām (neto tonnāžu),

- ar uzvilktu kādas Augstās Līdzējas puses flagu, vai
- bez uzvilktas flagas,

gadījumā, kad karakuģa komandieris, ja viņam ir iemesls domāt, ka minētais kuģis nelikumīgi uzvilcis kādas Augstās Līdzējas puses flagu vai nelikumīgi pārvadā I, II, IV un V kategorijā ietilpstošos priekšmetus, var tādu kuģi aizturēt, lai noskaidrotu tā piederību, pārbaudot dokumentu, kas atļauj uzvilkt flagu, izslēdzot tomēr no pārbaudes katru citu dokumentu.

2. Katru kuģi, kas pēc būves un takelāžas līdzinās iedzimto kuģiem, var par tādu pieņemt.

3. Lai noskaidrotu aizdomīga kuģa piederību, uz šo kuģi var nosūtīt laivu formā tērpta virsnieka vadībā, pēc tam, kad šim kuģim raidīts signāls šāda nodoma paziņošanai. Uz kuģi nosūtītā virsniekam jārikojas pēc iespējas saudzīgi un apdomīgi. Pirms kuģa atstāšanas viņam jāpasāk protokols savas valsts valodā un pēc pastāvīgas formas. Protokolam, kurā konstatēti fakti, jābūt ar datumu un virsnieka parakstu.

Ja uz karakuģa nebūtu cita virsnieka, izņemot komandieri, tad iepriekš paredzēto uzdevumus var uzticēt arī komandiera nozīmētam apakšvirsniekam.

Aizturētā kuģa kapteinis vai vadītājs, kā arī liecinieki pieaicināmi parakstīt protokolu, un viņiem ir tiesības pievienot tam visus paskaidrojumus, ko viņi uzskatīs par lietderīgiem.

4. Augšējā 1 a) paragrafā minētos gadījumos, kad nevar noskaidrot flagas uzvilksnānas tiesības, kuģi var aizvest uz tuvāko jūras zonas ostu, kur atrodas kāda tās valsts kompetentā iestāde, kuģas flaga bijusi uzvilktā, nododot kuģi šai iestādei. Tomēr gadījumā, ja šīs ostas attālumš no vietas, kur kuģis aizturēts, ir tāds, ka kuģim jāizbrauc no sava uzturēšanas vai patruļas apgabala, lai novadītu aizturēto kuģi līdz šai ostai, minēto kuģi varēs novest uz vistuvāko ostu, kur atrodas kādas citas Augstās Līdzējas puses (ne tās, kam karakuģis pieder) kompetenta iestāde, kam kuģis jānodod. Nekavējoties sperami soļi, lai par aizturēšanu paziņotu ieinteresētām valsts kompetentām iestādēm.

Pret kuģi vai viņa ekipāžu nav sperami nekādi soļi pirms tās valsts pārstāvja ierašanās, kuģas flagu kuģis uzvilcis, vai bez šī pārstāvja atļaujas.

Karakuģa komandieris, kas aizturējis kuģi, var to nodot tās valsts karakuģim, kuģas flagu aizdomīgais kuģis uzvilcis, neizdarot pats novešanu uz kādu ostu, kā tas augšā norādīts, ja tikai runā esošais otrs karakuģis ir ar mieru to uzņemt.

5. Augšējā 4. paragrafā aprādīto kārtību var piemērot arī gadījumos, kad pēc flagas pārbaudīšanas un neskatoties uz labprātīgu manifestu uzrādīšanu, karakuģa komandieris paliek pie aizdomām, ka kuģis nelikumīgi pārvadā I, II, IV un V kategorijā ietilpstošos priekšmetus.

6. Augšējā 1 b) paragrafā paredzētos gadījumos, ja noskaidrots pie kuģa apmeklēšanas, ka tas nebija uzvilcis nekādu flagu, un tam arī nebija tiesību uzvilkt kādas atzītas valsts flagu, tad — ja tikai tā kravas likumīgais raksturs nebūtu pienācīgi noskaidrots, un to karakuģi komandējošais virsnieks nebūtu atzinis — šo kuģi varēs novest uz vistuvāko jūras zonas punktu, kur atrodas aizturējušā karakuģa valsts kompetentā iestāde, kuģai šis kuģis nododams.

7. Iestādei, kam aizdomīgais kuģis piestādīts, jāizdara pilnīga izmeklēšana saskaņā ar saviem nacionāliem likumiem, piemērojot 8. paragrafā paredzēto kārtību.

Ši izmeklēšana jāizdara aizturētāja kuģa virsnieka klātbūtnē.

Tomēr, ja sakarā ar karakuģa uzdevumiem šī kuģa virsniekam nebūtu iespējams piedalīties izmeklēšanā, tad viņa mutiskās liecības vietā iestādes, kas izdara izmeklēšanu, izņēmuma gadījumos var pieņemt karakuģa komandiera izgatavotu zem zvēresta nodoto liecību.

8. a) Augšējā 1 a) paragrafā minētos gadījumos kuģus, par kuriem izmeklēšanā pierādījies, ka tie nelikumīgi uzvilkuši flagu, bet ka kuģim ir tiesība uzvilkt kādas atzītas valsts flagu, ja šī valsts ir kāda Augstā Līdzēja puse, nodos vistuvākai šīs valsts iestādei. Ja šī valsts nav viena no Augstām Līdzējām pusēm, tad par kuģi lems saskaņā ar vienošanos starp valsti, kas atbild par aizturēšanu, un valsti, kuģas flagu kuģim ir tiesība uzvilkt. Līdz šādās vienošanās panākšanai kuģis paliks tās valsts iestāžu uzraudzībā, pie kuģas pieder karakuģis, kas to aizturējis.

b) Ja izmeklēšanā pierādījies, ka aizturētais kuģis likumīgi uzvilcis flagu, bet ka tas nelikumīgi pārvadājis I, II, IV un V kategorijā ietilpstošos priekšmetus, tad vainīgos nodos tās valsts tiesai, kuģas flagu kuģis uzvilcis. Pats kuģis ar kravu paliks tās iestādes uzraudzībā, kas izdara izmeklēšanu. Nelikumīgo kravu var iznīcināt saskaņā ar attiecīgiem likumiem.

c) Augšējā 1 b) paragrafā minētos gadījumos attiecībā uz kuģi, par kuģu izmeklēšanā pierādījies, ka tam tiesība uzvilkt kādas Augstās Līdzējas puses flagu, bet ka šis kuģis nelikumīgi pārvadājis I, II, IV un V kategorijā ietilpstošos priekšmetus, piemēros iepriekšējā paragrafā aprādīto kārtību.

d) Augšējā 1 b) paragrafā minētos gadījumos kuģim, par kuģu izmeklēšanā pierādījies, ka tam nav tiesības uzvilkt nekādu flagu, un ka tas nelikumīgi pārvadājis I, II, IV un V kategorijā ietilpstošos priekšmetus, kopā ar visu kravu un minētiem priekšmetiem, iestāde, kam kuģis nodots, uzliks arestu un ar to rīkosies saskaņā ar savas valsts likumiem un noteikumiem. Rīkojumu par nelikumīgās kravas iznīcināšanu varēs dot saskaņā ar tiem pašiem likumiem un noteikumiem.

e) Ja iestāde, kuģai izmeklēšana uzdota, nolemj, ka kuģis nepareizi aizturēts un novirzīts no sava ceļa vai ka visi pret kuģi spertie soļi nepareizi, viņa noteiks pienākošās atlīdzības summu.

9. Ja virsnieks, kas kuģi aizturējis, vai iestādes, kam viņš padots, piekrit augšminētās iestādes lēmumam, tad pēdējās noteikto atlīdzības summu interesentam izmaksās sešu mēnešu laikā, skaitot no dienas, kad tā noteikta.

10. Ja virsnieks, kas kuģi aizturējis, vai iestādes, kam viņš padots, ceļ iebildumus pret lēmumu vai noteikto atlīdzības summu, šis strīds nododams šķirējtiesai, kas sastāv no viena šķirējtiesneša, ko nozīmē tās valsts valdība, kuģas flagu kuģis uzvilcis, no viena šķirējtiesneša, ko nozīmē tās valsts valdība, pie kuģas pieder kuģi aizturējušais virsnieks, un no viena virššķirējtiesneša, ko nozīmē abi ieceltie šķirējtiesneši. Šos divus tiesnešus izvēlēs pēc iespējas no Augsto Līdzēju pusu diplomātisko, konsulāro vai tiesas ierēdņu vidus. Iecelšanai jānotiek pēc iespējas drīzākā laikā. Katru piespiesto atlīdzību izmaksās interesentiem visvēlākais sešu mēnešu laikā pēc tiesas lēmuma.

11. Kāda kara kuģa komandierim, kas būtu aizturējis kuģi ar ārvalstu flagu, katrā gadījumā par to jāziņo savai valdībai, uzrādot motīvus, no kuriem tas vadījies. Minētā ziņojuma izvilksnāna noraksts no protokola, ko sastādījis uz aizturēto kuģi nosūtītais virsnieks vai apakšvirsnieks, pēc iespējas drīzākā laikā jānosūta tai valdībai, kuģas flagu aizturētais kuģis uzvilcis, kā arī tām Augstām Līdzējām pusēm, kas izteikušas vēlēšanos šos dokumentus saņemt.

Konvencijas tulkojuma teksts pieņemts Saeimas 1930. g. 16. decembra plēnārsēdē.

J. Breikšs. Saeimas sekretārs.

## Valdības rīkojumi un pavēles.

### Pārgrozījumi noteikumos par kārtējas satiksmes kuģiem.

Noteikumos par kārtējas satiksmes kuģiem (1927. g. „Vald. Vēstn.“ 48. num.) ievest sekošus pārgrozījumus:

1. Noteikumu 4. pantu izteikt šādi:

4. Pārgrozījumi kuģu braucienu sarakstos, sakarā ar kuģu vai iziešanas dienas datuma maiņu, jāpieteic Jūrnieceības departamentam vai jānodod pastā: attiecībā uz tuvbraucieniem un tālbraucieniem preču kuģiem — trīs darba dienas, pasažieru un preču-pasažieru kuģiem — divas darba dienas un kuģiem Latvijas piekrastes braucienos — vienu darba dienu pirms iesniegtā braucienu sarakstā uzdotā kuģa iziešanas dienas datuma, bet ledlauža „Krišjānis Valdemārs“ darbības laikā par visiem kārtējas satiksmes kuģiem, kuģi apmeklēj Rīgas ostu — vēlākais dienā, kad kuģis atstājis Rīgas ostu, bet ja iziešanas diena iekrīt svētku dienā, tad nākošā darba dienā.

Ja pārgrozījumā tiek uzdots, ka kuģis izies agrāk par braucienu sarakstā uzdotu datumu, tad pārgrozījuma pieteikšanas termiņš aprēķināms no pārgrozījumā uzdotā kuģa iziešanas dienas datuma.

Pārgrozījumu saturu, līdz ar atzīmi, kad pieteikums saņemts, Jūrnieceības departaments paziņo tālāk 3. pantā paredzētām iestādēm.

1. piezīme. Piemērojot šos noteikumus, par pasažieru vai preču-pasažieru kuģiem uzskatāmi vienīgi tie kuģi, kuģi kā tādi reģistrēti savas valsts attiecīgā reģistrācijas iestādē, vai iekārtoti mazākais 24 pasažieru pārvadāšanai kajītēs. Šīs ziņas pārbaudīt uzliks par pienākamu attiecīgajai muitas valdei.

2. piezīme. Par ledlauža „Krišjānis Valdemārs“ darbības sākumu un beigām Jūrnieceības departaments ziņo Muitas departamentam, Valsts kontrolei un visām ostu muitu valdēm.

11. To pašu noteikumu 9. pantā stripot vārdus „ar pasažieriem“.

Šie pārgrozījumi ir spēkā sākot ar 1931. g. 28. janvāri.

Rīgā, 1931. g. 9. martā.

Finanču ministris A. Petrevics.

Jūrnieceības departamenta direktors A. Ozols.

Apstiprinu.

1931. g. 9. martā.

Tautas labklājības ministris V. Rubulis.

### Noteikumi

par valsts civil un autonomo iestāžu darbinieku, kara invalidu un viņu ģimenes locekļu un cietušo karavīru ģimenes locekļu balneoloģisku ārstēšanu Latvijas dziedniecības iestādēs.

1. Balneoloģisko ārstēšanu piešķir tautas labklājības ministrijas valsts darbinieku ārstu komisijas.

Piezīme. Valsts darbinieku ārstu komisijas darbojas: Rīgā, Daugavpilī, Liepājā un Ventspilī.

2. Par ārstēšanos Ķemeros, Baldonē, Kandavā un Liepājas pilsētas dziedniecības un peldu iestādē, tāpat arī par brāģu vannām Volfsmita dziedniecības iestādē tautas labklājības ministrija sedz pilnā apmērā pēc zemākās klases tarifa.

3. Par balneoloģisku ārstēšanu citās Latvijas privātās peldvietās vai iestādēs tautas labklājības ministrija atmaksā pēc Ķemeru peldiēstādes zemākās klases tarifa.

4. Kara invalidu savienībai tiek izsniegti līdzekļi kara invalidu internāta ierīkošanai Ķemeros.

Piezīme. Ja kara invalids nevēlas saņemt ārstēšanu Ķemeros, bet gan citās Latvijas peldiēstādēs, tad viņš saņem vienīgi ārstēšanu bez uztura un dzīvokļa līdzīgi valsts darbiniekiem.

5. Par siltām jūras, skuju ekstrakta un sāls vannām, dušām u. tml. Tautas labklājības ministrija nemaksā.

6. Ārstēšanas veidu un vannu sadalījumu nosaka sēravotos praktizējošais valsts darbinieku ārsts, kuģam, ārstējot valsts darbiniekus un viņu ģimenes locekļus un kara invalidus, jāievēro sekojošais:

**Nekustamas mantas saraksts,**

kuņas īpašniekiem vai viņu tiesību ņēmējiem pēc zemkopības ministra š. g. 6. februāra lēmuma ir jāpiedalās Elejas meliorācijas sabiedrībā, jāņem dalība pie kopējo minētās meliorācijas sabiedrības Čudaru-Maz-Elejas un Kaktišķu-Mucenieku novadgrāvju rakšanas darbu izvešanas un izvesto darbu kārtībā uzturēšanas.

Nr. pēc kārtas	Dalībnieka vārds un uzvārds	Dalībnieka īpašumu tiesību apzīmējums	Dalībniekam piederošo vai viņa lietošanā esošo māju nosaukums	Māju №№		Kādā pagastā atrodas mājas un pie kādas agrākās muižas piederēja	Darbu izmaksa pēc projekta, no kuņas aprēķina dalībnieku balsu skaitu Ls	Piezīmes
				pēc mērniecības plāniem	pēc zemes grāmatu reģistra			
<b>Čudaru-Mazelejas novadgrāvis.</b>								
1.	Vilis Zutis . . . . .	Īpašnieks	Kaktišķi	—	442	Elejas pagasta Lub-Elejas muižas	112,—	Šini dalībnieku sarakstā uzrādītās darbu izmaksas summas uzskatāmas par pamatu dalībnieku maksājumu noteikšanai un nokārtošanai kā pie darbu pirmreizējas izvešanas, tā arī pie izvesto darbu kārtībā uzturēšanas turpmāk, neņemot vērā darbu faktisko izmaksu, kuņa var būt lielāka vai mazāka.
2.	Mārtiņš Kleinbergs . . . . .	"	Čudari	—	461	" " " "	492,—	
3.	Augusts Dičkalns . . . . .	"	Vinklišķi	—	462	" " " "	418,—	
4.	Roberts Bulders . . . . .	"	Mūrnieki	—	446	" " " "	871,—	
5.	Jānis Bitens . . . . .	"	Baltgalvji	—	423	" " " "	244,—	
6.	Paulis Veimāns . . . . .	"	Dimjauti	—	431	" " " "	546,—	
7.	Alfrēds Pirants . . . . .	"	Vētras	27F	9461	" " " "	205,—	
8.	Jēkabs Strautiņš . . . . . Vilis Strautiņš . . . . .	2/5 māju īpašn.	Vec-Jettes-Drusteni	—	437	" " " "	385,—	
9.	Kristaps Daugelis . . . . . Anna Daugelis, dz. Strautiņš	3/5 māju īpašn.		—	463	" " " "	171,—	
10.	Kristaps Mikelsons . . . . .	Īpašnieks	Vecvagari-Drusteni	—	438	" " " "	539,—	
11.	Fricis Krūmiņš . . . . .	"	Jaun-Jettes-Drusteni	—	6993	" " " "	205,—	
12.	Jānis Jansons . . . . .	"	Drusteni-Kaleji	—	—	" " " "	669,—	
13.	Valsts . . . . .	Īpašniece	Valsts Maz-Elejas muiž.	—	—	" " Maz-Elejas muižas	22,—	
	Valsts . . . . .	"	Virčavas virsmežn. meži	—	—	" " Liel-Elejas muižas	—	
<b>Kaktišķu-Mucenieku novadgrāvji.</b>								
1.	Vilis Zutis . . . . .	Īpašnieks	Kaktišķi	—	442	Elejas pagasta Liel-Elejas muižas	683,—	
2.	Mārtiņš Kleinbergs . . . . .	"	Čudari	—	461	" " " "	623,—	
3.	Augusts Dičkalns . . . . .	"	Vinklišķi	—	462	" " " "	288,—	
4.	Jānis Viksne . . . . .	"	Mucenieki	—	447	" " " "	611,—	

Rīgā, 1931. g. 19. februārī.

Kultūrtechniskās daļas vadītājs A. Kuze.  
Kultūrtechniskās daļas darbvedis Brandts.

- 1) sēra un šķidra kūdrāja (dūņu) vannu kopskaits nedrīkst pārsniegt divdesmit piecas un var parakstīt ne vairāk kā vienu vannu dienā,
- 2) gadījumos, kur vajadzīga eksudātu uzsūkšana, pie uztūkušām locītavām vai locītavu kustību ierobežojumiem, var parakstīt arī sausās dūņu kompreses pārmaiņus ar vispārējām šķidrām sēru un dūņu vannām, bet ne vienā un tai pašā dienā, pie kam 1 komprese skaitās līdzīgi vienai vannai,
- 3) vajadzības gadījumos var parakstīt ogļskābes vannas,
- 4) kur tas nepieciešams, var parakstīt arī vispārējo un vietējo masāžu. Masāžas ilgumu nosaka ārsts, bet pie vispārējās masāžas ne mazāk kā 30 min. un pie lokālās masāžas ne mazāk kā 20 min. vienā seansā.
7. Izdevumi par masāžām, kuņas izdārtas pie tautas labklājības ministrijas valsts darbinieku ārstniecības nodaļas nozīmētiem masieriem, tiek segti no valsts pilnā apmērā.
8. Ārstēšanās laikā slimniekam pastāvīgi jādzīvo uz vietas sēravotos.
9. Gadījumos, kad nepieciešama atpūta pēc ārstēšanās kursa nobeigšanas, vietējais sēravotos praktizējošais valsts darbinieku ārsts var slimniekam piešķirt atvaļinājumu līdz 7 dienām.
10. Braucot uz sēravotiem visiem slimniekiem jāņem līdz ārstu komisijas protokola izraksts, bet valsts darbiniekiem un viņu ģimenes locekļiem arī jauna slimības zīme.
11. Šie noteikumi attiecas uz tekošā gada peļņu sezonu.
12. Šie noteikumi neattiecas uz dzelzceļu virsvaldes darbiniekiem, kuņas ārstēšana piekrit dzelzceļu virsvaldei.

- 12) Herba Cannabis Indicae et praeparata omnia;
- 13) Heroinum et sales ejus;
- 14) Laudanum;
- 15) Minoponum;
- 16) Modiskop;
- 17) Morphium et sales ejus;
- 18) Narcophinum;
- 19) Omnoponum;
- 20) Opium et praeparata omnia;
- 21) Pantoponum;
- 22) Pavopinum;
- 23) Psacainum;
- 24) Spasmalginum;
- 25) Trivalinum.

Bez tam pie narkotiskām vielām skaitās visi šini sarakstā minētie farmaceutiski preparāti, kā: pulveri, graudiņi, tabletes, šķīdinājumi u. t. t., kuņas sastāvā ietiek vairāk par 0,20% morfiņa vai 0,10% kokaina vai heroīna, kā arī citas narkotiskas vielas, kuņas pēc savas iedarbības uz organismu pielīdzināmas minētām.

Ar šo tiek atcelts 1929. g. „Valdības Vēstneša“ 18. numurā izsludinātais narkotisko vielu saraksts un viņa papildinājumi, izsludinātie „Valdības Vēstneša“ 1929. g. 30. numurā un 1930. g. 81. numurā.

Rīgā, 1931. g. 10. martā.  
Veselības departamenta direktors  
Dr Aug. Pētersons.  
Farmācijas valdes priekšnieks  
M. Pusbarņieks.

**Valdības iestāžu paziņojumi.**

**Paziņojums.**

1931. g. janvāra mēnesī, saskaņā ar pavalstniecības likuma 82. pantu, ministru kabinets atņēma Latvijas pilsoņa tiesības S. P. R. S. dzīvojošam Timofejam Bravinam dzim. 1900. g. vai 1903. g. 10. decembrī.

Rīgā, 1931. g. 9. martā. № 35001 V.

Iekšlietu ministrijas administratīvā departamenta vicedirektors V. Ludiņš.  
Pasu nodaļas vadītājs P. Kurzemnieks.

**Latgales apgabaltiesas priekšsēdētājs**

ar šo paziņo visparībai, ka, ar tiesas nodaļu kopsapulces š. g. 7. marta lēmumu, jaundibinātais Biķernieku pagasts no š. g. 1. aprīļa padots tiesas ziņā: Daugavpils III iecirkņa miertiesnesim, Daugavpils III iecirkņa izmeklēšanas tiesnesim un Krāslavas iecirkņa tiesu izpildītājam.

Daugavpili, 1931. g. 10. martā. № 2525.

Latgales apgabaltiesas priekšsēdētājs J. Skudre.  
Sekretāra v. Dzērve.

**Paziņojums.**

Zemkopības ministrijas kultūrtechniskā daļa paziņo, ka zemkopības ministris ar š. g. 6. februāra lēmumu ir apstiprinājis kultūrtechnika K. Jansona sastādīto un Elejas meliorācijas sabiedrības dalībnieku pilnā sapulcē pieņemto Čudaru-Maz-Elejas un Kaktišķu-Mucenieku novadgrāvju projektu.

Līdz ar projekta apstiprināšanu visiem dalībnieku sarakstā uzrādītiem nekustamas mantas īpašniekiem vai viņu tiesību ņēmējiem uzlikt par pienākumu piedalīties Elejas meliorācijas sabiedrībā, minēto meliorācijas darbu izvešanā un izvesto darbu kārtībā uzturēšanā.

Rīgā, 1931. g. 19. februārī.

Kultūrtechniskās daļas vadītājs A. Kuze.  
Darbvedis Brandts.

**Izlabojums.**

Š. g. „Valdības Vēstneša“ 22. numurā iespiestā rīkojumā № 32 par Aizputes-Skrundas šaursliežu ceļa slēgšanu, nodaļuma 1) pēdējā rindā, kur stāv „nostrīpot tabulu № 7a“, jābūt „nostrīpot tabulu 21“.

Dzelzceļu galvenā direktora palīgs  
K. Sprinģis.

**Personu saraksts, kuņu meklēšana izbeigta, Nr. 414.**

- 21850. Arberts Eduārs. 1147/21.
- 21851. Āzēns Ernests. 33987/30.
- 21852. Bators Jevgenijs. 33995/30.
- 21853. Beinarovičs Aleksandra. 12039/25.
- 21854. Bogdanovičs Kazimirs. 32369/30.
- 21855. Burkas Jurgis. 34096/30.
- 21856. Bernads Felikss. 33616/30.
- 21857. Burka Herberts. 34432/31.
- 21858. Brizga Donats. 26716/28.
- 21859. Brizga Viktors. 28252/29.
- 21860. Bullis Fricis. 32702/30.
- 21861. Burkevičs Pēteris. 32992/30.
- 21862. Ellerts Ieva. 32238/30.
- 21863. Emeļjanovs Anna. 3101/22.
- 21864. Freibergs Andrējs. 34401/31.
- 21865. Gavrilovs Gavriļs. 25827/28.
- 21866. Grinbergs Viktors. 28304/29.
- 21867. Ganburgs Abrams. 1722/21.
- 21868. Grinbergs Viktors. 28303/29.
- 21869. Gils Antons. 34054/30.
- 21870. Glazovskis Arveds. 32079/30.
- 21871. Gravers Juris. 28261/29.
- 21872. Gravers Juris. 28305/29.
- 21873. Grigorjevs Pēlageja. 34285/31.
- 21874. Jakunovs Jānis. 34153/31.
- 21875. Jēpis Jūlijs-Zigfrīds. 31046/30.
- 21876. Jēpis Jūlijs-Zigfrīds. 32047/30.
- 21877. Kāposts Eduārs. 31870/30.
- 21878. Kiščenko Jūlijs. 33908/30.
- 21879. Krēslis Augusts. 33955/30.
- 21880. Krontāls Kārlis. 34407/31.
- 21881. Kučinskis Bronislavs. 32094/30.
- 21882. Lichačevskis Osips. 34364/31.
- 21883. Matšulis Antons. 1395/21.
- 21884. Matšulis Jonas. 1394/21.
- 21885. Matšulis Jāzeps. 1393/21.
- 21886. Matšulis Monika. 1392/21.
- 21887. Matickis Ādolfs. 15053/25.
- 21888. Minkovs Iechajs. 3744/22.
- 21889. Nātre Jānis. 31208/29.
- 21890. Purnis Kārlis. 28282/29.
- 21891. Romanovskis Jānis. 24929/28.

- 21892. Rozentāls Fricis. 32508/30.
  - 21893. Savickij Viktors. 3335/22.
  - 21894. Sīrmais Kārlis. 27915/29.
  - 21895. Sīmans Roberts-Viktors. 24162/27.
  - 21896. Sprincis Jānis. 28326/29.
  - 21897. Zvirbulis Jānis. 13875/25.
  - 21898. Seftelons Jānis Ovsejs. 33448/30.
  - 21899. Šapiro Moisejs. 34310/31.
  - 21900. Šapiro Moisejs. 34381/31.
  - 21901. Vaiļevskis Anna. 30433/29.
  - 21902. Vildaus Emīlija-Lavīze. 23910/27.
- Kriminālās policijas pārvaldes priekšnieks  
G. Tifentāls.  
Darbvedis Lakševičs.

**Māksla.**

**Nacionālais teātris.** Ceturtdien, 12. martā, pulksten 7.30 vakarā, Rīgas pils. 2. pirmskolai par labu L. Fodora asprātīgā komēdija „Plika kā baznīcas žurka“. — Piekdien, 13. martā, pulksten 7.30 vakarā, Marijas Leiko viesizrādē par tautas izrāžu cenām F. Bruknera „Anglijas Elizabete“. — Sestdien, 14. martā, pulksten 4 pēc pusdienas lētā izrādē skolniekiem un privātai publikai „Vermlandieši“. Pulksten 7.30 vakarā Arnolda un Bacha „Taupības kurators“.

**Literatūra.**

Valters Purviņš *Personība un vide.* 1931. g.

**KURSI.**

Rīgas biržā 1931. gada 12. martā.

Devizes:

1 Amerikas dollars . . . . .	5,18—5,19
1 Anglijas mārciņa . . . . .	25,185—25,235
100 Francijas franku . . . . .	20,25—20,40
100 Beļģijas belgu . . . . .	72,10—72,65
100 Šveices franku . . . . .	99,55—100,30
100 Itālijas liru . . . . .	27,09—27,30
100 Zviedrijas kronu . . . . .	138,65—139,35
100 Norveģijas kronu . . . . .	138,55—139,25
100 Danijas kronu . . . . .	138,50—139,20
100 Austrijas šilīnu . . . . .	72,80—73,50
100 Čehoslovākijas kronu . . . . .	15,31—15,45
100 Holandes guldeņu . . . . .	207,65—208,70
100 Vācijas marku . . . . .	123,30—123,95
100 Somijas marku . . . . .	12,98—13,10
100 Igaunijas kronu . . . . .	137,85—138,55
100 Polijas zlotu . . . . .	57,55—58,75
100 Lietavas lītu . . . . .	51,45—52,15

Dārgmetāli:  
Zelts 1 kg . . . . . 3425—3445  
Sudrabs 1 kg . . . . . 45—53

Vērtspapīri:  
5% neatkarības aizņēmums . . . . . 98—100  
4% Valsts prēm. aizņēmums . . . . . 98—100  
6% Zemes bankas ķīlu zīmes . . . . . 92—93  
8% Hipotēku bankas ķīlu zīmes . . . . . 96—97

Rīgas biržas kotācijas komisijas priekšsēdētājs J. Skujevičs.  
Zvērināts biržas māklers P. Rupners.

Redaktors M. Ārons.

Šim numuram 16 lapas puses.

**Ļešu  
sludinājumi.**

**Rīgas apgabaltiesas 3. civildodaļa,** pamatojoties uz 1926. g. 10. jūn. un Civ. proc. lik. 2060 un 2062. p. ievērojot Eduārdā Miglavā lūgumu un savu 1931. g. 18. febr. lēmumu paziņo, ka parādnieks Eduārdā Miglavs parādu pēc 8 obligācijām, apstiprinātām uz nekustamo īpašumu Arakstes muižas zemnieku „Lukke” mājām Valmieras apr. ar zemes grām. reg. № 95, apstiprin. obligācijās: 1) 1866. g. 17. maijā ar № 39, par 525 rbl.; 2) tad pat ar № 40, par 700 rbl.; 3) tad pat ar № 41, par 525 rbl.; 4) tad pat ar № 42, par 700 rbl.; 5) tad pat ar № 43, par 525 rbl.; 6) tad pat ar № 44, par 700 rbl.; 7) 1880. g. 5. maijā ar № 442, par 900 rbl.; 8) 1886. g. 19. maijā ar № 752, par 4.500 rbl., pie kam punktos 1.—6. minētās obligācijas ar 5/10 gada izdotas no Indriķa Gendes H. fon Strikam par labu kā pirkuma summas atlikuma nodrošinājums, bet 7. un 8. punktos minētās obligācijas ar 6/10 gada izdotas no Ādama Miglavā — pirmā Volde-māram Ulpem un otrā — Jānim Miglavam par labu pie kam minētie obligāciju īpašnieki ir lās cedējuši blanko ir iemaksājās tiesas depozītā Ls 189,—.

Tāpēc apgabaltiesas 3. civildodaļa uzaicina visas personas, kam būtu tiesības uz augšā aprādītām obligācijām pieteikties tiesā viena mēneša laikā, skaitot no dienas, kad šis sludinājums iespiests „Valdības Vēstnesī” un aizrāda, ka ja šīs personas noteiktā laikā nepieteiksies, obligācijas atzīs par samaksātām un lūdzējam dos tiesību prasīt parāda dzēšanu zemes grāmatā.

Rīgā, 1931. g. 28. februārī.  
L. № 3491. 31698b  
Priekšsēd. b. A. Veidners.  
Sekretāra v. P. Birkens.

**Rīgas apgabaltiesas 3. civildodaļa,** pamatojoties uz 1926. g. 10. jūn. likumu un Civ. proc. lik. 2060. un 2062. p., ievērojot Amālijas Gaigals lūgumu un savu 1931. g. 18. februāra lēmumu paziņo, ka parādnieks Amālija Gaigals parādu pēc 2 obligācijām par 400 un 500 rbl., apstiprinātām 1880. g. 6. aug. ar № 1378 un 1390 uz nekustamo īpašumu Limbažos, ar zemes grāmatu reg. № 209, izdotām no: pirmā — Jēkaba Gertnera par labu Karolinei Vitte un otrā — no tā paša par labu Tenim Kalniņam, ir iemaksājusi tiesas depozītā Ls 19,20.

Tāpēc apgabaltiesas 3. civildodaļa uzaicina visas personas, kam būtu tiesības uz augšā aprādītām obligācijām, pieteikties tiesā viena mēneša laikā, skaitot no dienas, kad šis sludinājums iespiests „Vald. Vēstn.” un aizrāda, ka ja šīs personas noteiktā laikā nepieteiksies, obligācijas atzīs par samaksātām un lūdzējam dos tiesību prasīt parāda dzēšanu zemes grāmatā.

Rīgā, 1931. g. 28. februārī.  
L. № 3053. 31699b  
Priekšsēd. b. A. Veidners.  
Sekretāra v. P. Birkens.

**Rīgas apgabaltiesas 3. civildodaļa,** pamatojoties uz 1926. g. 10. jūn. likumu un Civ. proc. lik. 2060. un 2062. p., ievērojot Kārla Alberta Akota pilnv. zv. adv. J. Arāja lūgumu un savu 1931. g. 18. februāra lēmumu paziņo, ka parādnieks Kārlis - Alberts Akots parādu pēc 2 obligācijām un 3 mantojuma daļām, apstiprin. uz nekustamo īpašumu Česu apr. Nēkena muižas Skrandu māju, ar zemes grām. reg. № 841, apstiprinātās 1872. g. 17. martā, 1912. g. 20. dec. ar № 418, 419 un 1587 par 130, 130 un 300 rbl. par labu divas pirmās — Augustam J. fon Panderam, kas cedētas uzrādītājam un mantojuma daļas par labu Martai Antonijai un Jānim Pēterai bērniem Akotiem summā viens simts rbl. katram, — ir iemaksājās tiesas depozītā Ls 11,20 un pēc obligācijas par 500 rbl., apstiprinātās 1905. g. 31. okt. ar № 869 uz to pašu nekustamo īpašumu, izdotas no Pētera un Kārla Akotiem par labu Dzerbenes - Drustu - Lodes - Skujenes krāj - aizdevu sabiedrībai, — ir samaksājās Dzerbenes krāj - aizdevu sabiedrībai, bet šī augšā minētā obligācija nevar tikt izsniegta atpakaļ parādniekam dēļ dzēšanas zemes grāmatās, tamdēļ kā ir gājusi zudumā.

Tāpēc apgabaltiesas 3. civildodaļa uzaicina visas personas, kam būtu tiesības uz augšā aprādītām obligācijām un mantojuma daļām, pieteikties tiesā viena mēneša laikā, skaitot no dienas, kad šis sludinājums iespiests „Valdības Vēstnesī” un aizrāda, ka ja šīs personas noteiktā laikā nepieteiksies, obligācijas atzīs par samaksātām un lūdzējam dos tiesību prasīt parāda dzēšanu zemes grāmatā.

Rīgā, 1931. g. 28. februārī.  
L. № 3478. 31704b  
Priekšsēd. b. A. Veidners.  
Sekretāra v. P. Birkens.

**Rīgas apgabaltiesas 3. civildodaļa,** pamatojoties uz 1926. g. 10. jūn. likumu un Civ. proc. lik. 1460<sup>71</sup>. p. pamata paziņo, ka ar viņas šā gada 24. februāra lēmumu reģistrēta kooperatīva sabiedrība ar nosaukumu: „Koņu savstarpējās ugunsapdrošināšanas biedrība”, ar valdes sēdekli Koņu pagastā.

Nod. pārziņa v. L. Bruemmers.  
Sekretārs Frīdrihsons.

teiktā laikā nepieteiksies, obligācijas un mantojuma daļas atzīs par samaksātām un iznīcinātām un lūdzējam dos tiesību prasīt parāda dzēšanu zemes grāmatā.

Rīgā, 1931. g. 28. februārī.  
L. № 3493. 31701b  
Priekšsēd. b. A. Veidners.  
Sekretāra v. P. Birkens.

**Rīgas apgabaltiesas 3. civildodaļa,** pamatojoties 1926. g. 10. jūn. likumu un Civ. proc. lik. 2060. un 2062. p., ievērojot Mārci Ramata pilnv. zv. adv. pal. T. Sandera lūgumu un savu 1931. g. 18. febr. lēmumu paziņo, ka parādnieks Mārcis Ramats parādu pēc 4 obligācijām apstiprinātām uz nekustamo īpašumu Rīgas pilsētā, V hipotēku iec. ar zemes grām. reg. № 771, apstiprinātās 1905. g. 12. maijā ar № 510, par 3000 rbl. par labu Kārlim Zvaigzņem, 1910. g. 30. jūnijā ar № 1445, par 10000 r., Mārcim Ramatam par labu, 1911. g. 4. okt. ar № 3323 par 20000 rbl. Otto Bērtni-Bērziņam par labu un 1912. g. 3. decembrī ar № 3694 par 5000 rbl. Vidzemes savstarpējai kredītbiedrībai par labu, pie kam Zvaigzne, Ramats un Bērtnis - Bērziņš savas obligācijas ir cedējuši blanko un šīs trīs obligācijas ir pārgājušas uz Hermani Kārļa d. Kampe kā blanko cesionāru, kas viņas ir atkal cedējuši blanko ir samaksājās Vidzemes savstarpējai kredītbiedrībai, bet šīs augšā minētās obligācijas nevar tikt izsniegtas atpakaļ parādniekam dēļ dzēšanas zemes grāmatās, tādēļ kā ir gājusi zudumā.

Tāpēc apgabaltiesas 3. civildodaļa uzaicina visas personas, kam būtu tiesības uz augšā aprādītām obligācijām pieteikties tiesā viena mēneša laikā, skaitot no dienas, kad šis sludinājums iespiests „Valdības Vēstnesī” un aizrāda, ka ja šīs personas noteiktā laikā nepieteiksies, obligācijas atzīs par iznīcinātām un lūdzējam dos tiesību prasīt parāda dzēšanu zemes grāmatā.

Rīgā, 1931. g. 28. februārī.  
L. № 3479. 31705b  
Priekšsēd. b. A. Veidners.  
Sekretāra v. P. Birkens.

**Rīgas apgabaltiesas 3. civildodaļa** ar 1931. g. 18./24. februāra lēmumu ir atzinusi Jēkaba lāna dēlu Upiti, dzīv. Rīgā, Dzirnānu ielā № 82, dz. 38 par maksātnespējīgu parādnieku, kam dēļ iestādēm un priekšniecībām vajadzīgs labprātīgi: 1) uzlikt aizliegumu uz parādnieka nekustamiem īpašumiem, kā arī apkārt viņa kustamo mantu, ja tāda atrastos viņu iestāžu robežās un 2) paziņot Rīgas apgabaltiesai par visām prasībām pret maksātnespējīgo parādnieku, kā arī summas, kas pienākas iestādēm.

Privātpersonām jāpaziņo apgabaltiesai par savu parādu prasībām no parādnieka, kā arī par summām, kādas parādniekam pienākas, neskatoties, vai maksājumi notecējuši vai arī viņu termiņš gaidāms nākamībā, kā arī par maksātnespējīgā nekustamiem īpašumiem, kas atrastos viņa pārziņā uz atsevišķiem noteikumiem.

Augšā minētie paziņojumi izdarāmi divu mēnešu laikā, skaitot no šā sludinājuma iespiešanas dienas „Valdības Vēstnesī”.

Rīgā, 1931. g. 2. martā.  
L. № 917. 31692  
Priekšsēd. b. A. Veidners.  
Sekretāra v. P. Birkens.

**Rīgas apgabaltiesas 3. civildodaļa** ar 1931. g. 24. februāra lēmumu ir atzinusi Simonu Blūmu, tirg. zem firmas „Provizors S. Blum un Ko.” atrod. Rīgā, Kaļķu ielā 12 par maksātnespējīgu parādnieku tirdzniecībā, kam dēļ iestādēm un priekšniecībām vajadzīgs labprātīgi: 1) uzlikt aizliegumu uz parādnieka nekustamiem īpašumiem, kā arī apkārt viņa kustamo mantu, ja tāda atrastos viņu iestāžu robežās un 2) paziņot Rīgas apgabaltiesai par visām prasībām pret maksātnespējīgo parādnieku, kā arī summas, kas pienākas iestādēm.

Privātpersonām jāpaziņo apgabaltiesai par savu parādu prasībām no parādnieka, kā arī par summām, kādas parādniekam pienākas, neskatoties, vai maksājumi notecējuši vai arī viņu termiņš gaidāms nākamībā, kā arī par maksātnespējīgā nekustamiem īpašumiem, kas atrastos viņa pārziņā uz atsevišķiem noteikumiem.

Augšā minētie paziņojumi izdarāmi divu mēnešu laikā, skaitot no šā sludinājuma iespiešanas dienas „Valdības Vēstnesī”.

Rīgā, 1931. g. 2. martā.  
L. № 1153. 31693  
Priekšsēd. b. A. Veidners.  
Sekretāra v. P. Birkens.

**Rīgas apgabaltiesas 3. civildodaļa** uz Latvijas Civ. lik. kop. 36. p. piezīmes pamata paziņo vispārībai, ka Stanislavs Antona d. Bukovskis, dzim. Murāškins, noslēguši savstarpīgo laulības līgumu pie Rīgas notāra M. Čulkova, 1931. g. 31. janv. reg. № 2462, ar kuru viņi, attiecībā uz viņu noslēgto laulību, ir atceļusi Vietējo civ. lik. 79. un turpm. p. paredzēto laulāto mantas kopību.

Rīgā, 1931. g. 7. martā.  
L. № 3731. 32517b  
Priekšsēd. b. A. Veidners.  
Sekretāra v. P. Birkens.

**Rīgas prefektūras 10. iecirkņa priekšnieks** izslud. no Federīpa nozaudēto karaklausības apliec. № 280, izdotu no 11. Dobeles kājn. pulka komandiera 1928. g. 6. sept. ar Jāņa Āboja, dzim. 1906. g. 31. janvārī, vārdu, dzīv. Pētermuižas ielā № 1, dz. 2.

**Rīgas apgabaltiesas 3. civildodaļa** uz Latvijas Civ. lik. kop. 36. p. piezīmes pamata paziņo vispārībai, ka Artūrs Andreja d. Kļaviņš un Herta Ernesta m. Ragoziņš, noslēguši priekšlaulības līgumu pie Madonas notāra E. Osten - Sackena, 1930. g. 4. decembrī reg. № 4526, ar kuru viņi, attiecībā uz viņu noslēgto laulību, ir atceļusi Vietējo civ. lik. 79. un turpm. p. paredzēto laulāto mantas kopību.

Rīgā, 1931. g. 7. martā.  
L. № 3685. 32522b  
Priekšsēd. b. A. Veidners.  
Sekretāra v. P. Birkens.

**Rīgas apgabaltiesas 3. civildodaļa** uz Latvijas Civ. lik. kop. 36. p. piezīmes pamata paziņo vispārībai, ka Augusts Jāņa d. Kalcenāus un Marija - Lizete Makša m. Kalcenāus, dzim. Kelder, noslēguši savstarpīgo laulības līgumu pie Madonas notāra E. Osten - Sackena, 1930. g. 3. decembrī reg. № 4460, ar kuru viņi, attiecībā uz viņu noslēgto laulību, ir atceļusi Viet. civ. lik. 79. un turpm. p. paredzēto laulāto mantas kopību.

Rīgā, 1931. g. 7. martā.  
L. № 3686. 32523b  
Priekšsēd. b. A. Veidners.  
Sekretāra v. P. Birkens.

**Rīgas apgabaltiesas 3. civildodaļa** uz Latvijas Civ. lik. kop. 36. p. piezīmes pamata paziņo vispārībai, ka Otto Friča d. Kalniņš un Emma-Klotilde Otto m. Kalniņš, dzim. Kučers, noslēguši savstarpīgo laulības līgumu pie Gulbenes notāra O. Liča, 1931. g. 28. janvārī reg. № 170, ar kuru viņi, attiecībā uz viņu noslēgto laulību, ir atceļusi Vietējo civ. lik. 79. un turpm. p. paredzēto laulāto mantas kopību.

Rīgā, 1931. g. 7. martā.  
L. № 3705. 32524b  
Priekšsēd. b. A. Veidners.  
Sekretāra v. P. Birkens.

**Rīgas apgabaltiesas 3. civildodaļa** uz Latvijas Civ. lik. kop. 26. p. piezīmes pamata, paziņo vispārībai, ka Adolfs - Jūlijs-Konstantīns Rozītis un Olga Rozītis, dzim. Bedrite - Grube, noslēguši savstarpīgo laulības līgumu pie Rīgas notāra J. Purgala 1931. g. 2. februārī reg. № 1303, ar kuru viņi, attiecībā uz viņu noslēgto laulību, ir atceļusi Vietējo civ. lik. 79. un turpm. p. paredzēto laulāto mantas kopību.

Rīgā, 1931. g. 7. martā.  
L. № 3666. 32525b  
Priekšsēd. b. A. Veidners.  
Sekretāra v. P. Birkens.

**Rīgas apgabaltiesas 3. civildodaļa** uz Latvijas Civ. lik. kop. 36. p. piezīmes pamata paziņo vispārībai, ka Izraels Beinus d. Eidus un Mere Izāka m. Eidus, dzim. Šigaliņš, noslēguši savstarpīgo laulības līgumu pie Rīgas notāra J. Kreiberģa 1931. g. 2. janvārī reg. № 17, ar kuru viņi, attiecībā uz viņu noslēgto laulību, ir atceļusi Vietējo civ. lik. 79. un turpm. p. paredzēto laulāto mantas kopību.

Rīgā, 1931. g. 7. martā.  
L. № 3672. 32526b  
Priekšsēd. b. A. Veidners.  
Sekretāra v. P. Birkens.

**Rīgas apgabaltiesas 3. civildodaļa** uz Latvijas Civ. lik. kop. 36. p. piezīmes pamata, paziņo vispārībai, ka Voldemārs Kārļa d. Grinvalds un Elza Jāņa m. Grinvalds, dzim. Zelmenis, noslēguši savstarpīgo laulības līgumu pie Rīgas notāra J. Purgala, 1931. g. 4. februārī reg. № 1458, ar kuru viņi, attiecībā uz viņu noslēgto laulību, ir atceļusi Vietējo civ. lik. 79. un turpm. p. paredzēto laulāto mantas kopību.

Rīgā, 1931. g. 7. martā.  
L. № 3715. 32527b  
Priekšsēd. b. A. Veidners.  
Sekretāra v. P. Birkens.

**Rīgas apgabaltiesas 3. civildodaļa** uz Latvijas Civillikumu kop. 36. p. piezīmes pamata paziņo vispārībai, ka Jānis Alfrēds Jāņa d. Kārklīns un Valēntīna Aleksandra meita Kārklīns, dzim. Zaics (Zaicīt), noslēguši savstarpīgo laulības līgumu pie Rīgas notāra P. Juraševska, 1931. g. 2. februārī reģistra № 259, ar kuru viņi, attiecībā uz viņu noslēgto laulību, ir atceļusi Vietējo civillikumu 79. un turpm. p. paredzēto laulāto mantas kopību.

Rīgā, 1931. g. 7. martā.  
L. № 3714. 32528z  
Priekšsēd. b. A. Veidners.  
Sekretāra v. P. Birkens.

**Rīgas apgabaltiesas reģistrācijas nodaļas** pārzinis dara zināmu, ka „Veco priekškuršnieku biedrība”, kas reģistrēta ar apgabaltiesas 1926. g. 13. janvāra lēmumu, ir galīgi likvidēta, saskaņā ar šīs biedrības 1931. g. 8. februāra biedru pilnas sapulces lēmumu. 31648b  
Rīgā, 1931. g. 3. martā.  
Nod. pārziņa v. L. Bruemmers.  
Sekretārs Frīdrihsons.

**Rīgas apgabaltiesas 3. civildodaļa** uz Civ. proc. lik. 2011., 2014. un 2019. p. pamata paziņo, ka pēc 1930. g. 16. oktobrī Rembates pag. mir. Marijas-Johannas-Elizes Friča m. Albat, dzim. Birgelis ir atklāts mantojums un uzaicina visus, kam ir uz šo mantojumu, vai sakarā ar to, kādas tiesības kā mantniekiem, legātāriem u. t. t., pietiek šīs tiesības minētai tiesai triju mēnešu laikā, skaitot no šā sludinājuma iespiešanas dienas.

Ja minētās personas savas tiesības augšā uzrādītā termiņā nepieteiks, tad viņas atzīs kā šīs tiesības zaudējušas.

Rīgā, 1931. g. 6. martā.  
L. № 3634. 32291  
Priekšsēd. b. A. Veidners.  
Sekretāra v. P. Birkens.

**Rīgas apgabaltiesas 3. civildodaļa** uz Latvijas Civ. lik. kop. 36. p. piezīmes pamata, paziņo vispārībai, ka Augusts Jāņa d. Kalcenāus un Marija - Lizete Makša m. Kalcenāus, dzim. Kelder, noslēguši savstarpīgo laulības līgumu pie Madonas notāra E. Osten - Sackena, 1930. g. 3. decembrī reg. № 4460, ar kuru viņi, attiecībā uz viņu noslēgto laulību, ir atceļusi Viet. civ. lik. 79. un turpm. p. paredzēto laulāto mantas kopību.

Rīgā, 1931. g. 7. martā.  
L. № 3686. 32523b  
Priekšsēd. b. A. Veidners.  
Sekretāra v. P. Birkens.

**Rīgas apgabaltiesas 3. civildodaļa** uz Latvijas Civ. lik. kop. 36. p. piezīmes pamata, paziņo vispārībai, ka Otto Friča d. Kalniņš un Emma-Klotilde Otto m. Kalniņš, dzim. Kučers, noslēguši savstarpīgo laulības līgumu pie Gulbenes notāra O. Liča, 1931. g. 28. janvārī reg. № 170, ar kuru viņi, attiecībā uz viņu noslēgto laulību, ir atceļusi Vietējo civ. lik. 79. un turpm. p. paredzēto laulāto mantas kopību.

Rīgā, 1931. g. 7. martā.  
L. № 3705. 32524b  
Priekšsēd. b. A. Veidners.  
Sekretāra v. P. Birkens.

**Rīgas apgabaltiesas 3. civildodaļa** uz Latvijas Civ. lik. kop. 26. p. piezīmes pamata, paziņo vispārībai, ka Adolfs - Jūlijs-Konstantīns Rozītis un Olga Rozītis, dzim. Bedrite - Grube, noslēguši savstarpīgo laulības līgumu pie Rīgas notāra J. Purgala 1931. g. 2. februārī reg. № 1303, ar kuru viņi, attiecībā uz viņu noslēgto laulību, ir atceļusi Vietējo civ. lik. 79. un turpm. p. paredzēto laulāto mantas kopību.

Rīgā, 1931. g. 7. martā.  
L. № 3666. 32525b  
Priekšsēd. b. A. Veidners.  
Sekretāra v. P. Birkens.

**Rīgas apgabaltiesas 3. civildodaļa** uz Latvijas Civ. lik. kop. 36. p. piezīmes pamata paziņo vispārībai, ka Izraels Beinus d. Eidus un Mere Izāka m. Eidus, dzim. Šigaliņš, noslēguši savstarpīgo laulības līgumu pie Rīgas notāra J. Kreiberģa 1931. g. 2. janvārī reg. № 17, ar kuru viņi, attiecībā uz viņu noslēgto laulību, ir atceļusi Vietējo civ. lik. 79. un turpm. p. paredzēto laulāto mantas kopību.

Rīgā, 1931. g. 7. martā.  
L. № 3672. 32526b  
Priekšsēd. b. A. Veidners.  
Sekretāra v. P. Birkens.

**Rīgas apgabaltiesas 3. civildodaļa** uz Latvijas Civ. lik. kop. 36. p. piezīmes pamata, paziņo vispārībai, ka Voldemārs Kārļa d. Grinvalds un Elza Jāņa m. Grinvalds, dzim. Zelmenis, noslēguši savstarpīgo laulības līgumu pie Rīgas notāra J. Purgala, 1931. g. 4. februārī reg. № 1458, ar kuru viņi, attiecībā uz viņu noslēgto laulību, ir atceļusi Vietējo civ. lik. 79. un turpm. p. paredzēto laulāto mantas kopību.

Rīgā, 1931. g. 7. martā.  
L. № 3715. 32527b  
Priekšsēd. b. A. Veidners.  
Sekretāra v. P. Birkens.

**Rīgas apgabaltiesas 3. civildodaļa** uz Latvijas Civillikumu kop. 36. p. piezīmes pamata paziņo vispārībai, ka Jānis Alfrēds Jāņa d. Kārklīns un Valēntīna Aleksandra meita Kārklīns, dzim. Zaics (Zaicīt), noslēguši savstarpīgo laulības līgumu pie Rīgas notāra P. Juraševska, 1931. g. 2. februārī reģistra № 259, ar kuru viņi, attiecībā uz viņu noslēgto laulību, ir atceļusi Vietējo civillikumu 79. un turpm. p. paredzēto laulāto mantas kopību.

Rīgā, 1931. g. 7. martā.  
L. № 3714. 32528z  
Priekšsēd. b. A. Veidners.  
Sekretāra v. P. Birkens.

**Rīgas apgabaltiesas reģistrācijas nodaļas** pārzinis dara zināmu, ka „Veco priekškuršnieku biedrība”, kas reģistrēta ar apgabaltiesas 1926. g. 13. janvāra lēmumu, ir galīgi likvidēta, saskaņā ar šīs biedrības 1931. g. 8. februāra biedru pilnas sapulces lēmumu. 31648b  
Rīgā, 1931. g. 3. martā.  
Nod. pārziņa v. L. Bruemmers.  
Sekretārs Frīdrihsons.

**Rīgas apgabaltiesas 3. civildodaļa** uz Civ. proc. lik. 2011., 2014. un 2019. p. pamata paziņo, ka pēc 1930. g. 16. oktobrī Rembates pag. mir. Marijas-Johannas-Elizes Friča m. Albat, dzim. Birgelis ir atklāts mantojums un uzaicina visus, kam ir uz šo mantojumu, vai sakarā ar to, kādas tiesības kā mantniekiem, legātāriem u. t. t., pietiek šīs tiesības minētai tiesai triju mēnešu laikā, skaitot no šā sludinājuma iespiešanas dienas.

Ja minētās personas savas tiesības augšā uzrādītā termiņā nepieteiks, tad viņas atzīs kā šīs tiesības zaudējušas.

Rīgā, 1931. g. 6. martā.  
L. № 3634. 32291  
Priekšsēd. b. A. Veidners.  
Sekretāra v. P. Birkens.

**Rīgas apgabaltiesas 3. civildodaļa** uz Latvijas Civ. lik. kop. 36. p. piezīmes pamata, paziņo vispārībai, ka Augusts Jāņa d. Kalcenāus un Marija - Lizete Makša m. Kalcenāus, dzim. Kelder, noslēguši savstarpīgo laulības līgumu pie Madonas notāra E. Osten - Sackena, 1930. g. 3. decembrī reg. № 4460, ar kuru viņi, attiecībā uz viņu noslēgto laulību, ir atceļusi Viet. civ. lik. 79. un turpm. p. paredzēto laulāto mantas kopību.

Rīgā, 1931. g. 7. martā.  
L. № 3686. 32523b  
Priekšsēd. b. A. Veidners.  
Sekretāra v. P. Birkens.

**Rīgas apgabaltiesas 3. civildodaļa** uz Latvijas Civ. lik. kop. 36. p. piezīmes pamata, paziņo vispārībai, ka Otto Friča d. Kalniņš un Emma-Klotilde Otto m. Kalniņš, dzim. Kučers, noslēguši savstarpīgo laulības līgumu pie Gulbenes notāra O. Liča, 1931. g. 28. janvārī reg. № 170, ar kuru viņi, attiecībā uz viņu noslēgto laulību, ir atceļusi Vietējo civ. lik. 79. un turpm. p. paredzēto laulāto mantas kopību.

Rīgā, 1931. g. 7. martā.  
L. № 3705. 32524b  
Priekšsēd. b. A. Veidners.  
Sekretāra v. P. Birkens.

**Rīgas apgabaltiesas 3. civildodaļa** uz Latvijas Civ. lik. kop. 26. p. piezīmes pamata, paziņo vispārībai, ka Adolfs - Jūlijs-Konstantīns Rozītis un Olga Rozītis, dzim. Bedrite - Grube, noslēguši savstarpīgo laulības līgumu pie Rīgas notāra J. Purgala 1931. g. 2. februārī reg. № 1303, ar kuru viņi, attiecībā uz viņu noslēgto laulību, ir atceļusi Vietējo civ. lik. 79. un turpm. p. paredzēto laulāto mantas kopību.

Rīgā, 1931. g. 7. martā.  
L. № 3666. 32525b  
Priekšsēd. b. A. Veidners.  
Sekretāra v. P. Birkens.

**Rīgas apgabaltiesas 3. civildodaļa** uz Latvijas Civ. lik. kop. 36. p. piezīmes pamata, paziņo vispārībai, ka Izraels Beinus d. Eidus un Mere Izāka m. Eidus, dzim. Šigaliņš, noslēguši savstarpīgo laulības līgumu pie Rīgas notāra J. Kreiberģa 1931. g. 2. janvārī reg. № 17, ar kuru viņi, attiecībā uz viņu noslēgto laulību, ir atceļusi Vietējo civ. lik. 79. un turpm. p. paredzēto laulāto mantas kopību.

Rīgā, 1931. g. 7. martā.  
L. № 3672. 32526b  
Priekšsēd. b. A. Veidners.  
Sekretāra v. P. Birkens.

**Rīgas apgabaltiesas 3. civildodaļa** uz Latvijas Civ. lik. kop. 36. p. piezīmes pamata, paziņo vispārībai, ka Voldemārs Kārļa d. Grinvalds un Elza Jāņa m. Grinvalds, dzim. Zelmenis, noslēguši savstarpīgo laulības līgumu pie Rīgas notāra J. Purgala, 1931. g. 4. februārī reg. № 1458, ar kuru viņi, attiecībā uz viņu noslēgto laulību, ir atceļusi Vietējo civ. lik. 79. un turpm. p. paredzēto laulāto mantas kopību.

Rīgā, 1931. g. 7. martā.  
L. № 3715. 32527b  
Priekšsēd. b. A. Veidners.  
Sekretāra v. P. Birkens.

**Rīgas apgabaltiesas 3. civildodaļa** uz Latvijas Civillikumu kop. 36. p. piezīmes pamata paziņo vispārībai, ka Jānis Alfrēds Jāņa d. Kārklīns un Valēntīna Aleksandra meita Kārklīns, dzim. Zaics (Zaicīt), noslēguši savstarpīgo laulības līgumu pie Rīgas notāra P. Juraševska, 1931. g. 2. februārī reģistra № 259, ar kuru viņi, attiecībā uz viņu noslēgto laulību, ir atceļusi Vietējo civillikumu 79. un turpm. p. paredzēto laulāto mantas kopību.

Rīgā, 1931. g. 7. martā.  
L. № 3714. 32528z  
Priekšsēd. b. A. Veidners.  
Sekretāra v. P. Birkens.

**Rīgas apgabaltiesas reģistrācijas nodaļas** pārzinis dara zināmu, ka „Veco priekškuršnieku biedrība”, kas reģistrēta ar apgabaltiesas 1926. g. 13. janvāra lēmumu, ir galīgi likvidēta, saskaņā ar šīs biedrības 1931. g. 8. februāra biedru pilnas sapulces lēmumu. 31648b  
Rīgā, 1931. g. 3. martā.  
Nod. pārziņa v. L. Bruemmers.  
Sekretārs Frīdrihsons.

**Rīgas apgabaltiesas 4. civildodaļa** uz Lik. par laul. 77. p. pamata dara zināmu, ka tiesa 1931. g. 17. februārī Lizbetes Felgendreiers, dzim. Grinbergs, prasības lietā pret Frīdrihu Felgendreieri par laulības šķiršanu aizmuguriski nosprieda: šķirt laulību, kas slēgta 1917. g. 21. jūlijā Dubultu ev.-lut. baznīcā starp prasītāju Lizbeti Felgendreieri un atbildētāju Frīdrihu Felgendreieri.

Ja atbildētājs Civ. proc. lik. 728., 731. un 748. p. paredzētā laikā neiesniedz tiesai atsauksmi vai pārsūdzību, tad spriedums stāties likumīgā spēkā.

Rīgā, 1931. g. 6. martā.  
Priekšsēd. v. L. Bruemmers  
32392b Sekretāra v. Stūre

**Rīgas apgabaltiesas 4. civildodaļa** uz Lik. par laul. 77. p. pamata dara zināmu, ka tiesa 1931. g. 3. februārī Marijas Rezgālis prasības lietā pret Nikolaju Rezgāli par laulības šķiršanu aizmuguriski nosprieda: šķirt laulību, kas slēgta 1912. g. 9. sept. Rīgas pilsētas Debessbraukšanas baznīcā starp prasītāju Mariju Rezgāli, dzim. Skujiņš un atbildētāju Nikolaju Rezgāli.

Ja atbildētājs Civ. proc. lik. 728., 731. un 748. p. paredzētā laikā neiesniedz tiesai atsauksmi vai pārsūdzību, tad spriedums stāties likumīgā spēkā.

Rīgā, 1931. g. 6. martā.  
Priekšsēd. v. L. Bruemmers  
32393b Sekretāra v. Stūre.



**Jelgavas apgabalt. registrāc. nod.**  
dara zināmu, ka sabiedrība „Vācu Zīņnesis“, kas reģistrēta ar tiesas 1924. g. 11. februārī lēmumu ir galīgi likvidēta, saskaņā ar šīs sabiedrības 1930. g. 21. jūlija pilnas biedru sapulces lēmumu.

Jelgavā, 1931. g. 28. februārī.  
L. N. 67/24. 31884b  
Nod. pārzinis G. Voitikus.  
Sekretārs p. i. M. Helmanis.

**Jelgavas apgabalt. registrāc. nod.**  
dara zināmu, ka Reņģes patērtāju biedrība „Straume“, kas reģistrēta ar tiesas 1927. g. 1. septembra lēmumu ir galīgi likvidēta, saskaņā ar šīs biedrības 1929. g. 4. novembra pilnas biedru sapulces lēmumu.

Jelgavā, 1931. g. 28. februārī.  
L. N. 110/27. 31885b  
Nod. pārzinis G. Voitikus.  
Sekretārs p. i. M. Helmanis.

**Jelgavas apgabalt. registrāc. nod.**  
paziņo, ka Vānes jaunsaimnieku lauksaimniecības mašīnu koplietošanas biedrība, kas reģistrēta ar apgabaltiesas 1923. g. 9. augusta lēmumu, saskaņā ar šīs tiesas 1930. g. 2. jūn. lēmumu slēgta un likvidācija izbeigta.

Jelgavā, 1931. g. 28. februārī.  
L. N. 265/23. 31886b  
Nod. pārzinis G. Voitikus.  
Sekretārs p. i. M. Helmanis.

**Jelgavas apgabalt. registrāc. nod.**  
paziņo, ka Zlēkas pagasta savstarpējā ugunsapdrošināšanas biedrība, kas reģistrēta ar Liepājas apgabaltiesas 1925. g. 5. maija lēmumu, saskaņā ar šīs tiesas 1930. g. 23. janv. lēmumu slēgta un likvidācija izbeigta.

Jelgavā, 1931. g. 28. februārī.  
L. N. 21/30. 31887b  
Nod. pārzinis G. Voitikus.  
Sekretārs p. i. M. Helmanis.

**Liepājas apgabaltiesa**  
saskaņā ar savu š. g. 17. februāra lēmumu uzaicina 1918. g. 21. janv. Pērkonas pag. mir. Miķeļa Jēkaba d. Klēves mantniekus, kreditorus, legātārus, fideikomissārus un visas citas personas, kam varētu būt kādas tiesības vai prasības uz atstāto mantojumu, pieteikt tādas tiesas triju mēnešu laikā, skaitot no sludinājuma iespiešanas dienas.

Tiesības un prasības, par kurām nebūs paziņots tiesai minētā laikā, tiks atzītas par zaudētām uz visiem laikiem.

Liepājā, 1931. g. 2. martā.  
N. 670m./31. 31888b  
Priekšsēd. b. v. O. Dzinters.  
Sekretārs A. Jansons.

**Liepājas apgabaltiesa**  
saskaņā ar savu š. g. 17. februāra lēmumu uzaicina 1930. g. 18. sept. Bases pag. mir. Indriķa Jorena d. Zikmaņa (Sītmaņa) mantniekus, kreditorus, legātārus, fideikomissārus un visas citas personas, kam varētu būt kādas tiesības vai prasības uz atstāto mantojumu, pieteikt tādas tiesas triju mēnešu laikā, skaitot no sludinājuma iespiešanas dienas.

Tiesības un prasības, par kurām nebūs paziņots tiesai minētā laikā, tiks atzītas par zaudētām uz visiem laikiem.

Liepājā, 1931. g. 2. martā.  
N. 726m./31. 31889b  
Priekšsēd. b. v. O. Dzinters.  
Sekretārs A. Jansons.

**Liepājas apgabaltiesa**  
saskaņā ar savu š. g. 11. februāra lēmumu uzaicina 1930. g. 12. sept. mir. Johanna - Otilijas Fleisners mantniekus, kreditorus, legātārus, fideikomissārus un visas citas personas, kam varētu būt kādas tiesības vai prasības uz atstāto mantojumu, pieteikt tādas tiesas triju mēnešu laikā, skaitot no sludinājuma iespiešanas dienas.

Tiesības un prasības, par kurām nebūs paziņots tiesai minētā laikā, tiks atzītas par zaudētām uz visiem laikiem.

Liepājā, 1931. g. 2. martā.  
N. 658m./31. 31890b  
Priekšsēd. b. v. O. Dzinters.  
Sekretārs A. Jansons.

**Liepājas apgabaltiesa**  
saskaņā ar savu š. g. 17. februāra lēmumu un Civ. proc. lik. 293. un sek. pantiem, uz Kērstas Priednieks lūgumu viņas prasības lietā pret Pēteri Priednieku, dēļ laulības šķiršanas, uzaicina atbildētāju Pēteri Priednieku, kura dzīves vieta prasītājai nav zināma, ierasties tiesā vai uzdot savu dzīves vietu Liepājā divu mēnešu laikā no šīs sludinājuma iespiešanas dienas „Vald. Vēstn.“.

Pie lūguma pielikti noraksti no prasības lūguma un klātpieliktiem dokumentiem.

Ja atbildētājs noliktā laikā neieradīsies personīgi vai caur pilnvarnieku un savu juridisku dzīves vietu Liepājā neuzdos, tiks nolikta tiesas sēde lietas izklausīšanai aizmuguriski.

Liepājā, 1931. g. 2. martā.  
L. N. 130. 31895b  
Priekšsēd. b. v. O. Dzinters.  
Sekretārs A. Jansons.

**Liepājas apgabaltiesa**  
saskaņā ar savu š. g. 17. februāra lēmumu un Civ. proc. lik. 293. un sek. pantiem, uz Kērstas Priednieks lūgumu viņas prasības lietā pret Pēteri Priednieku, dēļ laulības šķiršanas, uzaicina atbildētāju Pēteri Priednieku, kura dzīves vieta prasītājai nav zināma, ierasties tiesā vai uzdot savu dzīves vietu Liepājā divu mēnešu laikā no šīs sludinājuma iespiešanas dienas „Vald. Vēstn.“.

Pie lūguma pielikti noraksti no prasības lūguma un klātpieliktiem dokumentiem.

Ja atbildētājs noliktā laikā neieradīsies personīgi vai caur pilnvarnieku un savu juridisku dzīves vietu Liepājā neuzdos, tiks nolikta tiesas sēde lietas izklausīšanai aizmuguriski.

Liepājā, 1931. g. 2. martā.  
L. N. 142. 31898b  
Priekšsēd. b. v. O. Dzinters.  
Sekretārs A. Jansons.

**Liepājas apgabaltiesa**  
saskaņā ar savu š. g. 17. februāra lēmumu uzaicina 1919. g. 1. martā Gudenieku pag. mir. Pāvila Jāņa d. Vitoliņa mantniekus, kreditorus, legātārus, fideikomissārus un visas citas personas, kam varētu būt kādas tiesības vai prasības uz atstāto mantojumu, pieteikt tādas tiesas triju mēnešu laikā, skaitot no sludinājuma iespiešanas dienas.

Tiesības un prasības, par kurām nebūs paziņots tiesai minētā laikā, tiks atzītas par zaudētām uz visiem laikiem.

Liepājā, 1931. g. 2. martā.  
N. 716m./31. 31893b  
Priekšsēd. b. v. O. Dzinters.  
Sekretārs A. Jansons.

**Liepājas apgabaltiesa**  
saskaņā ar savu š. g. 17. februāra lēmumu uzaicina 1921. g. 28. maijā Liepājā mir. Miķeļa Niklava d. Sneibe arī Sneipe mantniekus, kreditorus, legātārus, fideikomissārus un visas citas personas, kam varētu būt kādas tiesības vai prasības uz atstāto mantojumu, pieteikt tādas tiesas triju mēnešu laikā, skaitot no sludinājuma iespiešanas dienas.

Tiesības un prasības, par kurām nebūs paziņots tiesai minētā laikā, tiks atzītas par zaudētām uz visiem laikiem.

Liepājā, 1931. g. 2. martā.  
N. 721m./31. 31891b  
Priekšsēd. b. v. O. Dzinters.  
Sekretārs A. Jansons.

**Liepājas apgabaltiesa**  
saskaņā ar savu š. g. 17. februāra lēmumu uzaicina 1921. g. 28. maijā Liepājā mir. Miķeļa Niklava d. Sneibe arī Sneipe mantniekus, kreditorus, legātārus, fideikomissārus un visas citas personas, kam varētu būt kādas tiesības vai prasības uz atstāto mantojumu, pieteikt tādas tiesas triju mēnešu laikā, skaitot no sludinājuma iespiešanas dienas.

Tiesības un prasības, par kurām nebūs paziņots tiesai minētā laikā, tiks atzītas par zaudētām uz visiem laikiem.

Liepājā, 1931. g. 2. martā.  
N. 722m./31. 31892b  
Priekšsēd. b. v. O. Dzinters.  
Sekretārs A. Jansons.

**Liepājas apgabaltiesa**  
uz Lik. par laulību 77. panta pamata dara zināmu, ka š. g. 8. janv. aizmuguriski nospriests: starp Līzi Ernesta m. Gulbis un Andriju Kārļa d. Gulbi 1906. g. 1. janv. Sakaslejas mācītāja muižā no mācītāja Delberta noslēgto laulību atzīt par šķirtu, atstājot laulībā dzimušos bērnus Ernestu un Mārtiņu mātes audzināšanā.

Liepājā, 1931. g. 2. martā.  
Akts N. 51-L./31. 31899b  
Priekšsēd. b. v. O. Dzinters.  
Sekretārs A. Jansons.

**Liepājas apgabaltiesa**  
uz Lik. par laulību 77. panta pamata dara zināmu, ka š. g. 8. janv. aizmuguriski nospriests: starp Jūliju Spāģis un Ernestu Spāģis 1912. g. 4. augustā no Jaun-Liepājas draudzes mācītāja Liepājā noslēgto laulību atzīt par šķirtu.

Liepājā, 1931. g. 2. martā.  
Akts. N. 52-L./31. 31894b  
Priekšsēd. b. v. O. Dzinters.  
Sekretārs A. Jansons.

**Liepājas apgabaltiesa**  
saskaņā ar savu š. g. 17. februāra lēmumu un Civ. proc. lik. 293. un sek. pantiem, uz Jadvīgas Onaitis lūgumu viņas prasības lietā pret Jāzēpu Onaiti dēļ laulības šķiršanas, uzaicina atbildētāju Jāzēpu Onaiti, kura dzīves vieta prasītājai nav zināma, ierasties tiesā vai uzdot savu dzīves vietu Liepājā divu mēnešu laikā no šīs sludinājuma iespiešanas dienas „Vald. Vēstn.“.

Pie lūguma pielikti noraksti no prasības lūguma un klātpieliktiem dokumentiem.

Ja atbildētājs noliktā laikā neieradīsies personīgi vai caur pilnvarnieku un savu juridisku dzīves vietu Liepājā neuzdos, tiks nolikta tiesas sēde lietas izklausīšanai aizmuguriski.

Liepājā, 1931. g. 2. martā.  
L. N. 123. 31896b  
Priekšsēd. b. v. O. Dzinters.  
Sekretārs A. Jansons.

**Liepājas apgabaltiesa**  
saskaņā ar savu š. g. 17. februāra lēmumu un Civ. proc. lik. 293. un sek. pantiem, uz Marijas Rubenbergis lūgumu viņas prasības lietā pret Jāni Rubenbergi dēļ laulības šķiršanas, uzaicina atbildētāju Jāni Rubenbergi, kura dzīves vieta prasītājai nav zināma, ierasties tiesā vai uzdot savu dzīves vietu Liepājā divu mēnešu laikā no šīs sludinājuma iespiešanas dienas „Vald. Vēstn.“.

Pie lūguma pielikti noraksti no prasības lūguma un klātpieliktiem dokumentiem.

Ja atbildētājs noliktā laikā neieradīsies personīgi vai caur pilnvarnieku un savu juridisku dzīves vietu Liepājā neuzdos, tiks nolikta tiesas sēde lietas izklausīšanai aizmuguriski.

Liepājā, 1931. g. 2. martā.  
L. N. 132. 31897b  
Priekšsēd. b. v. O. Dzinters.  
Sekretārs A. Jansons.

**Liepājas apgabaltiesa**  
saskaņā ar savu š. g. 17. februāra lēmumu un Civ. proc. lik. 293. un sek. pantiem, uz Elizas-Marijas Šķubers lūgumu viņas prasības lietā pret Frici - Oskaru Šķuburu dēļ laulības šķiršanas, uzaicina atbildētāju Frici-Oskaru Šķuburu, kura dzīves vieta prasītājai nav zināma, ierasties tiesā vai uzdot savu dzīves vietu Liepājā divu mēnešu laikā no šīs sludinājuma iespiešanas dienas „Vald. Vēstn.“.

Pie lūguma pielikti noraksti no prasības lūguma un klātpieliktiem dokumentiem.

Ja atbildētājs noliktā laikā neieradīsies personīgi vai caur pilnvarnieku un savu juridisku dzīves vietu Liepājā neuzdos, tiks nolikta tiesas sēde lietas izklausīšanai aizmuguriski.

Liepājā, 1931. g. 2. martā.  
L. N. 142. 31898b  
Priekšsēd. b. v. O. Dzinters.  
Sekretārs A. Jansons.

**Liepājas apgabaltiesa**  
saskaņā ar savu š. g. 17. februāra lēmumu uzaicina 1919. g. 1. martā Gudenieku pag. mir. Pāvila Jāņa d. Vitoliņa mantniekus, kreditorus, legātārus, fideikomissārus un visas citas personas, kam varētu būt kādas tiesības vai prasības uz atstāto mantojumu, pieteikt tādas tiesas triju mēnešu laikā, skaitot no sludinājuma iespiešanas dienas.

Tiesības un prasības, par kurām nebūs paziņots tiesai minētā laikā, tiks atzītas par zaudētām uz visiem laikiem.

Liepājā, 1931. g. 2. martā.  
N. 716m./31. 31893b  
Priekšsēd. b. v. O. Dzinters.  
Sekretārs A. Jansons.

**Liepājas apgabaltiesa**  
uz lik. par laulību 77. panta pamata dara zināmu, ka š. g. 8. janvārī aizmuguriski nospriests: starp Līzi Ernesta m. Gulbis un Andriju Kārļa d. Gulbi 1906. g. 1. janv. Sakaslejas mācītāja muižā no mācītāja Delberta noslēgto laulību atzīt par šķirtu, atstājot laulībā dzimušos bērnus Ernestu un Mārtiņu mātes audzināšanā.

Liepājā, 1931. g. 2. martā.  
Akts N. 51-L./31. 31899b  
Priekšsēd. b. v. O. Dzinters.  
Sekretārs A. Jansons.

**Liepājas apgabaltiesa**  
pamatojoties uz Marijas Vārnas lūgumu un savu š. g. 2. februāra lēmumu izsludina, ka nezināmā prombūtnē esošā Jāņa Vārnas mantībai ir iecelta aizgādniecība.

Jāņa Vārnas pēdējās dzīves vieta bija Dunikas pagastā.  
N. 306/31. 31900b  
Priekšsēd. b. v. O. Dzinters.  
Sekretārs v. E. Roļavs.

**Liepājas apgabaltiesa**  
pamatojoties uz Girta Strazdiņa lūgumu un savu š. g. 17. februāra lēmumu izsludina, ka nezināmā prombūtnē esošās Anetes Strazdiņš mantībai ir iecelta aizgādniecība.

Anetes Strazdiņš pēdējās dzīves vieta bija Sakas pagastā.  
Liepājā, 1931. g. 2. martā.  
N. 329/31. 31901b  
Priekšsēd. b. v. O. Dzinters.  
Sekretārs v. E. Roļavs.

**Latgales apgabalt. 3. civiļnodaļa**  
izklausījis Antona - Genrika Vladislava d. Zēdžanova (arī Ančeva) lūgumu atzīt Boleslavu Vladislava d. Mateisanovu-Ančevu par mirušu un pamatojoties uz savu 1931. g. 24. febr. lēmumu un Civ. proc. lik. 1456. p. un 1947. līdz 1953. p. uzaicina bezvēsts prombūtnē esošo Boleslavu Vladislava d. Mateisanovu-Ančevu gada laikā, skaitot no šīs sludinājuma iespiešanas dienas „Vald. Vēstnesī“ ierasties tiesā vai dot tiesai drošas ziņas par sevi, kā arī uzaicināt visas citas personas, kam ir drošas ziņas par viņa dzīves vietu, vai nāvi, iesniegt šīs ziņas tiesai, aizrādot, ka ja pēc publikācijas termiņa notecešanas nebūs saņemtas drošas ziņas ka Boleslavs Vladislava d. Mateisanovs - Ančevs atrodas pie dzīvības, tiesa uz ieinteresētu personu lūgumu uz Civ. proc. lik. 1951. p. pamata atzīs viņu par mirušu. L. N. 654a./31.

Daugavpilī, 1931. g. 3. martā.  
Priekšsēd. b. v. (paraksts).  
31903b Sekretārs v. E. Kaņeps.

**Rīgas pils. 7. iec. mirtiesnesis**  
uz Civ. proc. lik. 275., 293., 301., 302., 309. un 311. p. pamata uz Latvijas Sarkanā Krusta pilnvarnieka lūgumu prasības lietā pret Arvedu Milnu par Ls 97,34, uzaicina atbildētāju Arvedu Milnu, kura dzīves vieta prasītājam nav zināma, ierasties Rīgas pils. 7. iec. mirtiesnesī kamerā Rīgā, Andreja Pumpura ielā N. 1, divu mēnešu laikā, skaitot no šīs sludinājuma izsludināšanas dienas.

Ja atbildētājs noteiktā laikā neieradīsies personīgi, vai caur pilnvarnieku, tad lietas turpmākā gaita notiks saskaņā ar Civ. proc. lik. 311. p. noteikumiem.

Civ. l. N. 47/31. 31750b  
Mirtiesnesis R. Bīlmanis.

**Rēzeknes 1. iec. mirtiesnesis**  
kura kamera atrodas Rēzeknē, Atrīvošanas alejā N. 23, saskaņā ar savu 1931. g. 24. febr. lēmumu un pamatojoties uz Civ. proc. lik. 1402. p., 1401. p., 1408. p. un Civ. lik. 10. sēj. 1. d. 1239. p. uzaicina 1929. g. 16. okt. mir. Nikodēma Pāvila d. Nalivaiko likumīgā mantniekus pieteikt minētām mirtiesnesim, triju (3) mēnešu laikā, skaitot no sludinājuma iespiešanas dienas „Vald. Vēstn.“ savas mantošanas tiesības uz palikušo pēc nelaiķa nāves, atrodošos Daugavpils apr. Krāslavas pag. nekustamo īpašumu, sastāvošu no zemes gabala.

Rēzeknē, 1931. g. 2. martā.  
N. 241/31. 31656b  
Mirtiesnesis A. Pļaviņš.

**Rīgas pils. 4. iec. mirtiesnesis**  
uz Civ. proc. lik. 293., 295., 298., 301., 309. un 311. p. pamata un Amālijas Kancans lūgumu viņas prasības lietā ar Paulīni Krauklīs, kuras dzīves vieta prasītājai nav zināma, uzaicina Paulīni Krauklīs ierasties tiesā četru mēnešu laikā no šīs sludinājuma iespiešanas dienas „Vald. Vēstnesī“.

Ja atbildētāja Paulīne Krauklīs minētā laikā neieradīsies personīgi vai caur pilnvarnieku, tiks nolikta tiesas sēde lietas izklausīšanai aizmuguriski.

Ja atbildētāja Paulīne Krauklīs minētā laikā neieradīsies personīgi vai caur pilnvarnieku, tiks nolikta tiesas sēde lietas izklausīšanai aizmuguriski.

Rīgas pilsētas 7. iec. mirtiesn. saskaņā ar Sodū lik. 218. p. izsludina atklāšanai, ka ar viņa 1931. g. 2. janvāra spriedumu Anna Musinskis apsūdzībā pēc Sodū lik. 209. p., par sabojātu, netīra sviesta turēšanu pārdošanai tirgū, atzīta par vainīgu un sodīta ar naudas sodu Ls 25.—, vai maksātnespēšanas gadījumā ar septiņām dienām aresta.

Atzīme. Spriedums stājies likumīgā spēkā.

Pārķāpums izdarīts Annas Musinskis pārdotavā N. 5, Rīgā, Latgales tirgū. N. 87  
Rīgā, 1931. g. 9. martā.  
32657z Mirtiesnesis (paraksts).

**Latgales apgabaltiesas Baltinavas iec. mirtiesnesis**, pamatojoties uz Civ. proc. lik. 1460<sup>29</sup>. p. un saskaņā ar savu šīs dienas lēmumu, uzaicina Alekseju Kirsanovu kura dzīves vieta nav zināma, saņemt mirtiesnesī kanceleja orderēku par vienu latu kuru Grigorijis Konstantinovs iemaksājis kā nomas maksu bijušās Krievijas 50 rubļu vietā par iznomātām Gauru pagasta Jēpiķi-Klepiķi sādžā 8 desetinām zemes par laiku no 1931. g. 1. janvāra (pēc vecā stila) līdz nākošā gada 1. janvārim. N. 199  
Baltinavā, 1931. g. 28. febr. 32425z Mirtiesnesis A. Strazds.

**Latgales apgabaltiesas Kārsavas iec. mirtiesnesis** saskaņā ar savu 1931. g. 28. februāra lēmumu un pamatojamies uz Civ. proc. lik. 1401. p. un Civ. lik. 10. sēj. 1. d. 1239. p. paziņo, ka pēc 1931. g. 30. janv. mir. Aloīza Meikula d. Ervalda, ir palicis mantojums, kas atrodas Ludzas apr. Kārsavas pag. Lemešovas sādžā un sastāv no viensētas N. 38 ar platību 9,31 ha, lauksaimn. ēkām, zirga, 2 govīm u. c., kādēļ uzaicina visus, kam būtu uz šo mantojumu, vai sakarā ar to, kādas tiesības, pieteikt tās augšminētām mirtiesnesim triju mēnešu laikā, skaitot no šīs sludinājuma iespiešanas dienas „Valdības Vēstnesī“.

Kārsavā, 1931. g. 28. februārī.  
N. 352c./31. 31626b  
Mirtiesnesis J. Lietavietis.

**Latgales apgabaltiesas Kārsavas iec. mirtiesnesis** saskaņā ar savu 1931. g. 28. febr. lēmumu un pamatojamies uz Civ. proc. lik. 1401. p. un Civ. lik. 10. sēj. 1. d. 1239. p. paziņo, ka pēc 1927. g. 26. novembrī mir. Konstancijas Tadeuša m. Rundans, ir palicis mantojums, kas atrodas Ludzas apr. Kārsavas pag. Bozovas sādžā un sastāv no nekustamas mantas — zemes apm. 6 ha, kādēļ uzaicina visus, kam būtu uz šo mantojumu, vai sakarā ar to, kādas tiesības, pieteikt tās augšminētām mirtiesnesim triju mēnešu laikā, skaitot no šīs sludinājuma iespiešanas dienas „Valdības Vēstnesī“.

Kārsavā, 1931. g. 28. februārī.  
N. 352c./31. 31626b  
Mirtiesnesis J. Lietavietis.

**Latgales apgabaltiesas Krāslavas 1. iec. mirtiesnesis** saskaņā ar savu 1931. g. 26. febr. lēmumu un pamatojamies uz Civ. proc. lik. 1401. p. un Civ. lik. 10. sēj. 1. d. 1239. p. paziņo, ka pēc 1928. g. 17. maijā mir. Zofijas Gjačs, ir palicis mantojums, kas atrodas Piedrujas pag., sastāvošu no nekustama īpašuma — 26,13 ha zemes, kādēļ uzaicina visus, kam būtu uz šo mantojumu kādas tiesības, kā mantniekiem, pieteikt tās mirtiesnesī kamerā, Krāslavā, Domes ielā N. 52, triju mēnešu laikā, skaitot no šīs sludinājuma iespiešanas dienas „Valdības Vēstnesī“.

Krāslavā, 1931. g. 28. februārī.  
C. l. N. 211/31. 31906b  
Mirtiesnesis A. Ozols.

**Krāslavas 2. iec. mirtiesnesis** saskaņā ar savu 1931. g. 28. febr. lēmumu un pamatojoties uz Civ. proc. lik. 1401. un 1402. p. un Civ. lik. 10. sēj. 1. d. 1239. p. pamata paziņo, ka pēc 1927. g. 28. jūnija miruša Konstantina Dementija-Domenika d. Dargela ir palicis mantojums Kapīgu pag. Strodu ciemā un uzaicina visus, kam uz šo mantojumu, vai sakarā ar to, būtu kādas tiesības pieteikt tādas mirtiesnesī kamerā, Krāslavā, triju mēnešu laikā, skaitot no šīs sludinājuma iespiešanas dienas „Valdības Vēstnesī“.

Krāslavā, 1931. g. 28. februārī.  
C. l. N. 211/31. 31906b  
Mirtiesnesis A. Ozols.

**Krāslavas 2. iec. mirtiesnesis** saskaņā ar savu 1931. g. 28. febr. lēmumu un pamatojoties uz Civ. proc. lik. 1401. un 1402. p. un Civ. lik. 10. sēj. 1. d. 1239. p. pamata paziņo, ka pēc 1927. g. 28. jūnija miruša Konstantina Dementija-Domenika d. Dargela ir palicis mantojums Kapīgu pag. Strodu ciemā un uzaicina visus, kam uz šo mantojumu, vai sakarā ar to, būtu kādas tiesības pieteikt tādas mirtiesnesī kamerā, Krāslavā, triju mēnešu laikā, skaitot no šīs sludinājuma iespiešanas dienas „Valdības Vēstnesī“.

Krāslavā, 1931. g. 28. februārī.  
C. l. N. 211/31. 31906b  
Mirtiesnesis A. Ozols.

**Krāslavas 2. iec. mirtiesnesis** saskaņā ar savu 1931. g. 28. febr. lēmumu un pamatojoties uz Civ. proc. lik. 1401. un 1402. p. un Civ. lik. 10. sēj. 1. d. 1239. p. pamata paziņo, ka pēc 1927. g. 28. jūnija miruša Konstantina Dementija-Domenika d. Dargela ir palicis mantojums Kapīgu pag. Strodu ciemā un uzaicina visus, kam uz šo mantojumu, vai sakarā ar to, būtu kādas tiesības pieteikt tādas mirtiesnesī kamerā, Krāslavā, triju mēnešu laikā, skaitot no šīs sludinājuma iespiešanas dienas „Valdības Vēstnesī“.

Krāslavā, 1931. g. 28. februārī.  
31911z Mirt. A. Bergmanis.

**Krāslavas 2. iec. mirtiesnesis** saskaņā ar savu 1931. g. 28. febr. lēmumu un pamatojoties uz Civ. proc. lik. 1401. un 1402. p. un Civ. lik. 10. sēj. 1. d. 1239. p. pamata paziņo, ka pēc 1927. g. 28. jūnija miruša Konstantina Dementija-Domenika d. Dargela ir palicis mantojums Kapīgu pag. Strodu ciemā un uzaicina visus, kam uz šo mantojumu, vai sakarā ar to, būtu kādas tiesības pieteikt tādas mirtiesnesī kamerā, Krāslavā, triju mēnešu laikā, skaitot no šīs sludinājuma iespiešanas dienas „Valdības Vēstnesī“.

Rēzeknes 1. iec. mirtiesnesis saskaņā ar savu 1931. g. 28. febr. lēmumu un pamatojoties uz Civ. proc. lik. 1401. un 1402. p. un Civ. lik. 10. sēj. 1. d. 1239. p. paziņo, ka pēc 1927. g. 28. decembrī miruša Dmitrija Uljana d. Tichanova ir palicis mantojums Aulejas pag. Mickeviču un uzaicināt visus, kam uz šo mantojumu vai sakarā ar to būtu kādas tiesības, pieteikt tādas mirtiesnesī kamerā, Rēzeknē, triju mēnešu laikā, skaitot no šīs sludinājuma iespiešanas dienas „Valdības Vēstnesī“.

N. 196  
Krāslavā, 1931. g. 28. februārī.  
31912z Mirt. A. Bergmanis.

**Rēzeknes 3. iec. mirtiesnesis** uz Civ. proc. lik. 1401. p. un Civ. lik. 10. sēj. 1. d. 1239. p. pamata uzaicina 1931. g. 12. janv. mir. Annas Stanislava m. Melnis mantniekus pieteikt viņam triju mēnešu laikā, skaitot no šīs sludinājuma iespiešanas dienas „Valdības Vēstnesī“, savas mantošanas tiesības uz atklājušos mantojumu, kas atrodas Rēzeknes apr. 31752b  
1931. g. 2. martā  
Mirtiesnesis J. Jasse.

**Rēzeknes 3. iec. mirtiesnesis** uz Civ. proc. lik. 1401. p. un Civ. lik. 10. sēj. 1. d. 1239. p. pamata uzaicina 1925. g. 26. dec. mir. Kozma Timofeja d. Šakova mantniekus pieteikt viņam triju mēnešu laikā, skaitot no šīs sludinājuma iespiešanas dienas „Valdības Vēstnesī“, savas mantošanas tiesības uz atklājušos mantojumu, kas atrodas Rēzeknes apr. 3175



# Mežu departaments

pārdos mutvārdu izsolē 1931. g. 19. martā, pulksten 12, Rīgā, Kalpaka bulvarā № 6, Mežu departamenta telpās, augošu mežu:

Is. vien. №	Novads, apgaita un kv. №№, cirmsma gads un atdaļu №№	Pārdos pēc Galvenās sugas	Novērtējums latos	Droš. nauda izcirt. tirgū šanal latos	Piezīmes
<b>Inčukalna virsmežniecībā.</b>					
Mangaļu novadā:					
14.	Jaunciema 31. apg., jaunsaimniecības № 316F virsnormas mežs	7,54 priede, melnalksnis, bērzs, egle	2125		Līguma operācijas termiņš 1932. g. 1. febr.
Ādažu novadā:					
15.	Ataru 36. apg., kv. 11, Ādažu muižas jauns. № 107F virsnormas mežs, atd. 2	0,75 priede	503		100% no vienības pārdošanas summas
16.	Ataru 36. apg., kv. 10, Ādažu muižas jauns. № 107F virsnormas mežs, atd. 3	1,10 priede	373		
17.	Ataru 36. apg., kv. 10, Ādažu muižas jauns. № 107F virsnormas mežs, atd. 4	1,10 priede	1315		
18.	Ataru 36. apg., kv. 10, Ādažu muižas jauns. № 107F virsnormas mežs, atd. 5	0,50 priede	774		
19.	Ataru 36. apg., kv. 10, Ādažu muižas jauns. № 107F virsnormas mežs, atd. 6	0,40 priede	583		
20.	Ataru 36. apg., kv. 10, Ādažu muižas jauns. № 107F virsnormas mežs, atd. 7	0,36 priede	201		
21.	Ataru 36. apg., kv. 10, Ādažu muižas jauns. № 107F virsnormas mežs, atd. 8	0,75 priede	556		
22.	Ataru 36. apg., kv. 10, Ādažu muižas jauns. № 107F virsnormas mežs, atd. 9	0,90 priede	821		
23.	Ataru 36. apg., kv. 10, Ādažu muižas jauns. № 107F virsnormas mežs, atd. 10	1,15 priede	1089		
24.	Ataru 36. apg., kv. 10, Ādažu muižas jauns. № 107F virsnormas mežs, atd. 11	0,73 priede	1444		

Mežu pārdošanas saskaņā ar mežu un meža materiālu pārdošanas likumu un zemkopības ministru apstiprinātiem nosacījumiem.

No jaunsaimniecību ieguvējiem, kas piedalās uz viņiem piederošo jaunsaimniecību zemes augošu mežu solīšanā kā 100% drošības naudu pieņems arī vekselus ar 2 galvnieku parakstiem. Ja galvnieki vekseli nevar parakstīt izsoles komisijā, tad viņu parakstiem jābūt apliecinātiem likumīgā kārtā.

Ja mežu uz fonda zemes nopircis jaunsaimniecības īpašnieks, drošības nauda izcirtumu tīrīšanai nav jāņemaksā.

Tuvākas ziņas Mežu departamentā un Inčukalna virsmežniecībā. 326390

## Auces virsmežniecība

pārdos mutvārdu izsolē 1931. g. 25. martā, Auces virsmežniecības kancelejā, Stirnu muižā:

### augošu mežu uz likvidējamām jaunsaimniecībām.

**IV iec. mežniecībā,** Dobeles novadā 1 vienību pēc platības 11,07 ha, vērtībā Ls 235.

**V iec. mežniecībā,** Iles nov. 2 vienības pēc platības 7,30 un 6,45 ha, vērtībā Ls 1676 un 2727.

Mežu pārdošana pēc zemkopības ministra 1929. g. 3. oktobra apstiprinātiem nosacījumiem.

Izsole sāksies pulksten 12 dienā.

Izolē pielaidīs personas, kas iemaksās izsoles komisijai 100% drošības naudas no attiecīgu vienību vērtības. Pēc nosolīšanas drošības nauda jāpārdod līdz 100% no summas, par kādu vienība nosolīta.

Kā drošības naudu pieņem arī: 1) Latvijas valsts iekšējo aizņēmumu obligācijas, 2) Latvijas bankas u. c. banku un kredītiestāžu garantijas.

Ja solīšanā piedalās attiecīgo jaunsaimniecību ieguvēji, tad no viņiem, kā 100% drošības naudu pieņem arī vekselus ar 2 galvnieku parakstiem.

Ja mežu uz fonda zemes pircis zemes ieguvējs, drošības nauda cirtumu tīrīšanai netiks ņemta.

Virsmežniecība patur sev tiesības izsludināt vienības noņemt no izsoles pēc saviem iesaukiem.

Tuvākas ziņas virsmežniecības kancelejā un pie attiecīgiem iec. mežniekiem. 326790

Aucē, 1931. g. 7. martā. Auces virsmežniecībā.

### Šoseju un zemes ceļu dep-ta 8. rajona inženieris

Ventspilī, Kuldīgas ielā № 6, izdos š. g. 20. martā, plkst. 11, jauktā izsolē 13,20 m gara koka tilta būvi pār upi uz Ugāles-Dobkrogas 11-b šķ. ceļa, pie Zeļļu mājām, „Zeļļu” tilts. No drošinājums pie izsoles Ls 250,—.

Tuvāki noteikumi rajona kancelejā. 32681z

Bauskas apr. polic. 2. iecirkņa priekšnieks pārdo atklātā vairāk solīšanā š. g. 30. martā, plkst. 10 no rīta, Skaistkalnes pagasta „Sila-Kristu” mājās, Kārlim Dun-tavam piederošo zāģu gateri, firmas „Helma”, novērtētu par Ls 200,—, un š. g. 31. martā, plkst. 10 no rīta Bārbeles pag. „Zeltkalnos” vienu zirgu 12 g. v., melnas spalvas, novērtētu par Ls 100,—, dēļ darba algas piedzišanas par labu Pēterim Dinstmanim, saskaņā ar Bauskas apr. 2. iec. miertiesneša izpildu rakstu № 38 no 1929. g. 16. janvāra.

Liepājas-Aizputes apr. policijas 3. iec. priekšnieks paziņo, ka 1931. g. 23. martā, plkst. 10, pārdo Gudenieku pag. Maz-Štrubu mājās pirmā atklātā ūtrupē Jēkaba Strujevska kustamo mantu, sastāvošu no 2 govīm, novērtētām kopā par Ls 230,—, mantojuma nodokļa piedzišanai, saskaņā ar nodokļu departamenta rakstu № 3710/m-30. no 1931. g. 6. februāra. 32692z

Rīgas galvenā pasta priekšnieks izsludina par nederīgu nozaudēto 1928. g. 20. septembrī izdoto personās apliecinājumus ar pastnieka Jāņa Kapteiņa vārdu. 32698z

### Alšvangas pag. valde izsludina

par nederīgiem šādus nozaudētus dokumentus: 1) Latv. iekšz. pasi ser. BV № 003973, izd. no šīs pag. valdes 1927. g. 22. okt. ar Karīnes Silius vārdu; 2) kara klaus. apliecinājumus № 12527, izd. no Aizputes-Kuldīgas kara apr. priekšn. 1926. g. 17. nov. ar Ādama Jāņa d. Klūga vārdu. 284080

### Dažādi sludinājumi.

#### Krāj-nīzd. sab. „DARBS” kārtējā pilna biedru sapulce.

notiks 1931. g. 28. martā, plkst. 7 vakarā, Rīgas namsaimnieku biedrības zālē, Brīvības bulv. № 2/4, ieeja no Merkeļa ielas.

Dienas kārtība:

- 1) Sapulces darbinieku vēlēšanas.
- 2) Gada pārskata apstiprināšana, padomes un revīzijas komisijas ziņojumi un peļņas sadalīšana.
- 3) Apvienošanās ar citām kredītiestādēm un statūtu grozījumi.
- 4) Budžets 1931. gadam.
- 5) Jautājumi un priekšlikumi.
- 6) Vēlēšanas.

Piezīme. Ja augšā noteiktā dienā un stundā nesānāktu statūtu 84. § paredzētais biedru skaits, tad turpat, tam pašā dienā, plkst. 8 vakarā, ar to pašu dienas kārtību notiks otrreizējā pilna sapulce, kas saskaņā ar statūtu 85. § būs pilntiesīga, neskatoties uz ierādīto biedru skaitu.

Valde. 32704z

32704z

32704z

32704z

32704z

32704z

32704z

32704z

32704z

32704z

32704z

32704z

32704z

32704z

## A/s Latvijas Privatbanka

valde uzaicina akcionārus uz

### vispārējo kārtējo sapulci

1931. g. 2. aprīlī, plkst. 3 p. p., bankas telpās, Rīgā, L. Jēkaba ielā № 6/8.

Dienas kārtība:

- 1) Sapulces vadītāja un sekretāra vēlēšanas.
- 2) Pārskats par 1930. g. bankas darbību ar valdes, padomes un revīzijas komisijas ziņojumiem.
- 3) Peļņas sadalīšana.
- 4) Padomes, valdes un revīzijas komisijas locekļu vēlēšanas.
- 5) Dažādi jautājumi.

Pēc bankas statūtu § 59. uz uzrādītāju izrakstītas akcijas dod tiesību uz balsi tanī gadījumā, ja viņas iesniegtas bankas valdei ne vēlāk kā 7 dienas pirms vispārējās sapulces un nav ņemtas atpakaļ līdz sapulces beigām. Origināl-akciju vietā var iesniegt kā veltīto kredītiestāžu, tā arī šādu ārzemju banku apliecinājumus:

Banka Československých Legii, Praha, un visu tās nodalju, Royalbank of Scotland, London, A./B. Goeteborgs Bank, Stockholm, Banque Nationale de Credit, Paris.

Apliecinājumus jābūt atzīmētiem akciju numuriem. 32674z

32674z

32674z

32674z

32674z

32674z

32674z

32674z

32674z

32674z

32674z

32674z

32674z

32674z

32674z

32674z

32674z

32674z

32674z

32674z

32674z

32674z

32674z

32674z

32674z

32674z

32674z

32674z

32674z

32674z

# Bauskas lauksaimnieku krāj-aizdevu sabiedrība.

Biedru skaits uz bilances dienu 749. Biedru papildu atlīdzības kopsumma Ls 1.692.000.

AKTĪVS. Bilance 1931. g. 1. janvārī. PASĪVS.

Kontu nosaukums	Ls	Kontu nosaukums	Ls
Nauda kasē	3.121 04	Pamata (paju) kapitāls	169.181 61
Tekoši rēķini citās kredītiestādēs:		Rezerves kapitāls	11.995 75
a) Latvijas bankā	Ls 2.194,15	Speciāli kapitāli un fondi	68.680 32
b) citās iestādēs	56,40	Tekoši rēķini	—
	2.250 55	Noguldījumi:	
Vērtspapīri:		a) uz nenoteiktu laiku	Ls 27.246,48
a) rezerves kapitāla	—	b) uz noteiktu laiku	5.399,04
b) apgrozības kapitāla:			32.645 52
1) valsts un pašvaldības ķīlu zīmes	—	Rediskontēti vekseli:	
2) negarantēti aizņēmumi un akcijas	2.340,96	a) Latvijas bankā	—
	2.340 96	b) citās kredītiestādēs	23.535,—
Diskontēti vekseli	—		23.535 —
Aizdevumi:		Speciāli tekoši rēķini:	
a) pret galvniekiem	Ls 761.820,37	a) Latvijas bankā	Ls 588.828,51
b) pret nekust. mantu	—	b) citās kredītiestādēs	—
c) pret lauksaimniecības inventāru	—	Aizņēmumi:	
d) pret labību	—	a) pr. dažād. drošīb.	—
e) pret vērtspapīriem un citām ķīlām	761.820 37	b) nekustamas mantas hipotekāriski parādi	10.775,20
Protēti vekseli un citi nokavēti aizdevumi	64.256 37		10.775 20
Sabiedrībai piederoša:		Pārējo summas	24.915 91
a) nekustama manta	Ls 98.752,05	Pārējie pasīvi	—
b) kustama manta	4.760,65	Tīrs atlikums	6.744 17
	103.512 70		
Pārējo summas	—		
Pārējie aktīvi	—		
Zaudējums	—		
<b>Kopā</b>	<b>937.301 99</b>	<b>Kopā</b>	<b>937.301 99</b>

## ZAUDĒTS. Peļņas un zaudējumu konts. PELNĪTS.

	Ls		Ls
Tekoši izdevumi:		Aizdevumu augļi (%)	51.734 18
a) atlīdzība valdei, padomei un revīzijas komisijai	8.255 —	Komisijas	—
b) nodokļi	1.565 49	Soda naudas	—
c) dažādi izdevumi	10.960 40	Augļi par noguldījumiem citās iestādēs	182 50
Augļi (%):		Vērtspapīru rentes	—
a) par noguldījumiem	Ls 2.581,35	Ienākumi no nekustamas mantas	4.635 31
b) par aizņēmumiem	24.282,58	Norakstītu parādu atmaksa	—
	26.863 93	Dažādi ienākumi	—
Amortizācija	2.163 —	1929. g. peļņa	5.176 75
Norakstījumi zaudējumos	—		
1929. g. peļņa	5.176 75		
		Zaudējums	—
Tīrs atlikums	6.744 17	<b>Kopā</b>	<b>61.728 74</b>
<b>Kopā</b>	<b>61.728 74</b>		

1931. g. 6. martā. 32438r Valdes priekšsēdētājs (paraksts) Grāmatvedis (paraksts)

## Rīgas pilsēt. 23. pamatskolas

š. g. 8. martā sarīkotās

### mantu loterijas vinnesti

krita uz šādiem numuriem:

- 1, 2, 14, 18, 31, 43, 45, 53, 54, 58, 59, 60, 64, 66, 70, 78, 82, 84, 93, 105, 112, 113, 116, 118, 119, 122, 124, 125, 126, 134, 142, 143, 147, 149, 154, 157, 159, 171, 177, 188, 189, 190, 192, 194, 195, 206, 207, 208, 213, 214, 216, 229, 236, 246, 247, 248, 250, 251, 252, 273, 280, 281, 286, 289, 298, 306, 310, 313, 324, 327, 329, 332, 333, 352, 372, 373, 376, 379, 381, 383, 387, 399, 403, 404, 405, 407, 411, 414, 415, 419, 422, 430, 432, 437, 446, 447, 449, 455, 456, 459, 463, 464, 465, 467, 470, 476, 487, 500, 504, 514, 516, 519, 522, 523, 529, 531, 543, 544, 551, 555, 558, 570, 571, 572, 580, 583, 589, 590, 598, 600, 606, 614, 619, 622, 624, 629, 638, 645, 646, 649, 654, 657, 666, 667, 668, 669, 676, 678, 680, 685, 686, 688, 693, 700, 701, 712, 714, 715, 716, 717, 718, 720, 731, 743, 754, 756, 761, 762, 763, 778, 779, 791, 792, 797, 802, 803, 804, 821, 823, 824, 828, 830, 844, 850, 856, 864, 868, 889, 897, 900, 901, 902, 905, 921, 927, 929, 931, 934, 935, 944, 948, 965, 973, 975, 988, 994.

1092, 4, 25, 48, 49, 56, 57, 69, 71, 81, 83, 84, 87, 93, 96, 99, 1110, 14, 25, 26, 29, 40, 46, 53, 59, 70, 73, 74, 75, 77, 78, 79, 82, 91, 92, 93, 97, 99, 1209, 13, 15, 22, 25, 27, 28, 29, 36, 39, 49, 52, 54, 59, 60, 74, 75, 77, 80, 81, 94, 97, 99, 1300, 15, 28, 35, 39, 45, 46, 49, 61, 62, 69, 70, 73, 95, 1403, 15, 20, 36, 39, 40, 44, 47, 50, 57, 58, 60, 70, 75, 86, 90, 95, 99, 1502, 9, 14, 27, 32, 37, 40, 41, 46, 62, 65, 77, 83, 86, 87, 89, 96, 97, 98, 99, 1605, 13, 21, 23, 31, 36, 39, 40, 46, 47, 49, 52, 57, 59, 68, 71, 90, 1702, 4, 6, 24, 28, 35, 41, 42, 53, 65, 74, 79, 83, 86, 87, 92, 94, 96, 1803, 12, 22, 30, 34, 38, 43, 44, 53, 60, 62, 68, 75, 80, 81, 89, 91, 96, 98, 1907, 18, 21, 26, 35, 45, 47, 54, 58, 60, 64, 65, 74, 82, 83, 86, 98.

2000, 8, 29, 39, 44, 49, 61, 65, 71, 73, 81, 94, 96, 98, 2103, 5, 13, 14, 18, 26, 28, 32, 33, 34, 36, 49, 52, 57, 68, 99, 2200, 7, 8, 9, 16, 23, 27, 28, 31, 36, 42, 47, 49, 56, 59, 61, 64, 68, 75, 92, 98, 2307, 17, 22, 24, 27, 31, 41, 42, 46, 48, 52, 56, 63, 64, 68, 72, 74, 89, 91, 92, 98, 99, 2402, 9,

32638

32638

32638

32638

32638

32638

32638

32638

32638

32638